CRUCIFIÉS AU CARREFOUR

LA YOUGOSLAVIE

VUE PAR UN CROATE

MILAN BANITCH

CRUCIFIÉS AU CARREFOUR

LA YOUGOSLAVIE
VUE PAR UN CROATE

L'imbroglio serbo-croate
La « démocratie » et la « dictature » en Yougoslavie.
La Yougoslavie, le fascisme et le bolchevisme.
La Yougoslavie et les démocraties occidentales.

Éditions et Publications Contemporaines
PIERRE BOSSUET
8, rue Notre-Dame des Champs Paris-VI[e]

Copyright by
Pierre Bossuet, 1933

AVERTISSEMENT

On a beaucoup écrit, ces derniers temps, sur les difficultés de la Yougoslavie, et surtout sur le différend serbo-croate. Ce qui peut surprendre, c'est que ces difficultés n'aient été, le plus souvent, examinées et traitées que du point de vue purement politique. Or, à toutes les époques, à la nôtre particulièrement, ce sont les facteurs sociaux, économiques et psychologiques qui prédominent dans la vie politique des nations.

Aussi, avons-nous cru devoir retracer ici, en une vue d'ensemble et pour l'édification de l'opinion publique des pays occidentaux, des nations amies principalement, la France et l'Angleterre, une histoire politique de la Yougoslavie, de sa fondation à nos jours, étayée sur ces mêmes éléments sociaux, économiques et psychologiques.

Abstraction faite de ceux-ci, il nous paraît difficile, sinon impossible, de comprendre le cours des événements en Yougoslavie.

C'est chose presque conventionnelle, lorsqu'il est donné de dépeindre l'état de choses de son pays, de ne prétendre le représenter aux yeux de l'étranger que sous le jour le plus avantageux.

Nous nous éloignons nettement de cette méthode. En un temps de semblable désarroi et de crise générale, il faut avoir le courage d'appeler un chat, un chat — qu'on nous pardonne l'expression ! — de regarder la vérité bien en face

et de ne pas redouter de l'exposer à ses propres amis.

Cette circonstance expliquera de notre part un ton de franchise, parfois brutale, qui ne sait épargner aucune susceptibilité personnelle.

Une telle façon de penser et d'écrire, nous attirera, nous en sommes par avance persuadé, bien des colères et des ressentiments, notamment des « vieux » de la politique yougoslave, qu'ils se réclament du régime autoritaire ou stagnent dans l'opposition. Peu nous importe.

Notre point de vue est et demeure celui des « jeunes », de même que la politique que nous soutenons est la jeune politique yougoslave, politique de réformes hardies dans toutes les manifestations de la vie nationale et internationale. excluant résolument la guerre et la révolution comme moyens de progrès. La guerre serait une catastrophe; quant aux Révolutions, elles ne sont vraiment, dans le passé comme dans le présent, que du domaine des grandes nations.

Avec le désir de donner un tableau clair et sommaire de la vie contemporaine yougoslave, nous avons écarté de cet ouvrage tous détails superflus, renonçant même aux citations comme à la reproduction de documents, induisant le plus souvent le lecteur en erreur. Ce qui ne veut pas dire que notre étude n'ait pas été précédée d'une observation largement murie comme d'une appréciation critique de faits sévèrement contrôlés.

Paris, Juin 1933.

M. B.

PRELIMINAIRES

I. **Une ou deux têtes ?**

II. **La « Nouvelle politique ».**

III. **Vouloir récolter sans avoir semé.**

I

UNE OU DEUX TETES ?

Tout Etat, qu'il soit organisé selon le principe centraliste ou qu'il ait adopté la forme fédérative, ne possède qu'un seul principal centre politique. La preuve en est fournie, d'un côté, par la France, l'Italie, et de l'autre, par la Suisse, l'Allemagne, l'Empire Britannique, les Etats-Unis d'Amérique et enfin l'U.R.S.S.

Dans l'histoire moderne, cette règle ne comportait qu'une exception : la monarchie austro-hongroise. Mais, en réalité, cette exception confirme la règle que l'Etat, lorsqu'il veut être un organisme capable de vivre, ne doit avoir qu'une seule tête : pour s'être donné, après Sadova, une organisation intérieure dualiste, l'empire plusieurs fois séculaire des Habsbourg signa son propre arrêt de mort et, cinquante ans seulement après l'introduction du dualisme, expira.

La plus grosse part des difficultés et des crises politiques du jeune Etat yougoslave

vient de ce qu'il possède deux centres, presque égaux par le nombre de leurs habitants, par leur force de rayonnement intellectuel, par leur puissance d'attraction et surtout par leur tendance politique à l'hégémonie. Ces centres sont : Belgrade et Zagreb.

On dit généralement que Zagreb est « la métropole des Croates » et Belgrade « la capitale des Serbes ». C'est vrai mais non d'une manière absolue. Car, depuis que Belgrade et Zagreb sont devenues les villes les plus importantes à l'ouest et au centre de la Péninsule balkanique, elles se sont efforcées, l'une comme l'autre, de prendre la direction de tous les Yougoslaves ou tout au moins de la plus grande partie d'entre eux. Ou, pour exprimer cette idée d'une façon plus nette : jamais Zagrab nationaliste et bourgeoise ne s'est contentée d'être uniquement le centre croate pas plus que Belgrade n'a limité ses ambitions à n'être que le point de gravitation des Serbes seulement.

Dans cette course pour l'hégémonie, c'est Zagreb qui la première a pris le départ. Avant que les idées de la grande Révolution française soient arrivées à pénétrer dans les Balkans, Zagreb, comme presque toutes les villes yougoslaves, était un îlot étranger dans la mer yougoslave (1). Dans cet îlot formé d'étrangers

(1) Zagreb est mentionnée pour la première fois dans l'histoire en 1094, lorsque le roi Hongrois Ladislas en fit le siège d'un évêché « pour relier — comme le dit un des meilleurs historiens croates,

ou de Croates dépourvus de sentiment national, les féodaux croates et hongrois s'étaient retranchés pour défendre leurs privilèges sur le territoire de « olim regni Croatiae, Slavoniae et Dalmatiae ». C'est seulement vers 1830 que commença à se constituer à Zagreb une bourgeoisie nationale qui, à peine apparue, voulut se mettre à la tête non seulement des Croates mais de tous les Yougoslaves des Alpes à la Mer Noire. Si Zagreb avait voulu prendre la direction politique des Croates seulement, elle n'aurait pu grouper que peu de monde, car le nom de Croate ne désignait alors que l'habitant d'une seule province, tout comme les noms de Dalmate, de Bosniaque, de Monténégrin, etc. Mais parce qu'elle voulait englober tous les Yougoslaves, Zagreb bourgeoise s'empara du nom « illyrien » que vingt ans plus tôt Napoléon avait consacré, le terme croate ou serbe lui ayant paru trop étroit, unilatéral et insuffisamment connu.

Aux tendances hégémonistes illyriennes de Zagreb s'opposèrent non seulement la bourgeoisie nationale plus ancienne de la Voïvodina (1) et le poète François Précherne qui fut le père spirituel de la bourgeoisie slovène,

---

M. Chichitch — le plus fortement possible la Croatie à la Hongrie. » En fait, c'était faire de Zagreb le point d'appui de la pénétration non seulement hongroise mais aussi catholique à laquelle échappait encore la Croatie du moyen âge.

(1) Partie sud de la grande plaine pannonienne, entre Danube et Tissa, capitale Novisad (Neusatz).

mais surtout Vouk Karadjitch, le fameux collecteur et propagandiste de la poésie populaire yougoslave. Malgré tous ces obstacles, la jeune bourgeoisie de Zagreb semblait vouloir persister et rester fidèle à l'idée illyrienne, si l'Autriche ne s'en était mêlée et n'y avait opposé son veto : comme déjà à cette époque le nationalisme hongrois impérialiste et mégalomane ne voulait à aucun prix de l'unité des Yougoslaves, la Vienne des Habsbourg, pour satisfaire la puissante gentry hongroise, interdit l'usage du nom illyrien, c'est-à-dire qu'elle coupa court à l'action pour l'unité yougoslave qui se poursuivait sous ce nom.

Lorsqu'en 1848 la Vienne impériale entra en conflit avec les Hongrois, Zagreb, sans perdre un instant, manifesta de nouveau sa volonté de grouper autour d'elle tous les Yougoslaves, mais cette fois, au lieu du nom illyrien, elle donna à ce mouvement le nom « yougoslave ». Déjà, le Ban Yélatchitch, capitaine des Yougoslaves dans la guerre contre les Hongrois (en 1848-1849), a fait frapper sa propre monnaie portant le nom « jugoslavjanski » (yougoslave); après la période de l'absolutisme autrichien de Bach (1850-1860), le promoteur bien connu de la bourgeoisie de Zagreb, l'évêque Strossmayer, soutenu par les efforts intelligents de l'historien François Ratchki, a élaboré l'idéologie nationale yougoslave et, plus encore, a pris contact avec Belgrade et Cettigné, afin de jeter les bases de sa réalisation pratique. Evidemment, ni Strossmayer ni « son spiritus rector » F. Ratchki ne conce-

vaient l'unité yougoslave autrement que sous l'égide de Zagreb. Mais c'est alors que Belgrade s'opposa directement au plan de Zagreb.

Durant des siècles, Belgrade, tout comme Zagreb, a été tout autre qu'une ville véritablement yougoslave. Citadelle avancée des conquérants étrangers (d'abord des Romains, puis de Byzance, des Bulgares, des Hongrois et enfin des Turcs et des Autrichiens), Belgrade a, seulement dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, cessé d'être le domaine de toutes les races dans lesquelles se recrutait la bourgeoisie primitive de l'Empire ottoman (Turcs, Grecs, Tsintsars, Arméniens). Après la conquête de l'indépendance nationale, une fois devenue d'abord le centre d'un Etat de paysans, et ensuite celui de sa bourgeoisie nationale, Belgrade a tourné le dos à l'esprit étranger beaucoup plus résolument que Zagreb. Depuis lors jusqu'à nos jours, la différence fondamentale entre Zagreb et Belgrade est qu'à Belgrade l'esprit national domine constamment et sans contestation possible tandis qu'à Zagreb il reste soumis à l'influence prépondérante des étrangers. Et lorsque Zagreb, représentée par Strossmayer, posa de nouveau le problème de l'unité yougoslave, Belgrade ayant à sa tête le Prince Michel Obrénovitch et son Ministre Garachanine accepta la forme et le fond de l'idée yougoslave, avec un correctif fondamental toutefois : le centre vers lequel convergerait les Yougoslaves ne devait pas être Zagreb mais Belgrade. Car, disaient-ils, Zagreb se trouvait dans le cadre d'un Etat

étranger, où les Yougoslaves ne jouissaient pas de la liberté, tandis que Belgrade était la capitale d'un Etat national libre.

C'est de cette manière qu'a commencé la lutte pour la primauté entre Belgrade et Zagreb, lutte qui se poursuit de nos jours encore. Dans cette lutte, Zagreb sentait nettement que la liberté et l'indépendance de la Serbie étaient un argument extrêmement puissant en faveur de Belgrade. Pour émousser cet argument, Zagreb a trouvé une idée ingénieuse : par le truchement d'Anté Startchévitch qui était devenu son nouveau porte-parole et qui avait créé la doctrine du parti « du droit croate », la Zagreb bourgeoise se proclama le champion de la civilisation occidentale, tandis qu'arbitrairement elle fit de Belgrade le représentant de l'Orient en Europe; et pour délimiter l'Occident et l'Orient européens, pour séparer les sphères d'intérêts entre elle et Belgrade,Zagreb traça une ligne imaginaire allant de Zémoun à Kotor (1). Par là Zagreb renonça à la tendance de grouper tous les Yougoslaves et voilà pourquoi Startchévitch a mis à l'index l'idée de l'unité yougoslave. La remplaçant, il avait fondé « ad usum Zagrabiae » un nouveau nationalisme, le nationalisme croate dont on ne pourrait trouver que de légères traces (2) avant

---

(1) Zémoun, ville située au confluent du Danube et de la Save, en face de Belgrade; Kotor (les Bouches de Cattaro), ancien port de guerre autrichien, au sud de l'Adriatique. La ligne Zémoun-Cattaro

1865 où avec Startchévitch il fait son apparition dans l'histoire. Le nationalisme croate ainsi conçu aurait eu l'inconvénient de réduire la sphère des intérêts de Zagreb à un tout petit territoire. Pour y remédier, Startchévitch, de sa propre autorité, proclama les Slovènes : « Croates des Alpes » ; quant aux « vrais » Serbes, il affirmait qu'il n'y en avait qu'à l'Est des rivières Sava et Drina (à l'est de la ligne Kotor-Zemoun), tout le territoire à l'ouest de cette ligne appartenant par les droits historiques à la Croatie. C'est de cette manière que Starchévitch, reprenant l'idée de Ritter-Vitézovitch, construisit sa « Grande Croatie ».

Mais toute cette construction, ses fondements et son armature, ne sont que le fruit de l'imagination maladive d'un doctrinaire impénitent qui a perdu tout contact avec la réalité.

Tout d'abord, il est arbitraire et absurde d'attribuer à la bourgeoisie de Belgrade (et de la Serbie en général) le rôle du représentant de l'Orient en Europe. Car, comme toutes les bourgeoisies du monde, celle de Belgrade tend de toutes ses forces à se rapprocher le plus possible de la source et du berceau de l'ordre social bourgeois modèle, c'est-à-dire de

---

correspond à peu près à l'ancienne frontière entre l'Autriche-Hongrie, la Serbie et le Monténégro.

(2) Les précurseur d'un quasi-nationalisme croate, s'adaptant aux visées de la Vienne impériale et de Rome papale, furent : un Allemand croatisé Ritter-Vitézovitch et les chroniqueurs Kertchélitch et Yambréchitch.

l'Europe occidentale. Dans ce sens, la bourgeoisie de Belgrade est même allée plus loin que celle de Zagreb : tandis que cette dernière s'est formée sur le modèle de Vienne et de Budapest, la bourgeoisie de Belgrade, dès son début, s'est efforcée de prendre contact directement avec Paris, de s'organiser d'après le modèle de la bourgeoisie française et non d'après ses pâles copies de Vienne et de Budapest.

Quant au fait de proclamer la ligne de Kotor-Zemoun comme démarcation entre l'Orient et l'Occident, il est tout aussi arbitraire et basé sur l'interprétation unilatérale de l'histoire. Car, si à un certain moment cette ligne a départagé les deux Empires romains de l'Orient et de l'Occident, ni avant cette époque ni pendant les seize siècles qui ont suivi, personne n'en a tenu compte. En effet, elle avait perdu toute signification, non seulement à l'époque où Justinien cherchait à refaire l'unité de l'Empire romain, mais encore plus tard lorsque Byzance domina, jusqu'au XII^e^ siècle, nominalement et effectivement, la Dalmatie. Cela ressort également du fait que l'impérialisme de l'église de Byzance, poursuivant son expansion, luttait en Moravie même contre la poussée envahissante du catholicisme romain. Sans difficulté aucune, cette pseudo-frontière fut traversée plus tard par les Turcs qui la laissèrent loin derrière eux et frappèrent même aux portes de Vienne. Cette ligne n'a pas arrêté non plus les Austro-Allemands, ni à l'époque d'Eugène de Savoie,

ni même à l'époque plus récente de leur « Drag nach Osten », lorsqu'ils s'efforçaient, par Salonique et Constantinople, d'atteindre Bagdad.

L'affirmation que les Croates ont un droit historique sur tout le territoire situé à l'ouest de la ligne Kotor-Zemoun n'est pas plus fondée que les autres. Jamais, au cours de l'histoire, la Bosnie centrale et orientale, pas plus que la Dalmatie du sud, n'ont fait partie d'un Etat croate. C'est seulement depuis 1870 que la province de Srem (1) a appartenu à la Croatie. La plus grande partie des provinces d'Istrie, de Carniole et de Styrie ne lui ont jamais été rattachées.

Le nationalisme croate de Startchévitch est en désaccord flagrant et constant avec l'histoire des Croates depuis leur arrivée dans les Balkans (au VII^e siècle) jusqu'en 1865. Durant ces douze siècles, la presque totalité des Croates n'ont manifesté à aucun moment la tendance de former une individualité propre, en se séparant des autres Yougoslaves, et encore moins de tracer une frontière quelconque entre eux et les Serbes (2). La manifestation la plus imposante de la force créatrice des Croa-

(1) La plaine, comprise entre Danube et Save, au confluent de cette dernière.

(2) En désignant les Slovènes « Croates des Alpes » et les Serbes « Croates orthodoxes », Startchévitch lui-même ne réussit pas à établir ni frontière géographique, ni frontière politique entre les trois rameaux yougoslaves.

tes, dans le domaine économique, social, politique et culturel, était l'ancienne République de Raguse. Mais cette Raguse — vrai Mont Blanc au-dessus du niveau culturel, social et économique du reste du monde yougoslave jusqu'au XIXe siècle — était, par ses sentiments et par sa pensée, aussi serbe que croate. Tout Ragusain lettré préconisait une association nationale plus vaste comprenant tous les Yougoslaves et propageait l'idée de « Slovinstvo », d' « Illyrisme », c'est-à-dire le yougoslavisme. Ces mêmes sentiments étaient jusqu'à 1865 ceux de presque tout Croate fidèle à sa race, qu'il soit né sur la rive de l'Adriatique, dans les montagnes de son Hinterland ou aux confins des plaines de Pannonie. Et c'est ce qui explique que, jusqu'à la moitié du XIXe siècle, les étrangers n'ont jamais fait de distinction entre les Serbes et les Croates. Pour les chroniqueurs de Byzance, Skilitzès et Zonaras, Serbes et Croates sont : « Les Serbes qu'on appelle aussi Croates » ou bien : « Les Croates qu'on appelle aussi Serbes » ; chez les chroniqueurs occidentaux des Croisades, les Serbes et les Croates portent le nom commun de « Sclavi (Esclavons) » ; Venise les désigne sous le nom commun de « Schiavoni ».

Par conséquent, le nationalisme de Startchévitch est la négation même de l'histoire et des tendances historiques fondamentales des Croates. Il n'est pas la résultante d'une différenciation objectivement nécessaire et inévitable; il n'a pas de source dans les véritables sentiments du peuple, dans son développe-

ment organique et encore moins dans ses besoins et ses intérêts réels. Comme nous allons le prouver un peu plus loin, ce nationalisme est même en conflit avec les intérêts nationaux particuliers croates et généraux yougoslaves. Le nationalisme croate est une attaque brusquée contre le processus normal du développement de la Nation yougoslave. C'est une œuvre artificielle créée uniquement dans l'intéret de Zagreb afin que celle-ci puisse, grâce à cette invention, jouer dans la vie yougoslave un rôle auquel par son importance elle ne pourrait jamais prétendre. C'est pourquoi ce nationalisme artificiellement gonflé et qui est un anachronisme, porte, dès son début, tous les symptômes d'une convulsion hystérique et d'une tendance à la destruction. Et par suite, il ne faut pas s'étonner que ce nationalisme croate ait été, dès sa naissance, et soit resté de nos jours encore, l'instrument docile des visées impérialistes des étrangers dirigées contre la Nation yougoslave (1).

Quand on sait que dans la vie serbo-croate on peut poser comme axiome qu'une folie croate est suivie immédiatement d'une folie serbe identique, ou inversement, il n'est point étonnant de voir l'utopie de la Grande Serbie

(1) Le même sort est réservé à un autre nationalisme attardé, le nationalisme ukrainien, jouet de tout impérialisme étranger (autrichien, allemand, polonais, anglais) voulant affaiblir et désagréger la Russie.

faire pendant à l'utopie de la Grande Croatie (1).

Mais ce n'est pas tout : Pour réagir contre la mégalomanie croate, les Slovènes, eux aussi, s'efforcèrent de donner à leur mouvement régionaliste la forme intégrale du nationalisme slovène, car ils n'étaient pas disposés le moins du monde à devenir « Croates des Alpes ». C'est ainsi que parmi les Yougoslaves s'affirmèrent trois nationalismes au lieu d'un seul et trois bourgeoisies. Et lorsqu'un peu plus tard les Bulgares reconquirent leur indépendance nationale, Sofia, elle aussi, se jeta à corps perdu dans la voie tracée par Zagreb, Belgrade et Lioubliana. Le résultat est qu'au lieu de suivre leur voie naturelle et d'aller vers un nationalisme yougoslave unitaire, seul capable d'assurer le plein épanouissement des forces de la Nation yougoslave — comme cela s'est produit chez leurs voisins de la Péninsule des Appennins — les Yougoslaves se lancèrent dans les particularismes. Le puissant fleuve yougoslave se divisa en quatre petits ruisseaux, en quatre « micronationalismes », physiquement et moralement débiles, qui, dans leur débordement, se gonflaient à la manière de la grenouille dont parle La Fontaine et

---

(2) Quelques-uns assurent, en s'appuyant sur la fameuse parole de Vouk-Karadjitch « Les Serbes, tous et partout ! », que l'idée de la Grande Serbie est antérieure à l'idée de la Grande Croatie. Ils oublient que, déjà en 1700, Ritter-Vitézovitch (déjà cité) exposa le programme de la Grande Croatie.

étaient prêts à se faire, l'un à l'autre, tout le mal possible.

Cet état de choses était une véritable aubaine pour les impérialismes étrangers, surtout pour l'impérialisme hongrois. Tant que l'Autriche n'avait pas rompu avec tout bon sens, elle tolérait le mouvement unitaire yougoslave, car elle y voyait, avec raison, le meilleur instrument pour son expansion dans les Balkans. Mais plus tard, lorsqu'elle se transforma en Monarchie dualiste — ce qui permit aux Hongrois d'imposer leurs directives à la politique austro-hongroise extérieure aussi bien qu'intérieure — alors l'Autriche-Hongrie pratiqua contre les Yougoslaves la politique de « divide ut imperes ». Cela n'a rien d'étonnant puisque c'étaient précisément les Yougoslaves qui formaient le principal obstacle à la réalisation de l'empire hongrois « des Carpathes à la mer Adriatique ». Et les Hongrois se mirent avec ardeur à creuser toujours davantage le fossé qui séparait les absurdes nationalismes croate et serbe. Pour y arriver, ils encourageaient et renforçaient en même temps l'un et l'autre. Le représentant de la politique hongroise qui occupait le siège de Ban (gouverneur) de Croatie à Zagreb, le Comte Khuen Hédérvary, fonctionnaire intelligent et cynique, excitait avec adresse la passion furieuse des partisans de la Grande Croatie et les ameutait contre les Serbes; d'autre part, il encourageait les Serbes à la résistance et leur prêtait son appui. Par l'intermédiaire de ses séïdes, il a patiemment soutenu les ef-

forts faits pour édifier une culture purement croate (1), en même temps qu'il se posait en protecteur de la culture serbe (2). Un autre Hongrois, Kallay, a écrit une *Histoire du peuple serbe*, où il fait montre d'une grande sympathie pour ce peuple, ce qui ne l'a pas empêché, lorsqu'il est devenu gouverneur de Bosnie-Herzégovine, de travailler de toutes ses forces à y renforcer l'idée nationale croate et de persécuter tout ce qui était serbe. Il est allé si loin dans ce sens qu'il a mis à l'index sa propre *Histoire du peuple serbe*. On le voit, les Hongrois n'ont fait que jouer cyniquement avec l'idée serbe et avec l'idée croate, avec la Grande Serbie comme avec la Grande Croatie. Et il faut convenir qu'ils y réussissaient parfaitement : car tandis que Zagreb hurlait de son enthousiasme pour la Grande Croatie le satrape Hédérvary pouvait impunément, et comme jamais jusqu'alors, écraser de sa lourde botte l'autonomie provinciale de

(1) Toute l'activité déployée, dès 1880 à 1900, pour développer la culture purement croate (l'activité par exemple d'un Iso Kerchniavy), n'aurait pas été possible sans la tolérance et l'appui du tout-puissant ban Kuén-Hédérvary.

(2) Devant M. Roubaud, correspondant du *Petit Parisien*, M. Dr Matchek a vanté la libéralité de la Croatie autonome qui permit largement aux Serbes l'emploi de l'alphabet cyrillique. Il semble que le Dr Matchek ait oublié que le « ban populaire », auteur du fameux poème « La mort du Smaïl-aga », Ivan Majouranitch, avait commencé à persécuter farouchement l'écriture cyrillique et qu'il en fut empêché par les Hongrois.

la petite Croatie; et tandis que Belgrade se grisait de l'idée de la Grande Serbie, la petite principauté serbe des Obrénovitch était presque devenue annexe de l'Autriche-Hongrie. Malheureusement, ce ne sont pas uniquement les intérêts politiques des Croates et des Serbes qui, à cette époque, en ont souffert. Bien pis encore, Belgrade et Zagreb étaient atteintes d'une crise morale très grave; c'étaient alors de véritables cloaques où dans une atmosphère étouffante ne pouvait naître qu'une pseudo-culture; le paysan serbe et encore plus le paysan croate sont devenus la proie d'une bourgeoisie parasitaire composée d'éléments étrangers ou indigènes mais qui montraient tous une touchante unanimité lorsqu'il s'agissait de dépouiller la paysannerie yougoslave. Bientôt la plus grande partie des paysans devint une masse de pauvres déclassés qui vendaient leur force de travail pour un prix dérisoire surtout à l'étranger grand propriétaire ou à l'étranger exploitant des forêts yougoslaves, ou bien ils émigraient vers les deux Amériques, l'Afrique du Sud et l'Australie. Et tandis que Zagreb et Belgrade, armées de leurs idées de la Grande Croatie et de la Grande Serbie, menaient une lutte sans merci, de nouvelles colonies étrangères, principalement hongroises et allemandes, se multipliaient chaque jour dans les provinces de Banat et de la Batchka, dans la Slavonie et Srem et même en Bosnie. L'élément indigène, serbe et croate, perdait ses positions sur toute la ligne cédant devant l'étranger.

II

LA NOUVELLE POLITIQUE

Il a fallu plus de trente ans pour que les Yougoslaves s'aperçoivent que les nationalismes mégalomanes serbe ou croate ne faisaient que porter de l'eau au moulin des étrangers, que la politique basée sur l'antagonisme serbo-croate était une véritable politique de suicide. Cette conception qui a mis si longtemps à percer et à murir, a enfin pris corps et, en 1905, les Serbes et les Croates inaugurèrent leur « nouvelle politique » (1). Ils commencèrent par se réconcilier puis opérèrent la fusion de leurs nationalismes et on entra alors

(1) Cette politique n'était nouvelle qu'en rapport à l'époque 1870-1905; autrement, elle était beaucoup plus concordante avec toute l'histoire serbo-croate que les nationalismes particuliers serbe et croate.

dans la période de la « Coalition serbo-croate » et du nationalisme serbo-croate.

L'initiative de cette nouvelle politique n'a pas été prise par Zagreb où, en 1903 encore, les démonstrations violentes et les excès contre les Serbes battaient leur plein. Elle venait, d'une part, de Belgrade où avec l'accession au trône de la dynastie des Karageorgévitch un vent plus favorable commençait à souffler, et d'autre part, de Prague où l'idéalisme pratique de Toma Massaryk ouvrait de nouveaux horizons non seulement aux Tchécoslovaques mais aussi aux Yougoslaves.

Cette nouvelle politique n'a pas tout d'abord conquis Zagreb mais la province croate et particulièrement le littoral adriatique qui l'ont, pour ainsi dire, imposée à Zagreb. (Les résolution de Rijéka et de Zadar en 1905). C'est feu Frano Soupilo, l'homme politique croate le plus remarquable de nos temps, qui a donné l'impulsion créatrice et le dynamisme à cette nouvelle politique positive.

Le plus grand mérite de Frano Soupilo et le plus durable, c'est d'avoir découvert et prouvé que le nationalisme croate, incapable de vie propre, avait été engagé très tôt au service de Vienne et de l'impérialisme autrichien par un avocat de Zagreb, député Joseph Frank, succeseur de Startchévitch à la tête du mouvement nationaliste croate. En enlevant au nationalisme croate son auréole de mouvement révolutionnaire anti-autrichien que lui avaient attribuée au début Startchévitch et

Kvaternik (1), Soupilo lui a porté une profonde atteinte morale. Il a de cette manière déblayé le terrain en Croatie en faveur de la nouvelle politique, pour laquelle sa combativité et son penchant pour l'activisme ont été les plus précieux des apports.

La nouvelle politique de l'unité serbo-croate a brouillé tous les calculs de l'impérialisme austro-hongrois et a provoqué un vif enthousiasme parmi les Yougoslaves. Mais elle avait aussi son talon d'Achille : elle n'a même pas entrevu l'importance capitale de la question d'un centre national unique, elle n'a pas senti que sa tâche principale était d'effacer l'antagonisme hégémonistique entre Belgrade et Zagreb. Avec l'impatience et la superficialité, propres aussi bien aux Serbes qu'aux Croates, lorsqu'ils inaugurèrent leur nouvelle politique, ils laissèrent de côté ce problème pourtant capital. Il n'a pas été examiné ni en public, ce qui d'ailleurs était à peine possible, ni même « in caméra caritatis ». C'est pourquoi, entre 1905 et 1914, Belgrade et Zagreb n'ont pas conclu une véritable paix mais seulement un armistice.

A ce moment, un nouveau facteur, la jeunesse serbo-croate, intervint dans le processus de la consolidation des rapports serbocroates. Impatiente et extrémiste, comme elle est au-

(1) Eugène Kvaternik, collaborateur de Starchévitch et francophile notoire, tenta un soulèvement contre l'Autriche, en 1871, en proclamant l'indépendance de la Croatie, échoua et fut tué.

jourd'hui encore, cette jeunesse ne voulait pas se contenter du ralliement et de la fusion graduelle de ces deux nationalismes jusqu'alors exclusifs et diamétralement opposés. La jeunesse n'était pas satisfaite de la conquête de première importance consistant en ce que le gros des Serbes et des Croates s'étaient déclarés favorables à l'idée de l'unité serbo-croate dans un laps de temps relativement court (1905 à 1914), et qu'il était désormais bel et bien prouvé que les précédents nationalismes particuliers étaient des créations artificielles qui, après une courte effervescence, devraient s'éteindre. Mécontente, la jeunesse déclara qu'elle ne voulait d'aucun compromis, proclama le nationalisme yougoslave intégral et, en son nom, se jeta à corps perdu dans une action nationaliste révolutionnaire qui atteignit son point culminant à l'attentat de Sarajevo en 1914. Cet attentat précipita la déclaration de guerre à la Serbie qui fut suivie de la conflagration générale, conflagration qui aurait certainement eu lieu mais peut-être quelques années plus tard. L'action révolutionnaire intempestive qui a précipité le déclanchement de la guerre mondiale a été un véritable pavé de l'ours lorsqu'on la considère au point de vue de l'unité yougoslave. Car si, après les guerres balkaniques (1912-1913), une paix plus durable était nécessaire à quelqu'un, c'était surtout aux Serbes et aux Croates : non seulement ils avaient besoin de se préparer à fond pour le grand conflit inévitable mais surtout ils devaient régler leurs rapports récipro-

ques et principalement le litige entre Belgrade et Zagreb. Et si, par chance, la paix avait duré seulement cinq ans de plus, la question si importante du centre national des Yougoslaves aurait été réglée pour la plus grande majorité des Serbes et des intellectuels croates, sans doute, en faveur de Belgrade. Car la capitale de la Serbie victorieuse l'aurait emporté, même auprès des Croates, sur la Zagreb d'alors, encore provinciale, bourgade de petits bourgeois et de fonctionnaires (1).

L'intervention de la jeunesse nationaliste révolutionnaire d'avant-guerre n'a donc été positive que dans le sens idéologique : après la liquidation des nationalismes particuliers serbe et croate, il ne devait pas se constituer un nationalisme de compromis, dualiste, serbo-croate, mais un nationalisme yougoslave, seul justifié par l'histoire et par la logique. Cependant, l'action révolutionnaire terroriste de cette jeunesse a porté une grave atteinte aux intérêts généraux des Yougoslaves : l'attentat de Sarajevo et la guerre qui s'ensuivit ont surpris les Serbes et les Croates, Belgrade et Zagreb, en pleine effervescence et en plein déséquilibre; la question d'un centre na-

(1) La Belgrade littéraire commença dès lors à travailler, instinctivement aussi bien que consciemment, à devenir le centre spirituel des Croates aussi. La preuve en est donnée par la proposition de Skerlitch, éminent homme de lettres serbe, d'introduire l'alphabet latin comme écriture commune des Serbo-Croates.

tional n'était même pas réellement posée, et c'est précisément cette question qui fut la source de toutes les difficultés politiques des Yougoslaves, lorsqu'ils fondèrent, après la guerre, un Etat national libre.

*
**

Même pendant la guerre mondiale, le problème Belgrade-Zagreb n'a pas pris dans l'esprit des Yougoslaves, même de leurs meilleurs politiciens, la place qui lui était due par son importance : pendant presque quatre ans (1915-1918), les représentants politiques de la Serbie et des Yougoslaves émigrés de l'Autriche-Hongrie et réunis autour du « Comité Yougoslave de Londres » s'occupèrent sans grand résultat de la future organisation de l'Etat commun yougoslave, et particulièrement des rapports serbocroates dans cet Etat, sans s'apercevoir que le problème serbocroate était dominé par la question Belgrade-Zagreb, et qu'une fois cette question résolue, il ne resterait pas grand'chose des difficultés serbocroates. Et s'il en était ainsi, comment s'étonner que la Russie tzariste, en signant le pacte de Londres entre l'Italie et les alliés (en 1915), ait sanctionné la séparation d'une petite Croatie catholique d'une grande Serbie orthodoxe ? La Russie tzariste agissait ainsi croyant que l'orthodoxie et le catholicisme jouaient le rôle principal dans les rapports serbocroates, ce qui est aussi faux que de croire que la ques-

tion serbocroate soit un problème des rapports entre deux nationalismes bien déterminés. Si cela avait été le cas il ne serait venu à l'idée de personne de nier la nationalité serbe ou croate, comme le faisaient réciproquement les partisans de la Grande Serbie et de la Grande Croatie, et encore moins de proclamer, peu après, l'identité nationale des Serbes et des Croates. Cette identité en réalité existe, mais, malheureusement, existent aussi deux centres politiques de force équivalente qui luttent pour la primauté.

III

VOULOIR RECOLTER SANS AVOIR SEME

Que Zagreb n'a pas la prétention de grouper autour de soi uniquement les Croates, de ne vouloir être exclusivement qu'un centre croate, on l'a bien vu aussi vers la fin de la guerre mondiale. Durant la guerre, l'apport de Zagreb à la cause de la libération et de l'union des Yougoslaves a été insignifiant et ses sacrifices moindres encore, réellement nuls. Tandis que Belgrade s'est sacrifiée sans compter et est sortie de la guerre tel un grand mutilé, un amas de ruines, Zagreb a profité de la guerre. Car, menant envers Vienne et Budapest une politique loyale au moins dans sa forme et opportuniste, ne s'enhardissant au plus qu'à leur faire une opposition secrète, Zagreb a été, pendant le cataclysme de la grande guerre, le seul profiteur parmi les Yougoslaves : prenant une part importante dans les marchés de fournitures pour l'armée austro-hongroise (spécialement dans les fournitures du bétail et des denrées alimentaires), Zagreb s'est beaucoup enrichie. Cela lui a per-

mis de se pourvoir de toutes les institutions urbanistes et de tout le confort moderne, de se donner grand air mais de devenir aussi la pépinière de la corruption morale au Sud slave. A Zagreb, la fête battait son plein au moment où tout le pays était plongé dans la détresse, où les campagnes yougoslaves payaient au moloch de la guerre le plus formidable tribut de sang qu'on ait jamais vu. Dans le domaine politique, comme nous l'avons déjà dit, cette Zagreb enrichie n'a entrepris aucune action de quelque envergure pour la cause de la libération et de l'unité yougoslaves. Il est vrai que, dans son for intérieur, elle avait adhéré à la cause des Alliés contre les empires centraux : elle se réjouissait à chaque victoire de l'Entente et à toute défaite ou difficulté des empires allemands; peut-être sa résistance passive a-t-elle gêné quelque peu l'Autriche dans la conduite de la guerre. Mais dans la lutte active contre l'Autriche, Zagreb a moins participé que les autres provinces yougoslaves de la monarchie.

Les Serbes de la Bosnie-Herzégovine, de Voïvodine, de Srem, de Lika et de Dalmatie ont apporté à la lutte pour la libération nationale des dizaines de milliers de volontaires, ont donné de nombreux martyrs exécutés ou morts dans les camps de concentration. Les Croates de Dalmatie, de l'Istrie, du littoral croate, ainsi que les Slovènes ont donné une bonne partie de leur jeunesse intellectuelle nationale révolutionnaire aux corps de volontaires yougoslaves en Russie et sur le front de

Salonique. Ils ont fourni aussi le gros des émigrés politiques qui ont agi dans le Comité yougoslave à Londres. Nombreux ont été aussi les Croates et les Slovènes du littoral adriatique qui ont souffert durant des années dans les camps de concentration. D'autre part, l'action pour disloquer l'Autriche, en la minant à l'intérieur, a été conduite également par les Croates et les Slovènes du littoral adriatique, en compagnie de Tchécoslovaques (la « Camorra » tchéco-yougoslave). Quant à Zagreb, par le nombre de ses volontaires yougoslaves, de ses internés dans les camps de concentration, de ses conspirateurs contre l'Autriche-Hongrie, elle occupait la dernière place. Elle était également la dernière dans l'action parlementaire contre l'Autriche-Hongrie, action où le premier rôle, à côté des Tchécoslovaques, a encore été joué par les Croates et Slovènes du littoral adriatique, députés dans le « Reichsrat » autrichien, suivis par Zagreb qu'avec peu d'empressement et de loin. Cet état de chose a duré jusqu'à l'automne 1918, et c'est seulement à ce moment-là, lorsqu'il était évident que l'Autriche était perdue et que son démembrement était inévitable, que Zagreb s'engagea pleinement dans l'action pour la libération nationale des Yougoslaves. Ce n'était pas pour y apporter des sacrifices mais uniquement pour recueillir le fruit des sacrifices des autres : c'était vouloir récolter sans avoir semé. Au dernier moment, Zagreb se posa en chef dans le mouvement pour la libération et pour

l'unité, avec le dessein trop visible d'occuper la place centrale et dominante parmi les Yougoslaves libérés. Mais comme elle se rendait compte qu'elle ne pouvait pas imposer cette primauté à Belgrade et à la Serbie, crucifiées et ressuscitées, elle reprit la thèse de l'existence de deux mondes dans la nation yougoslave, deux mondes dont la frontière serait les rivières Drina et Sava, l'Occident et l'Orient, l'Europe et les Balkans. Autrement dit, Zagreb manifesta de nouveau sa tendance d'être le centre, non seulement des provinces croates, mais aussi des provinces slovènes et serbes qui, auparavant, faisaient partie de l'Autriche-Hongrie. En réalité, cette conception dualiste privait la Serbie de tous les avantages que lui avait apportés une terrible guerre de quatre ans, dans laquelle elle avait risqué son existence même et où, après avoir subi les plus lourdes pertes parmi les belligérants, elle était sortie victorieuse. Cela aboutissait non seulement à annihiler tous les résultats de la victoire de la Serbie, mais à lui contester la victoire elle-même et la part qu'elle avait prise dans la libération des Yougoslaves assujettis à l'Autriche-Hongrie. D'après cette conception, Belgrade et la Serbie ne devaient être que des facteurs secondaires, un appendice de la Yougoslavie, car la partie réclamée par Zagreb à l'ouest de la ligne Kotor-Zemoun était, par le nombre de ses habitants et par sa puissance économique, environ deux fois plus forte que la partie de l'Est.

Au début, il semblait que les événements se déroulaient dans un sens favorable aux aspirations de Zagreb. Lorsque, vers la fin d'octobre 1918, l'Autriche se disloqua, les provinces du Sud peuplées de Yougoslaves formèrent des Conseils nationaux, organes de la volonté souveraine du peuple; à Zagreb, on fonda un Conseil National Supérieur qui fonctionnait comme gouvernement provisoire révolutionnaire pour toutes ces provinces. Un des premiers actes de ce Conseil National Supérieur de Zagreb a été de demander aux puissances alliées et à la Serbie d'être reconnu comme gouvernement de toutes les anciennes provinces yougoslaves de l'Autriche-Hongrie. Les gouvernements des puissances alliées n'ont pas fait droit à cette demande, mais ils ont recommandé instamment au gouvernement serbe de se mettre d'accord avec le Conseil National de Zagreb en vue de former un gouvernement commun et une délégation unique à la Conférence de la Paix. A la suite de cette démarche des Alliés, eut lieu la réunion des représentants de la Serbie et du Conseil National de Zagreb. Le résultat de cette réunion a été la fameuse déclaration de Genève, de novembre 1918, qui a sanctionné l'organisation dualiste de la Yougoslavie : dans le nouvel Etat, organisé selon le principe formulé dans cette déclaration, il n'y aurait eu en commun que le Ministère des Affaires Etrangères; il devait y avoir aussi un gouvernement commun presque de pure forme, ayant peu de pouvoirs, car les Yougoslaves des

anciennes provinces autrichiennes auraient à Zagreb leur gouvernement propre.

Un des principaux artisans du côté des Yougoslaves ex-autrichiens dans la rédaction de la déclaration de Genève a été Dr Anton Korochetz, le chef du parti clérical slovène. On doit se demander comment il s'est fait que lui, un Slovène, ait mis tant d'ardeur à servir les aspirations dualistes de Zagreb ? La réponse est facile : il n'a pas été guidé par des motifs d'ordre national mais d'ordre confessionnel. Sa conduite ne lui a pas été dictée par l'intérêt des Slovènes, mais par le souci de l'intérêt de l'Eglise catholique car, en adoptant l'organisation dualiste, la partie ouest de Yougoslavie, partie dont le centre devait être Zagreb, serait en grande majorité catholique.

Mais, c'était là, comme disent les Yougoslaves, « faire l'addition sans consulter l'aubergiste ». Le dualisme consacré par la déclaration de Genève échoua avant même qu'on ait essayé de le réaliser, non pas tant à cause de l'opposition du gouvernement de Belgrade, ni du fait que le Conseil National de Zagreb désavoua ses délégués de Genève, M. Korochetz et les autres. Dans ce rejet des conceptions dualistes, les lois invincibles de la vie et de la volonté populaire des Croates aussi bien que des Serbes jouèrent un rôle de premier plan. Zagreb a voulu obtenir, grâce à l'organisation dualiste, une situation privilégiée, un rôle central dans la vie de la Yougoslavie, mais elle ne disposait pas de la puissance matérielle qui lui permettrait de réaliser

ses aspirations! Zagreb avait devant elle tout le mois de novembre 1918 pour procéder à l'organisation de son pouvoir sur les provinces yougoslaves qui avaient appartenu à l'Autriche; elle a essayé de le faire, mais elle a piteusement échoué : lors de la fameuse mobilisation décrétée par le Conseil National de Zagreb, personne n'a répondu à l'appel; le pays était en pleine anarchie, les jacqueries qui éclatèrent un peu partout, soutenues par une véritable armée de déserteurs autrichiens (« le cadre vert ») et encouragées par la propagande bolcheviste, menaçaient de produire une décomposition sociale complète; de l'ouest et du sud-ouest, l'armée italienne avançait sans rencontrer de résistance et occupait tout le territoire qu'elle convoitait. Dans ce chaos complet, dû à la révolution sociale qui commençait et à l'invasion étrangère, Zagreb a brillé par son impuissance totale pour toute action utile, se bornant à un verbalisme stérile. Rien de plus naturel qu'à cet instant dramatique, lorsque l'avenir national était en péril, tous les Yougoslaves austro-hongrois, la plupart des Croates et des Slovènes aussi bien que les Serbes, se soient tournés instinctivement vers Belgrade et lui aient demandé de les sauver de l'anarchie, de la révolution sociale et de l'invasion étrangère. Leur instinct ne les avait pas trompés. Ils trouvèrent le salut, car Belgrade bien que durement éprouvée par la guerre, possédait toujours les éléments essentiels d'un pouvoir organisé, et, avant tout, son armée solidement encadrée,

disciplinée, où tous les cœurs battaient à l'unisson.

Fait extrêmement important et significatif, c'est que, dans ce chaos, ce sont les Croates du littoral adriatique et leurs Conseils Nationaux qui, les premiers reconnurent Belgrade, abandonnant Zagreb à son verbalisme, à ses résolutions dualistes, ses déclarations, ses protestations et ses mises au point. Le mouvement des Dalmates et de la province de Voïvodine a été suivi par les Bosniens et les Herzégoviniens et ensuite par les Slavoniens et les Slovènes. L'armée serbe fut accueillie, dans le plus petit village croate aussi bien que dans les villages slovènes ou serbes, à bras ouverts, comme une armée libératrice et non pas conquérante (1).

(1) Certains politiciens croates préconisent le retour à l'état de chose de 1918. Sont-ils assez aveugles pour ne pas voir que Zagreb la première ferait les frais de ce non-sens.

L'ŒUVRE DE LA DEMOCRATIE YOUGOSLAVE

I. « Vae victis ».

II. Les deux Croatie.

III. L'Attentat contre l'Etat et la démocratie.

IV. Le Fond de la crise politique.

V. Le Danger des janissaires modernes.

I

« VAE VICTIS »

Le 1er décembre 1918 n'est pas seulement la date de l'unité nationale des Serbes, Croates et Slovènes; ce n'est pas seulement la victoire de la conception unitaire sur la conception dualiste, mais aussi la victoire de Belgrade sur Zagreb dans la question du centre politique de l'Etat. A ce fait, l'insignifiante et infructueuse révolte de la soldatesque indiciplinée qui s'était groupée autour du Conseil national de Zagreb n'a rien pu changer.

Le moment était venu pour Belgrade de prouver sa maturité et sa clairvoyance politique. Le sentiment de mesure et de prudence doit dominer chez le vainqueur qui veut, après la lutte, vivre avec le vaincu en paix et bonne harmonie. C'est l'axiome de toute politique sage. Les plus intelligents parmi les hommes politiques de Belgrade étaient disposés à en tenir compte et principalement le premier président du gouvernement yougoslave, feu Stoïan Protitch. Ce Caton serbe, le représen-

tant expressif de la probité patriarcale du peuple serbe, n'était pas seulement un homme politique d'une grande culture, mais un des rares hommes d'Etat de la Serbie qui connaissait assez les Croates, leur mentalité politique, leurs faiblesses et leurs qualités. On doit savoir qu'avant la guerre, Belgrade et Zagreb s'ignoraient et que les hommes politiques de Belgrade, jusqu'en 1918 et même plus tard, connaissaient l'histoire politique et la culture des Français et des Allemands mieux que celle des Croates; inversement, les hommes politiques croates étaient mieux renseignés sur tout autre chose que sur le développement historique et politique de la Serbie.

On voit dans quel état de non-préparation la Serbie et la Croatie ont commencé leur vie commune.

Stoïan Protitch, partisan d'un conservatisme raisonnable et d'une évolution prudente, était d'avis que Zagreb vaincue devait être traitée avec beaucoup de ménagements, et, comme il a été soutenu par d'autres, sa thèse a prévalu au début. Mais pas pour longtemps, car malheureusement ce premier essai de collaboration loyale entre Belgrade et Zagreb a été bientôt troublé par l'intervention funeste d'un troisième facteur politique. Ce troisième facteur était M. Svétozar Pribitchévitch, politicien qui jouissait alors de la plus grande autorité parmi les Serbes de Croatie.

Belgrade ignorante des affaires croates avait accueilli, en 1918, M. Svétozar Pribitchévitch avec une confiance d'autant plus grande

qu'il était lui-même un Serbe, qu'il avait déjà, avant la guerre, entretenu des relations politiques avec elle, et enfin parce que, dans le chaos qui régna à Zagreb d'octobre à décembre 1918, il avait effectivement rendu des services à la cause unitaire en combattant la thèse dualiste et les tendances à l'hégémonie de Zagreb. Cet homme d'une grande énergie, d'un plus grand entêtement et de la plus grande ambition nullement en rapport avec son intelligence et sa culture, a abusé de la confiance exceptionnelle de Belgrade. Homme politique le plus réputé parmi les Serbes de l'ancienne Autriche dont toute la carrière politique avait été faite à Zagreb, un des chefs les plus écoutés de l'ancienne Coalition serbo-croate, Pribitchévitch était naturellement appelé à être le trait d'union entre Zagreb et Belgrade, l'artisan du pont entre la Serbie et la Croatie, et à consacrer toutes ses forces pour réaliser une collaboration fraternelle des Serbes et des Croates qui constitue la force principale de la Yougoslavie. Mais, au lieu d'accomplir cette mission à laquelle la nature des choses l'invitait, et au lieu de réparer ce pont déjà sérieusement endommagé, il s'est acharné à le détruire. Au lieu de s'employer pour une politique de ménagement et de conciliation vis-à-vis de Zagreb, Pribitchévitch a pratiqué contre le vaincu la politique de « *vae victis* ». Comme il occupait à Belgrade, sans concurrence aucune, la situation d' « expert pour la Croatie », il a réussi à suggérer aux Serbes mal renseignés ses conceptions funes-

tes. En vain Stoïan Protitch s'opposait à la politique de Pribitchévitch; les Serbes ont préféré sacrifier leur éminent homme d'Etat, leur Caton.

Pourquoi l'ont-ils fait? Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, Belgrade ruinée par la guerre regardait avec envie la richesse et l'expansion économique de Zagreb, et il était facile de lui persuader la politique qui consistait à fonder sa puissance et sa grandeur sur l'écrasement et la ruine de Zagreb. Pribitchévitch a donc réussi, en s'adressant non pas à la sagesse politique, mais uniquement aux bas sentiments d'envie et de jalousie, faciles à provoquer dans une Belgrade dévastée par la guerre. Et puis, Belgrade était grisée par la plus enivrante des boissons, la victoire : non seulement par la victoire dans la guerre, mais aussi et surtout par la facilité de ses premières victoires remportées sur Zagreb en décembre 1918. Les prétentions de Zagreb à l'hégémonie se sont alors écroulées comme un château de cartes, ce qui a fait croire à Belgrade qu'il serait très facile de l'écraser à jamais.

Le monde politique de Belgrade (c'est-à-dire l'immense majorité du parti radical serbe qui était au pouvoir et aussi les partis de l'opposition) a commis une faute grave en se laissant engager dans la voie que Pribitchévitch lui avait tracée. La Constitution de Vidovdan de 1921, résultat de cette erreur capitale, conférait à Belgrade, d'un trait de plume, la position qu'en France Paris avait acquise au long de dix siècles, et du même trait de plume,

abaissait Zagreb au rang d'une ville de province quelconque, en ne lui accordant que d'être le chef-lieu d'un département fictivement autonome. Le centralisme rigide (1) et l'unification maladroitement appliquée par Belgrade ont provoqué la mobilisation de toutes les forces défensives des Croates. Que ces forces étaient très grandes, Belgrade ne le savait point. Il était facile de venir à bout de Zagreb en 1918 lorsqu'elle menait l'offensive contre Belgrade. Tâche facile parce que dans cette offensive Zagreb était en réalité abandonnée par la majorité des Croates et aussi parce que jamais, au cours de leur histoire, les Croates n'ont brillé par leur esprit offensif. Mais lorsqu'il s'est agi de défendre Zagreb contre l'humiliation inouïe que lui infligea la Constitution de Vidovdan, alors tous les Croates se sont identifiés avec Zagreb, comme jamais jusqu'alors, et ont déployé leurs considérables forces défensives qui les caractérisent depuis toujours. Et alors s'est produite cette chose extraordinaire, ce miracle : tous les Croates se serrant, non seulement autour de Zagreb, mais autour d'un seul homme, Stéphane Raditch, pour saboter l'Etat par leur résistance passive.

La puissance politique de Raditch était faite d'éléments divers. D'abord il n'était pas

---

(1) Le penchant pour le centralisme s'est formé à Belgrade et en Serbie sous l'influence incontestable de l'esprit et de l'exemple français.

sans importance que disparut prématurément de la scène politique croate Frano Soupilo, seul homme politique qui, grâce à son activité prodigieuse, sa puissance de suggestion et son grand prestige, eut pu, du côté croate, tenir en échec Stéphane Raditch et, du côté serbe, empêcher les excès de Svétozar Pribitchévitch. Soupilo fut emporté par la maladie en 1917. D'autre part, il faut insister sur l'importance du fait que, sous l'influence de féodaux indigènes et étrangers, les intellectuels croates, élevés dans le respect d'un faux aristocratisme, se sont éloignés des paysans croates. C'est pourquoi les paysans croates en masse rejoignirent Stéphane Raditch, le premier intellectuel qui les a approchés en se servant de nombreux moyens démagogiques mais aussi avec un sentiment sincère pour leur misère et les difficultés de leur condition. Toutefois, ce qui a joué le rôle le plus décisif dans l'orientation politique des Croates, c'est que Belgrade avait laissé Zagreb et tous les Croates à la merci de son « expert pour la Croatie », M. Pribitchévitch, qui put les écraser et les pétrir comme il lui plut. Durant cinq années entières, Pribitchévitch s'est déchaîné sur la Croatie comme un maître absolu non seulement en prêchant une politique de « rouleau compresseur de l'Etat qui écrasera tout ce qui se trouvera sur son chemin », mais en la pratiquant lui-même et de la manière la plus brutale. Dans ce but, il a établi en Croatie, de 1920 à 1925, un régime de dictature personnelle. Il a « épuré » toute l'administration et

l'a réduite à un état de domesticité; il a organisé des bandes à lui, ses nazis et fascistes, qui ont provoqué et maltraité tout Croate qui osait différer d'opinion avec le maître M. Pribitchévitch. Tandis qu'à Belgrade on était sous un régime quasi-démocratique, Pribitchévitch appliquait en Croatie « l'Obznana » (la loi pour la protection de l'Etat) non seulement contre les communistes à l'usage desquels elle était faite expressément, mais aussi contre le parti des paysans croates de Raditch. Il supprima la liberté de réunion et de parole, suspendit tous les droits de l'homme et du citoyen et bâillonna la presse. Par tous les moyens, Pribitchévitch acculait sciemment les Croates à la révolution, car il espérait bien qu'après sa répression sanglante, la Croatie et Zagreb deviendraient inévitablement son fief politique. Au lieu de provoquer la révolution, Pribitchévitch a atteint le résultat contraire. Lorsque les mauvais traitements infligés aux Croates sont devenus un véritable sadisme, Stéphane Raditch, approuvé par les Croates, a pris le chemin de Canossa. Ce républicain qui demandait « une république croate dans le cadre du royaume des Serbes, Croates et Slovènes » a déclaré qu'il accepterait désormais la monarchie, la Constitution de Vidovdan, le centralisme et la rélégation de Zagreb au rang d'un chef-lieu départemental et tout ce qu'on voudrait, à la seule condition que Zagreb et la Croatie soient débarrassés de Pribitchévitch.

Belgrade y consentit. L'intérêt de l'Etat et

de la nation entière l'exigeait : Pribitchévitch avait creusé entre les Serbes et les Croates un fossé plus profond que jamais et c'était une nécessité indispensable et urgente de le combler si on voulait que l'Etat vive.

II

LES DEUX CROATIE

Grâce à la capitulation de Raditch en 1925, Belgrade pour la seconde fois sortait vainqueur et, pour la seconde fois aussi, elle avait l'occasion de faire preuve, comme vainqueur, de clairvoyance et de sagesse politique dans ses rapports avec Zagreb vaincue. L'intérêt de l'Etat et l'avenir de tous les Yougoslaves exigeaient impérieusement que la capitulation de Raditch servît de base pour un règlement positif des rapport entre Serbes et Croates, et pour la réconciliation, si possible définitive, entre Belgrade et Zagreb. Malheureusement, les hommes politiques de Belgrade ont manqué encore cette seconde occasion pour accomplir cette œuvre. Le désir d'humilier l'adversaire vaincu l'a emporté sur la froide raison, sur le sentiment de la mesure et sur la claire vision de l'avenir.

Se rendant à Canossa en 1925, Stéphane Raditch n'a pas demandé la révision de la Constitution de Vidovdan et le rejet du centra-

lisme rigide. On prétend même qu'il a refusé la révision qu'on lui aurait offerte. Mais qu'il l'ait demandé ou non, Belgrade, de sa propre initiative et s'inspirant des intérêts de l'Etat, aurait dû spontanément procéder à la décentralisation et à l'organisation d'autonomies administratives importantes par l'étendue de leur territoire et par leur compétence. C'était le moment psychologiquement le plus favorable pour cette opération. Et si Belgrade avait eu la bonne idée de le faire, elle se serait certainement attaché pour toujours non seulement Raditch, Zagreb et tous les Croates, mais elle aurait par cet acte désarmé et rendu impossible, pour un temps indéfini, toute opposition dans la partie ouest du pays.

Il y a des habitudes qui par une longue pratique deviennent une seconde nature et qui sont plus fortes que la nature elle-même, aussi bien chez un individu que dans une collectivité. Une habitude de ce genre, c'est chez les Croates leur activité autonomiste, leur lutte pour l'autonomie. En effet, l'histoire des Croates n'est pas l'histoire d'une nation, mais l'histoire d'une autonomie et si on en fait abstraction il n'y reste que peu de faits d'un intérêt historique quelconque. Il est vrai que, dans la suite des siècles, la vie et le développement de cette autonomie n'était au fond qu'une lutte pour la conservation des privilèges de la classe des féodaux croates. Mais, graduellement, au cours de l'histoire, cette autonomie s'est rapprochée des bases sociales, et au XIX^e^ siècle elle est devenue l'instrument

de la lutte des masses les plus larges, pour leur développement politique, culturel, économique et social. Par conséquent, toucher à cette autonomie millénaire — car si l'on peut contester l'existence de la culture millénaire croate, leur autonomie millénaire existe indiscutablement — c'était toucher les Croates dans leur point le plus sensible; c'était porter atteinte à leurs traditions historiques les plus vieilles et les plus importantes; c'était jeter un défi à la face de tous les Croates et provoquer la réaction unanime, la résistance générale, aussi bien des paysans que de la bourgeoisie croate. C'est justement cela que Belgrade, depuis 1918 jusqu'à nos jours, n'a jamais compris, c'est cela que le fameux « expert pour la Croatie », M. Pribitchévitch, n'a ni senti ni évalué.

Et lorsque Raditch a capitulé, Belgrade et son porte-parole Nicolas Pachitch ont commis la faute impardonnable de n'avoir point résolu, à ce moment précis, la question croate, en révisant la Constitution de Vidovdan dans le sens des aspirations et des traditions autonomistes séculaires des Croates. Zagreb n'a aucun droit ni historique ni moral, ni même le droit qui résulterait d'un rapport de force, pour devenir le centre politique de la Yougoslavie. Mais l'histoire, la géographie et la morale sont absolument d'accord pour lui donner le droit d'être le centre d'une importante unité administrative autonome. Et le principe de la décentralisation peut certainement être mis en harmonie avec la conception de l'unité

d'Etat. Un centralisme rigide est le pire adversaire de l'unité surtout dans les Balkans et au Sud-Est de l'Europe où les conditions géopolitiques et les rapports ethnographiques n'y sont point favorables. L'autonomisme, si on lui enlève ses tendances centrifuges, est une base naturelle pour l'organisation intérieure de la Yougoslavie.

Nicolas Pachitch était vraiment un des plus grands homme d'Etat de la Serbie. Il fut le Moïse qui conduisit les Serbes dans la terre promise de l'unité yougoslave. Mais l'unité une fois réalisée, ce Moïse trop vieux ne savait plus s'orienter dans la terre promise. C'était une terre absolument nouvelle que Pachitch ne connaissait pas. Il ignorait surtout les Croates et Zagreb. Et comme toujours on se méfie de ce qui est neuf, inconnu, Pachitch se méfia instinctivement des Croates. A ses goûts intimes répondait mieux la formation d'une grande Serbie, aussi grande que possible, mais orthodoxe, telle qu'elle était prévue et souhaitée par la Russie tzariste. Il considérait que les catholiques croates, par instinct, détestent les orthodoxes en général. C'est en cela que se sont trompés Pachitch et beaucoup d'autres hommes politiques de la Serbie d'avant-guerre et aussi certains hommes politiques de l'Europe.

Car en réalité, il existe deux Croatie, l'une pseudo-aristocratique, l'autre la Croatie des paysans, la Croatie populaire. La première Croatie, composée d'abord d'une couche mince de prétendants à la seigneurie féodale,

a toujours été un monde tout à fait à part, qui n'avait rien de commun avec la Croatie populaire. Déjà au x^e siècle, cette Croatie des seigneurs est tombée sous l'influence des villes latines de Dalmatie, s'est séparée de son peuple et, dans son immense majorité, a embrassé avec enthousiasme la cause du catholicisme romain et du féodalisme occidental, ce qui l'amena à fraterniser avec les Hongrois et à chercher l'appui des Allemands. Pendant des siècles entiers, elle n'a vu dans son propre peuple que des êtres inférieurs qui ne méritaient que le mépris et qui n'étaient bon qu'à être exploités. Ces sentiments envers le peuple croate, son attachement à la Rome catholique, son snobisme quasi paneuropéen et sa mégalomanie, la noblesse croate les a légués plus tard à la bourgeoisie croate. Celle-ci à continué à singer l'Occident bien qu'en réalité, par son développement intellectuel, elle ait été loin : elle ne faisait que courir après l'Europe, s'efforçant désespérément de s'accrocher à ses jupes mais n'y arrivant jamais!

La Croatie féodale et bourgeoise, plus que tout autre, a fait sien le principe « tu felix Croatia, nube » (« Marie-toi, heureuse Croatie » !).

Quand la Hongrie conquit la Croatie (en 1097), les féodaux croates s'efforcèrent de transformer cette conquête en un mariage légal entre « la petite mère » Croatie et la Hongrie des Arpades. Après l'extinction des Arpades, ils l'amenèrent dans le lit nuptial des Anjou de Naples dont le dernier, Ladislas,

estimait tant son épouse croate qu'il vendît la Dalmatie à Venise pour 100.000 ducats (en 1402). En 1527, les féodaux croates conclurent un contrat de mariage, très avantageux pour eux, entre la Croatie et l'Autriche des Habsbourg (le « Sabor » à Tsétine); quand ils furent las de ce nouveau lien conjugal, ils essayèrent de rompre mais ils échouèrent: cette tentative malheureuse détermina l'extermination des deux plus puissantes familles féodales croates, les Zriny et les Francopan (en 1671). Cette tragédie découragea tant la noblesse croate qu'elle s'empressa, par la « Pragmatique sanction » (en 1712), de renouveler le contrat de mariage de « la petite mère » Croatie avec la ligne féminine même des Habsbourg ! Contaminée par l'esprit des féodaux décadents croates, la bourgeoisie de Zagreb considère l'union yougoslave, elle aussi, comme un mariage entre la Croatie et la Serbie des Karageorgévitch, une union facile à dissoudre quand l'un des époux en a assez : déjà dix années après cette union (1928) Zagreb clamait : « Divorçons ! ! Le grand artiste M. Ivan Mechtrovitch, bien que d'origine plébéienne et dalmate, a subi si fortement l'influence de Zagreb que, lui aussi, voit dans les rapports serbocroates des épousailles contractées sous le patronage des grandes puissances, et dans l'union yougoslave un contrat de mariage que les Serbes ne respectent pas (voir l'interview donné par M. Mechtrovitch au collaborateur du « Petit Parisien » le 14 mars 1933). « La petite mère » Croatie

doit avoir perdu ses charmes juvéniles et pourtant certains Messieurs de Zagreb ont toujours, comme on le voit, la devise : « Marie-toi, heureuse Croatie ! »

La Croatie féodale et bourgeoise a été et est restée le champion de l'esprit étranger et le propagandiste inlassable de l'éloignement des Serbes et des Croates. Elle s'est faite la zélatrice du mépris et de la haine des Serbes parce qu'ils formaient une démocratie paysanne, qu'ils avaient perdu leur caste noble à la suite de l'invasion des Turcs, qu'ils étaient dépourvus de titres, plus simples et plus naturels parce que plus près de la terre, n'aimant ni le cérémonial, ni l'affectation. Quant à l'autre monde, la Croatie populaire, composée de l'immense majorité des Croates, serfs, paysans libres ou soldats, elle a été, dès le début, l'adversaire résolue de la papauté et du latinisme, de la fraternisation avec les Hongrois, de la fausse aristocratie et du snobisme culturel et nationaliste. Ces hommes du peuple croate étaient devenus de bons chrétiens, mais ils étaient partisans farouches de la Glagolitza (la lithurgie en langue slave), ils se tournaient volontiers vers le « bogoumilisme » (1) et ils ne considéraient pas que les orthodoxes leur fussent inférieurs en quoi que ce soit. Lors de l'invasion turque, le peuple croate partout — sauf dans la province de Zagorié (2) — s'est

(1) Secte correspondant aux Albigeois.

(2) L'Hinterland le plus proche de Zagreb.

amalgamé et fondu avec les Serbes en une unité ; avec les Serbes, il a chanté les mêmes chansons de gestes, il a écouté le « guslar » — le barde national — dansé les mêmes danses, porté les mêmes vêtements, mené la même vie de dur labeur et de souffrance. C'est avec des Serbes que la Croatie populaire a marché contre les seigneurs féodaux (dans la jacquerie de Mathieu Goubetz). C'est toujours avec les Serbes que les Croates ont accompli l'épopée des Ouskoks (les héros dans la lutte pour l'indépendance au 16e siècle), et c'est encore avec les Serbes qu'ils ont formé la barrière de granit qu'étaient les « Confins Militaires » (« Krajina »), qu'ils ont combattu sous Napoléon en Russie et sous le général autrichien Radetzky en Italie, sous le Ban Yélatchitch contre les Hongrois. La Rome catholique hait le schisme orthodoxe ; dans cette haine la Croatie des seigneurs et des bourgeois a toujours été prête à la suivre, mais rien ne serait plus faux que de conclure que la Croatie populaire nourrit, elle aussi, de la haine à l'égard de l'église orthodoxe.

Il faut savoir que le paysan croate, à la différence du paysan slovène, n'est point du tout clérical. Par là encore il ressemble au paysan serbe. Mais ce qui le distingue de ce dernier, c'est qu'il n'a pas le sentiment national aussi développé et qu'il attache une plus grande importance à l'élément social. Et lorsque, sous la conduite de Stéphane Raditch, le paysan croate combattait Belgrade de 1918 à 1925, il n'était nullement guidé par un sentiment d'ani-

mosité à l'égard des Serbes. Il luttait tout simplement pour des conquêtes d'ordre social et économique. En réalité, à ce moment-là, il combattait moins Belgrade que les « Messieurs » croates, comme il nomme les bourgeois, il en voulait surtout à la petite et à la grande ville de Croatie qui avaient moralement rompu avec le village, le méprisant et l'exploitant sans vergogne. Malheureusement, Stéphane Raditch n'était pas seulement l'interprète incomparable des sentiments et des aspirations des masses paysannes croates, il était en même temps le prisonnier du milieu bourgeois de Zagreb. C'est là que résident la contradiction et le drame intérieur qui déchiraient sa personnalité, et c'est cette contradiction qui a occasionné la tragédie dont il a été victime. En effet, les milieux malsains de la bourgeoisie de Zagreb ont adroitement mis le mouvement purement social des masses paysannes croates au service de leurs tendances à l'hégémonie, tout au moins de leurs aspirations dualistes.

Stéphane Raditch a senti tout l'inconvénient de cette mésalliance des paysans avec les éléments bourgeois et, à plusieurs reprises, il a tenté de secouer le joug d'une bourgeoisie décadente (voir les luttes dans le Conseil général du département de Zagreb en 1927). Si Raditch n'y est point parvenu, la faute en est surtout aux hommes politiques de Belgrade qui, par la Constitution de Vidovdan et par le centralisme rigide, ont obligé Raditch à grossir le plus possible les rangs de ses partisans, à

grouper sous sa bannière la bourgeoisie croate, en majorité parasitaire, et de la traîner comme un boulet.

Ce n'était donc pas la haine nationaliste qui dressait les paysans croates ni leur chef Raditch lui-même contre Belgrade. C'est pourquoi, en 1925, il s'est sincèrement rapproché de Belgrade en lui tendant une main loyale. Il a prêché à qui voulait l'entendre, à ce moment-là, que le mouvement paysan croate était comme « une formidable chute d'eau dont il s'agissait d'exploiter les forces, par un système de turbines, pour des fins positives ». Mais Belgrade s'est montrée incapable de capter cette force imposante. Raditch avait projeté une fusion du parti paysan croate avec le parti serbe le plus important, le parti radical qui, lui aussi, s'appuyait sur les paysans. Mais la démocratie serbe groupée dans le parti radical n'a pas su profiter de cette bonne disposition de Raditch. En un mot, les hommes politiques de Belgrade n'ont pas voulu accepter sans arrière-pensée la main tendue par Radich dans un esprit de conciliation.

Pourquoi ? Parce que la Belgrade d'après-guerre, imbue, elle aussi, de l'esprit bourgeois, ne croyait pas à la sincérité du geste de Raditch, pas plus qu'à la sincérité des sentiments fraternels des paysans croates. Ne connaissant pas leur mentalité, Belgrade a mal jugé la situation créée par la capitulation de Raditch. Vivant dans l'erreur que le fossé spirituel entre la majorité des Serbes et des Croates était réellement profond, croyant à tort à la haine

instinctive des paysans croates pour les Serbes, les hommes politiques de Belgrade s'imaginaient que, par sa capitulation, Raditch était complètement discrédité aux yeux des masses paysannes, que le moment de la dislocation et de la chute du parti paysan croate était arrivé. D'après ces données, les hommes politiques de Belgrade ont établi leur plan et leur tactique: ils ont hissé au pouvoir Stéphane Raditch uniquement pour l'étrangler avec le lien du pouvoir, pour l'immobiliser et lui faire perdre toute influence sur ses paysans. C'était là l'œuvre entreprise par la démocratie serbe et surtout par son avant-garde, le parti radical. Mais ce fut un mauvais calcul. Car Raditch était trop intelligent pour ne pas discerner le but visé par cette tactique. Alors commença la lutte entre le chat et la souris, la lutte stérile où l'on joue au plus fin et à qui dupera l'autre. Au lieu de profiter de l'occasion vraiment unique offerte par la capitulation de Raditch pour enlever à jamais de l'ordre du jour la question croate et la lutte entre Belgrade et Zagreb, en pratiquant une politique sincère d'entente et en procédant à une juste révision de la Constitution, on redoubla l'ardeur combative. Et cela nous a valu une crise morale et politique qui a coûté la vie à Stéphane Raditch et menacé celle de la démocratie yougoslave.

III

L'ATTENTAT CONTRE L'ETAT ET LA DEMOCRATIE

Nicolas Pachitch a payé son échec dans le règlement des rapports serbo-croates de la décadence de son influence politique de premier plan, suivie de près par sa mort. Les élections législatives yougoslaves de l'automne 1927 ont prouvé d'une façon éclatante que la tentative de l'affaiblissement de Raditch, qui devait résulter de son passage au pouvoir, a échoué et que son influence sur les campagnes croates était restée intacte. Belgrade aurait dû se rendre à cette évidence et tenter de corriger sa faute de 1925. Il n'était pas trop tard pour opérer le redressement et pour régler définitivement les rapports serbo-croates par une action énergique dans le sens de la revision de la Constitution. Mais les successeurs de Pachitch dans la conduite du parti radical, ainsi

que M. Davidovitch, chef du parti démocrate, laissèrent aussi passer cette occasion. On a essayé d'expliquer cette attitude — et on donne cette explication encore aujourd'hui — en affirmant qu'avec un homme instable, brouillon et manquant même de caractère, comme était Raditch, il était impossible de collaborer et d'arriver à un accord de quelque durée. Cela était-il exact ?

Stéphane Raditch était incontestablement un phénomène physiologique et psychologique. Par sa mentalité, il était un slave typique et le prototype du paysan croate. (Et il faut savoir que, par ses tendances à l'extrêmisme et par son manque d'esprit de suite, le paysan croate est plus près du paysan russe que tout autre paysan slave). Aux antipodes de tout sentiment de la mesure, Raditch, ce visionnaire presque aveugle, a emmagasiné dans son cerveau et dans son estomac, dès sa jeunesse, toutes les nourritures qui se trouvaient à sa portée, car son appétit physique et intellectuel tenait du prodige: Stéphane Raditch mangeait jusqu'à 7 ou 8 fois par jour et toujours abondamment, mais il était capable également de jeûner pendant plusieurs jours ; il pouvait tenir jusqu'à 10 réunions publiques par jour, trouvant sans cesse de nouvelles choses à dire; il recevait de nombreuses personnes chaque jour, ayant encore le temps d'écrire des livres, des brochures, des articles de journaux et même des poésies. Il faisait un usage souvent immodéré de l'alcool et il restait un esprit extrêmement vigoureux et productif, chaoti-

que par suite de la surabondance de ses pensées et de ses sentiments, toujours en pleine gestation intellectuelle, nerveux jusqu'à l'hystérie et la neurasthénie, impressionnable comme on l'est rarement. Tel un magicien aveugle, il a, pendant vingt ans, et sans s'arrêter pour souffler, battu la campagne croate en tous sens. Par sa simplicité cordiale, par sa fantaisie de poète et par son éloquence, il n'avait pas de rival parmi les Yougoslaves ; par sa bonhomie, interrompue parfois par des explosions de colère, il a fasciné l'âme naïve du paysan croate comme aucun homme politique, ni avant ni après lui. Mais ce grand hypnotiseur était en même temps un médium qu'on pouvait hypnotiser très facilement. Pour peu qu'on fut intelligent et volontaire, on pouvait à tout moment lui suggérer tout ce qu'on voulait. Evidemment, cet homme qui dénotait une telle mobilité et une telle fluidité d'esprit n'était pas fait pour une collaboration durable, ni même pour des relations obéissant aux conventions sociales. Il était vraiment difficile de travailler avec lui, mais déjà Napoléon avait rayé du vocabulaire le mot « impossible ». Tout en ayant une certaine dose de roublardise paysanne et d'amoralité barbare, bien que parfois extrêmement vulgaire, manquant toujours de tact et allant quelquefois jusqu'à une certaine déloyauté, Raditch était un homme qui aimait sincèrement le paysan, qui compatissait à la misère et à la souffrance d'autrui, qui, par ses idéaux politiques, n'était pas seulement un panslaviste mais un rêveur em-

brassant toute l'humanité. Il est hors de doute que cet homme ne voulait que du bien aux Serbes tout autant qu'aux Croates et qu'il était un grand patriote yougoslave, au sens le plus large du mot. Par suite, les patriotes yougoslaves du côté serbe pouvaient et devaient collaborer avec lui. Son tempérament coléreux et apolitique ne devait être considéré que comme une chose de peu d'importance qu'il fallait négliger si désagréable fut-elle. Un homme calme et pondéré, d'intentions loyales, pouvait non seulement travailler avec Raditch, mais même obtenir de lui tout ce qu'il aurait voulu. Pachitch ne l'a pas su car sa vieillesse, son orgueil de vieux patriarche serbe et sa méfiance profondément enracinée ne le lui permettaient pas. Malheureusement, M. Davidovitch ne l'a pas su non plus. Envers lui, Raditch s'était, en 1924, sans aucun doute, très déloyalement conduit en minant son gouvernement par sa sortie intempestive lors de la réunion publique de Vrpolié, où il brisait le sceptre royal sur le dos du paysan croate. Après cette déloyauté, le puritain Davidovitch (1) ne tenait pas du tout à recommencer la collaboration avec Raditch, de même que les hauts intellectuels serbes tels que le professeur Boja Marcovitch

(1) En dépit de toutes ses fautes et omissions, M. Davidovitch est, parmi les politiciens yougoslaves, celui qui se rapproche le plus du démocrate occidental; il est, pour ainsi dire, le François Nitti yougoslave.

et l'ancien ministre yougoslave à Washington Liouba Mihaïlovitch. A sa susceptibilité et à ses griefs personnels qui n'étaient que trop justifiés, Davidovitch a sacrifié les plus hauts intérêts de l'Etat et de la nation lorsqu'en 1927 et en 1928 il refusa la collaboration que lui offrait Raditch. Il est vrai que, s'il avait accepté cette offre, M. Davidovitch aurait eu à avaler une autre couleuvre aussi indigeste, c'est-à-dire M. Pribitchévitch. Tout de même, il n'aurait pas dû refuser cette collaboration car l'intérêt de l'Etat et de la nation et aussi l'intérêt de la démocratie yougoslave exigeaient impérieusement de ne point laisser M. Raditch seul en présence de M. Pribitchévitch. Et c'est malheureusement ce qui arriva : Davidovitch refusa de former « le bloc démocratique » avec Raditch et Pribitchévitch. S'il l'avait formé, il aurait peut-être sacrifié l'intégrité de son parti, mais il aurait, par ce geste, sauvé l'Etat et la démocratie yougoslave d'une crise très grave.

*
**

M. Pribitchévitch n'a pas été repoussé définitivement par Belgrade en 1925. On lui avait dit à ce moment-là : « L'intérêt de l'Etat exige que Raditch et les Croates viennent à Belgrade pour reconnaître l'Etat yougoslave, le roi et la dynastie. Ils sont disposés à le faire, mais ils posent une condition « sine qua non »

c'est que vous quittiez le pouvoir. Il n'y a pas d'autre issue. Vous abandonnerez votre place de ministre, mais cela ne veut nullement dire que vous tombiez en disgrâce, ni même que vous perdiez la bienveillance de Belgrade. Soyez raisonnable, soyez patient et vous pourrez bientôt reprendre votre place dans le gouvernement. »

C'était en demander la clairvoyance et la patience, qui n'ont jamais été le fort de M. Pribichévitch. Il était trop habitué à son rôle non seulement d'expert, mais aussi de dictateur de la Croatie. Il croyait que sa présence, de tous les instants, dans le gouvernement était indispensable à la Yougoslavie. Il s'imaginait même qu'il devait être l'axe autour duquel, pendant de nombreuses années encore, devait tourner toute la vie politique de l'Etat. Il se voyait déjà dans le rôle de successeur du vieux Pachitch à la tête du parti radical et chef de l'immense majorité des Serbes. M. Pribitchévitch croyait dur comme fer que c'était grâce à lui et à lui seul que Raditch avait capitulé. C'est pourquoi son débarquement du gouvernement était pour lui un coup terrible.

Il faut avouer, ce coup serait difficile à supporter par des esprits mieux trempés qu'un Pribitchévitch, homme nerveux et égocentrique. Lorsqu'il a reçu ce coup inattendu, Pribitchévitch perdit tout contrôle de lui-même: il se mit à parcourir le pays, à organiser des meetings, à prononcer d'innombrables discours dans lesquels il jetait l'anathème sur le

parti radical. Lorsqu'il s'aperçut que cela ne lui suffisait point pour s'emparer de nouveau du pouvoir, alors commença à couver et à croître en lui le désir d'une dure vengeance. Mais se venger de qui ? de Belgrade en général et de tous ses facteurs politiques.

Tenaillé par ce désir de vengeance et désespérément isolé, il se mit à se rapprocher de Raditch que la politique maladroite de Belgrade en 1927 avait de nouveau chassé dans l'opposition et même dans une situation d'impuissance politique et d'isolement. C'est Belgrade qui jeta Raditch et Pribitchévitch dans les bras l'un de l'autre. Peut-être escomptait-on, après les avoir bloqués et cernés de toute part, pouvoir les briser l'un et l'autre en les faisant passer sous les fourches caudines. Mais ce calcul se révéla mauvais à tous points de vue. Le pire était que Raditch impressionnable a été, sans défense aucune, laissé sous l'influence d'une volonté plus forte, celle de Pribitchévitch. Cet isolement de Raditch a servi à Pribitchévitch pour le soumettre, lui et la force formidable du mouvement paysan croate, au service de ses fins personnelles, pour la revanche contre Belgrade. Après que Pachitch, puis Davidovitch et enfin Voukitchévitch n'eurent pas su s'attacher Raditch pour une collaboration dans un sens positif, Pribitchévitch a prouvé qu'il savait se l'attacher jusque dans la mort pour une action négative et destructive.

L'union du parti paysan croate de Raditch

et du parti Pribitchévitch dans une « Coalition paysanne démocrate » n'était pas en elle-même un phénomène négatif. Au contraire, une œuvre positive très importante pouvait en résulter. Car si l'on prend en considération que Raditch avait réussi à grouper autour de lui presque la totalité des Croates et Pribitchévitch presque tous les Serbes qui vivent dans les provinces croates ; si l'on pense que les Croates de Raditch et les Serbes de Pribitchévitch entretenaient des rapports qui n'étaient pas loin d'être une véritable guerre civile, il est évident que l'entente politique de Raditch et de Pribitchévitch représentait la reconciliation des éléments serbes et croates justement sur un terrain où, jusque-là, ils s'étaient combattus avec le plus d'acharnement. Par conséquent, la reconciliation des Croates et des Serbes des anciennes provinces autrichiennes pouvait servir comme le premier et le plus important des jalons sur la route de la reconciliation générale et définitive de tous les Serbes et Croates. Ils étaient nombreux ceux qui attendaient de M. Pribitchévitch de conduire la « Coalition paysanne démocrate » — qui n'était qu'une nouvelle édition de la « Coalition serbo-croate » d'avant la guerre — dans le sens d'une politique constructive. Cette attente a été trompée. Au lieu de jouer alors un rôle historique, s'il a omis de le faire plus tôt, et de construire un pont solide entre Belgrade et Zagreb, M. Pribitchévitch a usé de son influence suggestive sur Raditch pour lancer Zagreb et les Croates, renforcés par l'alliance

des Serbes vivant en Croatie, dans une lutte encore plus acharnée contre Belgrade et la Serbie. En créant le fameux front de « Prétchani », c'est-à-dire le front des habitants des provinces jadis autrichiennes, Pribitchévitch n'avait nullement l'intention d'arriver à une entente serbo-croate. Non, il voulait tout simplement dicter à Belgrade ses conditions ; il voulait devenir maître de la situation, l'homme indispensable, un facteur de premier ordre. A Belgrade, on a senti et exactement jugé les tendances de Pribitchévitch, mais on n'a pas su les contrecarrer par une action sage et conciliante. Au contraire, Belgrade a réagi avec entêtement parce qu'elle voulait, elle aussi, dicter ses conditions. La faux a rencontré la faucille. Dans les rapports politiques délicats d'un jeune Etat et d'une jeune nation, dans l'atmosphère étouffante de démoralisation qui a suivi la guerre, vinrent s'ajouter, pour la rendre irrespirable, les animosités personnelles et les passions qui n'étaient point une nouveauté dans la vie politique serbo-croate : plus qu'ailleurs, le tempérament méridional et impulsif, le sentiment personnel ont depuis toujours dominé la froide raison dans les luttes politiques chez ce peuple dépourvu de traditions politiques bien assises et d'une culture présentant une véritable continuité. Et c'est plus particulièrement chez les Croates que la vie politique était saturée de sentiments et de passions, bien qu'il soit incontestable, dans la plupart des cas, que cette po-

litique du sentiment soit en conflit avec les intérêts croates les plus évidents.

Les animosités et les passions personnelles, avec une force irrésistible, se sont mises, comme nous l'avons dit, à obscurcir l'horizon politique de la Yougoslavie en 1928. L'intolérance des chefs avait creusé un fossé profond dans la nation. Les persécutions rancunières et réciproques des hommes occupant les premières places de la vie politique de la démocratie yougoslave ont divisé le peuple lui-même. Là aussi s'organisèrent deux fronts également âpres à se combattre : celui des « Prétchani » et celui des Serbes de Serbie. Ces deux fronts pouvaient, au dernier moment, être brisés par M. Davidovitch s'il avait voulu faire preuve d'une abnégation héroïque en se sacrifiant lui et son parti. Mais ce qui a prévalu chez lui à ce moment décisif, c'est la susceptibilité blessée d'un politicien serbe au lieu de la sagesse et de la clairvoyance d'un homme d'Etat yougoslave. Et lorsque ni l'un ni l'autre des deux adversaires qui formaient deux fronts, à cause d'animosité personnelle et de faux prestige, ne voulut entendre parler de concessions, ils se heurtèrent avec toute la véhémence et toute la violence propres au tempérament yougoslave. N'ayant les yeux fixés que sur lui-même et sur ses visées d'ambition personnelle, Pribitchévitch ne se faisait pas faute de jeter de l'huile sur le feu. Hypnotisé par lui et repris par l'amitié fervente qui le liait à Pribitchévitch au temps de leurs

études communes, à Prague, Stéphane Raditch, emporté sur les ailes de son tempérament ardent, se lança tête baissée et avec acharnement contre les Serbes de Serbie. L'offensive commencée par la « Coalition paysanne démocrate » se transforma bientôt en une obstruction, en un sabotage insensé du travail parlementaire. Et comme dans la vie serbo-croate c'est presque devenu une règle que ce lui qui lance la plus grande quantité de boue à la figure de son adverse, celui-là pense accroître sa valeur personnelle, on procéda dans le Parlement à des échanges de calomnies et d'injures sanglantes. Et tandis que dans les rangs de la « Coalition paysanne démocrate » on croyait que l'insulte est « l'ultima ratio » qu'on ne peut pas dépasser, il se trouvait parmi leurs adversaires un malheureux déséquilibré, qui par sa mentalité n'aurait jamais dû faire partie du Parlement et qui, le revolver à la main, a prouvé qu'il existait pour lui une autre « ultima ratio » qui n'atteint pas seulement l'honneur de l'homme, mais qui lui ôte la vie.

L'attentat de Pounicha Ratchitch, qui eut lieu le 20 juin 1928 dans la Chambre des députés yougoslave, n'était pas seulement un attentat à la vie des chefs du parti paysan croate, mais aussi et surtout un attentat contre l'Etat et la démocratie yougoslaves. Aujourd'hui, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Si le 20 juin déjà le roi Alexandre I^er^ Karageorgévitch avait renvoyé chez eux les parle-

mentaires, suspendu la Constitution de Vidovdan et imposé ainsi une cure de repos à la démocratie yougoslave dont les forces morales étaient gravement atteintes, la justice divine et humaine et l'Histoire n'auraient trouvé absolument rien à lui reprocher. Et c'est uniquement grâce à la patience sans bornes du roi, à son extrême loyauté et à son respect pour les principes et les institutions parlementaires qu'on doit avoir vu, après l'attentat du 20 juin, la démocratie garder le pouvoir encore pendant 6 mois et demi.

Comment la démocratie a-t-elle utilisé cette période ?

Ni le crime commis à la Chambre, ni l'abîme au bord duquel elle se trouva ainsi que le pays lui-même, ne l'ont point assagie. L'impartialité veut qu'on reconnaisse que Belgrade et la Serbie ont fait preuve dans ces heures graves d'une volonté de conciliation certaine. Mais Zagreb—et spécialement la Zagreb bourgeoise soumise à de nombreuses influences étrangères — refusa toute idée de réconciliation et déclara un boycottage intellectuel et social de Belgrade et de la Serbie se laissant emporter ainsi par un courant d'extrêmisme très violent, s'efforçant de profiter des malheurs qui s'étaient abattus sur le pays pour réaliser les projets d'organisation dualiste. La mort de S. Raditch, survenue le 8 août 1928, donna une nouvelle impulsion à la psychose et à l'extrêmisme des Croates. Député et vice-président du parti Raditch, interprête le plus

qualifié du dualisme ressuscité et de son dynamisme de plus en plus envahissant, M. Joseph Prédavets a fait la déclaration suivante : « Nous irons à Belgrade uniquement pour y prendre à l'amiable congé des Serbes ». Et M. Pribitchévitch ? A-t-il, du moins dans ces instants dramatiques, essayé de jouer le rôle que l'histoire semble lui avoir destiné, celui d'un intermédiaire bienfaisant entre Belgrade et Zagreb ? Non. Au contraire, il continua à attiser le feu et dans cette atmosphère étouffante, empoisonnée, tandis que le sang des victimes de l'attentat de Ratchitch fumait encore, et lorsque la populace de Zagreb, pour venger la mort de Raditch, assassina le journaliste serbe Ristovitch, Pribitchévitch alla jusqu'à exiger que l'on procède à de nouvelles élections législatives. Faire des élections dans cette situation, cela aurait signifié creuser encore davantage, par le sang répandu, le fossé déjà profond entre Belgrade et Zagreb. Faire des élections à ce moment-là, c'était consolider définitivement les deux fronts ennemis des Prétchani et des Serbes de Serbie. Tout cela n'aurait profité qu'aux intérêts personnels de Privitchévitch, tandis que l'Etat et son intégrité auraient été jetés dans un péril plus grand encore.

C'est seulement alors, lorsqu'il devint évident que tous les ponts étaient coupés entre les deux groupes opposés de la démocratie yougoslave, c'est lorsqu'il fut manifeste que Belgrade et Zagreb parlaient deux langues

politiques différentes et qu'il était impossible de trouver un terrain quelconque d'entente, c'est seulement alors que le roi eut recours à l'acte du 6 janvier 1929 par lequel il institua un régime autoritaire.

IV

LE FOND DE LA CRISE POLITIQUE

Une profonde crise politique ne vient jamais seule, elle est régulièrement accompagnée d'une crise morale, économique et sociale. Le plus souvent, la crise politique est le reflet ou la conséquence d'une crise morale et de graves perturbations économiques et sociales. C'est le cas qui se produisit en Yougoslavie en 1928, et nous allons montrer très brièvement la genèse et le développement de la crise morale, économique et sociale (et naturellement de la crise financière qui s'ensuivit), jusqu'au moment où cette crise a impérativement exigé l'instauration du régime autoritaire.

L'Est et le Centre de l'Europe sont, depuis longtemps, les héros d'un drame particulier : ils sentent leur retard sur l'Europe occidentale et ils essaient de toute leur force de la rattraper le plus tôt possible sinon de la dépasser. Un exemple qui met bien en relief cette tendance, c'est la Russie: :considérant le

cours de son histoire, on constate que le tsarisme russe, depuis Pierre le Grand, n'est qu'un effort de 200 ans pour tirer la Russie arriérée, « eurasiatique » et à moitié barbare, de son état et de la rapprocher le plus possible de l'Occident civilisé, de devenir, d'une manière intégrale au point de vue culture comme au point de vue économique et social, une partie de l'Europe occidentale. Mais ce formidable effort qui dura deux siècles n'a élevé au niveau de la civilisation occidentale qu'une partie infime de la société russe, une couche sociale très mince composée au début des nobles et ensuite de la bourgeoisie, tandis que l'immense Russie des moujiks est restée en somme au même état primitif, au point de vue culturel, social et économique. C'est pourquoi on a pu appeler la Russie « le colosse aux pieds d'argile » : sur les fondements que composaient les masses des paysans très arriérés, s'était surédifiée, sans transition et sans appui, une société féodale et bourgoise. Au lieu d'une Russie, nous en avions deux en réalité, reliées par un lien organique extrêmement faible, deux Russies, entre lesquelles existait vraiment un abîme, car la Russie féodale et bourgeoise planait très haut au-dessus du paysan primitif. Il suffisait que le « sol argileux », le village « eurasiatique », se mit en mouvement pour que le haut « superédifice » s'écroulât et se brisât en mille morceaux. C'est ce qui s'est produit lors de la révolution russe, à laquelle le prolétariat des villes a servi de levain, tandis que ce sont les campagnes arrié-

rées russes qui lui ont donné le formidable dynamisme destructif. Comme nous le savons déjà, la révolution russe a jeté par terre le «superédifice», a liquidé la société féodale et bourgeoise dont les fragments ont été dispersés à l'étranger; et maintenant, la table rase à laquelle les bolchevistes sont arrivés par l'élimination de la bourgeoisie, ils veulent l'utiliser pour poursuivre et même dépasser l'expérience de Pierre le Grand et de tout le régime tzariste : à laide du socialisme, ils essaient d'atteindre, sinon de dépasser, le niveau de l'Occident.

Les pays de l'Europe centrale entre la mer Baltique, l'Adriatique et la mer Egée, sont tous, à l'exception de la Tchécoslovaquie, des pays où la bourgeoisie, hypnotisée par le snobisme de la noblesse (la «gentry», les «boïards» ou la «chlyachta»), a construit un édifice social fragile qui s'élève très haut au-dessus des masses paysannes qui croupissent dans l'ignorance et dans la misère. C'est pourquoi dans tous ces pays se pose aujourd'hui le problème le plus actuel, le plus grave, celui du rapport entre la ville et les campagnes. Et tous ces pays sont, après la Russie, les plus sérieux candidats à une révolution sociale contre laquelle ils n'opposent que les murailles des dictatures. En Hongrie, cette révolution avait déjà éclaté en amenant au pouvoir le bolcheviste Béla Kun. Grâce à l'intervention armée des étrangers, la révolution sociale en Hongrie a été maîtrisée, mais pour combien de temps?

La Yougoslavie aurait très bien pu éviter ces chemins dangereux. La Belgrade d'avant-guerre était une ville peu imposante, dont l'aspect modeste semi-turque provoquait les railleries des hobereaux orgueilleux de Vienne, de Budapest et même de Zagreb. Mais cette petite Belgrade qui ne payait pas de mine avait sur eux un avantage immense : elle était organiquement liée avec la paysannerie serbe. C'est cette union intime avec le peuple serbe qui a donné à Belgrade et à la Serbie la force morale et la vitalité nationale qu'elles ont manifestées pendant la guerre, et qui ont fait l'admiration du monde. Lorsque l'unité yougoslave fut proclamée en 1918, Zagreb, entretenue historiquement dans un snobisme qui la poussait à imiter servilement la grandeur et l'éclat de l'Occident et de ses grands centres, Zagreb a entraîné dans une course insensée la Belgrade patriarchale; Zagreb a imposé à Belgrade la compétition pour la primauté entre elles deux et l'a orientée vers la construction du « superédifice » bourgeois, ne s'harmonisant plus avec le village serbo-croate primitif dont la base économique est encore l'élevage. A vrai dire, Belgrade ne s'est pas fait prier pour s'engager dans cette course vers les grandeurs : des prédispositions y existaient, dans une certaine mesure, déjà avant la guerre; et lorsque, à la suite de la réalisation de l'unité nationale, Belgrade devint la capitale d'un Etat assez vaste, renfermant des richesse naturelles importantes, ce fut un stimulant énergique pour former de grands

projets et pour renforcer des appétits qui, même sans cela, chez toute jeune bourgeoisie, ne manque pas d'ampleur. L'inflation monétaire apparue aussitôt après la guerre a créé l'illusion de la prospérité générale, et dans cette malsaine atmosphère inflationniste, Belgrade et Zagreb engagèrent une compétition folle a qui serait le centre le plus grand et le mieux aménagé, à qui se rapprocherait davantage de l'Occident, de Vienne, Berlin ou Paris, de leur façon de vivre, de leur éclat, de leur confort et de leur richesse. L'exemple de la bourgeoisie de Zagreb et de Belgrade a agi comme une véritable contagion : bientôt leur folie de grandeur contamina toute la jeune démocratie, les dirigeants de l'Etat, en un mot, tout le corps social yougoslave. Non seulement des villes telles que Lioubliana, Skoplié et Sarayevo, mais également les plus petites bourgades de Yougoslavie emboitèrent le pas à Belgrade et à Zagreb. Cette folie s'empara aussi du village : les paysans ne dépensaient pas d'argent pour leur développement intellectuel ni pour se donner un certain confort, pas plus qu'ils n'employaient leurs revenus à organiser une exploitation plus rationnelle de leurs terres. Au contraire, ils jetaient leur argent pour des objets de luxe, dans de folles orgies et libations. On cite l'exemple d'un paysan du Banat qui, en 1927, commanda un train spécial pour les invités de sa noce !

On s'aperçut bientôt qu'on manquait d'argent pour continuer cette vie qui était une

course insensée vers la démoralisation et le désarroi économique et social. Mais, on ne s'arrête pas pour si peu. On commença à emprunter. L'Etat, Belgrade, Zagreb, les villes et les villages, tout le monde contracta des emprunts et avec l'argent emprunté continua à mener cette vie. Cette disposition d'esprit a été évidemment mise à profit par certains capitalistes étrangers pour imposer un joug à la jeune économie yougoslave et pour commencer à l'exploiter sans ménagements. En ce sens, il faut souligner comme très significative l'invasion des capitaux étrangers à Zagreb et dans le territoire composant la sphère des intérêts économiques de Zagreb : Belgrade, dans son développement, avait eu l'appui de l'Etat, ce qui était naturel car elle était sa capitale. Zagreb, pour ne pas se laisser distancer et pour conserver au moins la primauté financière et économique, ne manqua pas de faire appel à l'appui des financiers étrangers. Ceux-ci répondirent à cet appel avec empressement, surtout les financiers de Vienne et de Budapest qui étaient, déjà au temps de l'Autriche-Hongrie, en relations d'affaires très suivies avec Zabreb. Vienne et Budapest mirent à la disposition de Zagreb, non seulement leur capitaux propres, mais s'entremirent pour lui procurer des capitaux dans les marchés finanmiers des pays occidentaux, car Zagreb n'avait pas de rapports directs avec eux. C'était d'ailleurs une pratique constante et très ancienne pour les capitaux occidentaux de s'engager en Europe centrale et orientale par l'intermé-

diaire de Vienne et de Budapest. Evidemment, ces services, Vienne et Budapest ne les ont point faits pour les beaux yeux de Zagreb, mais en vue d'une large rémunération. Et lorsque, grâce à leur appui, Zagreb est devenu le centre financier et économique le plus puissant de la Yougoslavie, elle devint en réalité la succursale de la haute finance de Vienne et de Budapest qui ne se borna pas aux opérations et aux profits purement commerciaux. Ayant acquis une influence économique et financière prépondérante, les capitaux viennois et budapestois ont commencé sous le masque et très habilement à conquérir, au surplus, une influence politique dans le pays. Et il est arrivé très souvent que de naïfs paysans croates, et même de petits bourgeois, ont dans la lutte politique brisé des lances en faveur des intérêts matériels et politiques de capitaux étrangers qui étaient leurs véritables ennemis, tout en étant convaincus qu'ils luttaient dans leur propre intérêt, dans l'intérêt de la soi-disant cause croate.

Dans la période de démocratie qui va de 1918 jusqu'en 1928, la Yougoslavie perdait de plus en plus son équilibre moral, économique et social. Cela n'avait, d'ailleurs, rien d'exceptionnel car à la même époque la psychose mégalomaniaque a envahi toute la société bourgeoise, en Amérique plus encore qu'en Europe, de sorte qu'on peut dire que la crise de la société bourgeoise qui sévit actuellement, l'ébranlement de ses fondements même, n'est en réalité que la rançon de sa tentative pour

escalader de trop hauts sommets, tentative qui n'est pas en rapport avec les forces réelles de cette société. La société actuelle nous fait songer à l'Icare de la mythologie qui, ne tenant aucun compte des conseils sages et paternels de Dédale, s'élança vers le soleil avec des ailes de cire et les vit fondre à la chaleur. L'Icare moderne tombe, nous le voyons; mais trouvera-t-il la mort dans une mer de barbarie, qui a depuis toujours englouti les civilisations décadentes, cela nous ne le savons pas encore !

Déjà en 1925, la crise morale et économique a frappé à la porte de la démocratie yougoslave qui fit la sourde oreille. Cependant, en 1928, on a senti instinctivement que la formation d'une « grande bourgeoisie », à laquelle on commença à travailler aussitôt après la réalisation de l'unité nationale, était une entreprise hasardeuse et stérile. On sentait que le moment n'était pas éloigné où cette construction orgueilleuse s'écroulerait avant même d'être achevée, et le sentiment de l'insécurité, le pressentiment du krach imminent a provoqué cette nervosité générale qui rendait l'atmosphère politique du pays si chargée d'électricité que cela devait fatalement amener la catastrophe, l'attentat à la Chambre des Députés du 28 juin 1928. Cet attentat fut comme un signal pour entreprendre la destruction du « superédifice » de la bourgeoisie de Zagreb et de Belgrade. Et s'il ne s'est pas écroulé, c'est grâce à l'introduction du régime du régime autoritaire par le roi Alexandre.

Cette intervention du roi s'était produite à temps, avant que, entre Belgrade et Zagreb et la campagne serbo-croate, se soit ouvert un fossé aussi profond qu celui qui, dans la Russie tzariste, séparait Pétrograd de la campagne russe. Et il faut regretter uniquement que cette intervention bienfaisante ne se soit pas produite plus tôt, avant le 6 janvier 1929.

V

LE DANGER DES JANISSAIRES MODERNES

A côté de la crise intérieure, un facteur politique étranger a joué un rôle décisif dans l'établissement du régime autoritaire en Yougoslavie : c'est le fascisme italien.

Aussitôt après la grande guerre, l'idée de la solidarité internationale dominait les esprits européens. Cette idée devait être soutenue, d'un côté, par la Société des Nations (instrument de la démocratie et de la bourgeoisie conservatrice), et de l'autre, par la Troisième Internationale des communistes (instrument du prolétariat révolutionnaire).

Le fascisme italien représente le premier attentat contre cet esprit de solidarité internationale, c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner qu'il combatte autant la démocratie que le bolchévisme. Le fascisme est le magnifique instrument du « sacro egoismo » nationaliste. Son organisation corporative représente la coordination de toutes les forces matérielles et morales de la nation et leur mise au

service de l'Etat qui devient le but final, l'idéal d'une société nationale, une véritable divinité païenne. (Le fascisme est en effet la négation du christianisme et la conséquence d'une conception païenne du monde et de la vie.) N'ayant devant ses yeux que des buts d'égoïsme national et d'impérialisme, le fascisme n'est autre chose que la mobilisation permanente et la plus large de toutes les composantes de la société nationale. Il efface la limite entre l'armée et le peuple; la conception de l'armée qui doit être la nation en armes, a été poussée par Mussolini jusqu'à ses conséquences extrêmes lorsqu'il a imposé une éducation militaire non seulement aux adultes, mais aux garçonnets (les « Ballilla » et « L'Avanguardia ») et même aux femmes (Giovane Italiane). C'est précisément grâce à ces organisations que l'Italie fasciste manifeste un formidable esprit offensif car les tout jeunes gens et les femmes sont les meilleurs porteurs du fanatisme et de l'abnégation, et leur enthousiasme aveugle se laisse plus commodément utiliser, en temps de paix comme en temps de guerre, que l'esprit critique, le raisonnement froid et la tendance au scepticisme des hommes arrivés à l'âge mûr.

Déjà avant d'avoir complètement transformé l'Italie en un immense camp retranché de 40 millions d'hommes, le fascisme se lança dans la politique expansionniste. Sa formule « de Prague à Odessa » est une nouveauté, une révélation pour la démocratie de l'Occident seulement! Dans les Balkans et dans les

pays danubiens, on s'est aperçu depuis longtemps que, selon la conception fasciste, la chute de la monarchie austro-hongroise donne à l'Italie le droit moral ou, tout au moins, une possibilité matérielle de recueillir, à titre d'héritage, l'impérialisme autrichien : la politique contenue dans la formule « de Prague à Odessa » porte en effet sur les mêmes pays et poursuit tous les buts de l'impérialisme autrichien.

Conduit par sa grande expérience et par son instinct d'homme d'Etat, Nicolas Pachitch a parfaitement bien compris que l'Italie fasciste représente le plus grand péril pour le jeune Etat yougoslave. Et afin d'écarter ce péril, il a pensé qu'il lui suffirait de ne pas trop s'engager dans le sillon de la politique française, de ne pas « attacher le petit canot yougoslave au grand vaisseau français », et de rechercher la bienveillance et même l'amitié de l'Italie fasciste en lui faisant des concessions territoriales et économiques. C'est ainsi qu'on en arriva au pacte d'amitié de Rome, en janvier 1924 et aux conventions de Nettuno (1925) qui livrèrent à l'Italie l'Etat libre de Fiume qui avait été créé par le traité de Rapallo (1920). De ces conventions, certaines stipulations sacrifiaient à l'Italie l'indépendance économique de toute la partie nord-ouest de la Yougoslavie. Mais bientôt les rapports avec l'Italie changèrent radicalement, et sans aucune faute de la part de la Yougoslavie. Pachitch, si expérimenté et si clairvoyant qu'il fut, n'avait pas entièrement

prévu l'immense appétit de l'Italie fasciste : après avoir obtenu Fiume en 1924, l'Italie, par le pacte de Tiranna (1926), fit de l'Albanie une colonie italienne. Ce fait a non seulement détruit l'équilibre des forces dans l'Adriatique au détriment de la Yougoslavie, mais par là l'Italie manifesta sa tendance de menacer à travers l'Albanie la ligne Morava-Vardar qui fut toujours considérée comme la clé de la situation politique dans les Balkans. Le pacte de Tirana toucha la Yougoslavie à son point le plus sensible. Il fut aussi une atteinte contre le principe « Les Balkans aux peuples balkaniques » qui représente la seule base saine pour leur développement normal et pacifique. Et il est vraiment regrettable que l'Angleterre qui avait coupé court à la précédente aventure fasciste, l'affaire de Corfou, soit restée les bras croisés devant le pacte de Tiranna qui menaçait beaucoup plus gravement l'équilibre dans les Balkans et dans tout le bassin oriental de la Méditerrannée que l'affaire de Corfou. C'était le moment où jamais pour l'Angleterre d'intervenir, et puisqu'elle n'en fit rien, à la Yougoslavie il ne restait que d'entrer complètement dans l'orbite de la politique française. C'est cela que l'Angleterre ne peut jamais lui pardonner, bien que ce soit la politique anglaise qui ait obligé la Yougoslavie à prendre ce parti.

Et lorsque la Yougoslavie prit cette attitude politique en 1927, l'Italie fasciste s'employa par tous les moyens à encercler la Yougoslavie. Pour atteindre ce but, M. Mussolini

inaugura la politique de la révision des traités et grâce à cela, sans grands efforts ni concessions, réussit à gagner à sa cause la Hongrie et la Bulgarie, qui ont engagé toute leur existence sur la carte du révisionnisme, ainsi que les Autrichiens cléricaux et monarchistes qui ont réussi à conserver dans la république autrichienne une situation politique dominante et qui espèrent que la révision des traités amènera la restauration de la puissance des Habsbourg sur les pays danubiens.

Jusqu'à la fin de 1928, la Yougoslavie a été de cinq côtés (Italie, Albanie, Bulgarie, Hongrie, Autriche) non pas cernée, mais devint, comme a dit le publiciste M. Roubaud, une « forteresse assiégée », une forteresse qui, si elle tombait, devrait s'attendre à être détruite. Ce qui était le plus grave, c'est qu'à l'intérieur de cette forteresse si menacée régnait, depuis le début du siège, le plus grand désarroi parmi les défenseurs. Il ne faut donc point s'étonner si l'on y a établi une unité du commandement, unité sans laquelle il est impossible de gagner des batailles, sans laquelle les alliés en 1918 n'auraient pas obtenu la victoire.

Au XIV^e^ et XV^e^ siècles, l'Europe féodale et surtout sa partie centrale et orientale se trouvait devant la terrible menace du militarisme turc. A la puissante organisation militaire fondée sur le système des janissaires, le dernier empereur de Byzance a opposé une armée peu nombreuse de mercenaires gênois, tandis que 500.000 habitants de Constantinople

se désintéressèrent complètement de la défense de leur ville contre l'ennemi extérieur et s'adonnèrent exclusivement aux luttes des partis politiques et aux intrigues de coteries. La Serbie du Moyen Age se trouvait aussi, au moment de la rencontre avec les Turcs, dans un état anarchique créé par les seigneurs féodaux, égoïstes et bornés, qui se combattaient continuellement les uns les autre. Il était donc tout naturel que la Byzance du dernier Constantin de même que la Serbie au Moyen âge aient eu la même destinée tragique. Mais il est aussi naturel que cette catastrophe serve de leçon et nous apprenne ce qu'on doit éviter dans les moments décisifs de la vie nationale.

Par rapport à la démocratie actuelle et future des peuples balkaniques, l'Italie fasciste représente le même danger qu'étaient les Turcs pour les Balkans féodaux du XIV^e^ et XV^e^ siècles. Le fascisme lui-même — avec sa milice, son « avanguardia » et ses « ballilla » — n'est autre chose qu'un système perfectionné de l'organisation militaire supérieure des janissaires. Et faut-il que ces nouveaux janissaires soient aussi reçus par les Yougoslaves en état d'anarchie qui, sous le masque démocratique, représente le même chaos féodal que celui qui existait dans les Balkans au Moyen Age ? !

L'Italie fasciste a commencé, à partir de 1928, à menacer l'existence même de la Yougoslavie. Ce fait à lui seul était suffisant pour exiger impérieusement, sans tenir compte de la crise intérieure, que l'on organise en You-

goslavie l'unité de commandement, le régime autoritaire qui est la première condition pour mener à bien la défense d'une place assiégée. Et tant que dure le siège fasciste de la Yougoslavie, ce serait un véritable suicide que de tenter d'abandonner le régime autoritaire et de céder la place aux excès d'une démocratie en dissolution.

LE REGIME AUTORITAIRE EN YOUGOSLAVIE

I. Nécessité historique.
II. La Pseudo-Démocratie.
III. « Ibis redibis... »
IV. L'Œuvre du régime autoritaire.
V. La Force majeure.
VI. Le Travail de sape du fascisme et du cléricalisme.
VII. Le Péril écarté.

I

NECESSITE HISTORIQUE

Il y a dans les pays de l'Occident, en Europe comme en Amérique, des hommes très cultivés qui pensent que l'établissement du régime autoritaire en Yougoslavie est un acte purement personnel du roi Alexandre, un acte motivé par des goûts d'absolutisme. C'est une conception vraiment simpliste.

Que les régimes autoritaires, appelés communément les dictatures, ne résultent pas de la volonté et du bon plaisir d'un individu, on le peut déduire du fait que le domaine de la démocratie est réduit actuellement aux pays riverains de l'océan Atlantique, tandis que presque tout le reste du continent européen est sous le régime de dictatures et d'autocraties plus ou moins dissimulées. La guerre mondiale, on l'a dit, a été faite au nom de la démocratie contre l'autocratie qui se basait sur le droit divin. Mais, chose curieuse, sur les ruines de ces autocraties, s'est élevée une série de dictatures qui souvent ne se réclament

pas du droit divin et encore moins ne s'appuient sur la volonté du peuple. Le front des régimes personnels arrive au Rhin et aux Alpes françaises. Les derniers restes de la démocratie dans l'Europe centrale seront très probablement brisés sous peu en Autriche, de sorte que seule la Tchécoslovaquie restera — pour combien de temps encore ? — la dernière oasis de la démocratie au cœur de l'Europe. Et ce raz de marée de l'autocratie et de dictature serait, d'après certains, l'œuvre des ambitions et des appétits individuels. Quelle absurdité !

Plus fondée semblerait l'opinion selon laquelle la dictature serait une mode ou si l'on veut une épidémie qui s'étendrait partout avec une rapidité étonnante. Mais cette opinion ne fait qu'effleurer le problème qui a besoin d'être creusé plus profondément.

De même que la révolution et la réaction, la théocratie et l'ochloratie, la démocratie et la dictature, ne sont pas comme un verre de bière qu'on peut, quand on le veut, commander dans un café, mais la résultante inévitable et implacable de certaines composantes sociales, économiques et politiques.

A notre avis, la démocratie est un régime de prospérité et d'équilibre social et économique, moral et politique. La démocratie est le régime de l'idylle sociale. Et lorsque le temps de l'idylle a passé, lorsqu'arrive la période des secousses et des perturbations économiques et sociales, lorsque nous entrons à pleines voiles dans les époques de démoralisation ex-

ceptionnelle, alors arrive le moment où la société est mise en présence de grandes épreuves et de lourdes tâches. A cet instant-là, la démocratie doit immanquablement céder la place aux régimes autoritaires d'une espèce ou d'une autre. Dans les vieilles démocraties dont la vitalité est toujours grande et dont le niveau de vie intellectuel, moral et matériel est toujours très haut, dans ces démocraties, au moment de difficultés exceptionnelles et de crise, on arrive au régime autoritaire par l'octroi d'un mandat donné à une personnalité par la démocratie elle-même. C'est ce qui s'est produit, pendant la guerre, en France (le régime des larges pouvoirs de Clemenceau) ou en Amérique (le régime quasi dictatorial de Wilson). Cela s'est produit aussi après la guerre, en France, au moment de la grave crise financière de 1926 (les pouvoirs exceptionnels de M. Poincaré), et aujourd'hui même en Amérique où M. Roosevelt a reçu certains pleins pouvoirs. Dans les jeunes démocraties dont le jeu est faussé et qui sont gravement atteintes, on en arrive au régime autoritaire par les coups d'Etat organisés et exécutés de différentes façons (le régime autoritaire de Mussolini en Italie, celui de Primo de Riveira en Espagne, celui de Pilsudski en Pologne, celui de Khemal Pacha en Turquie, celui de Horty en Hongrie, etc...).

Le régime autoritaire en Yougoslavie n'est pas, et ne pouvait pas être, le résultat des ambitions personnelles du roi Alexandre. Si, par exemple, le roi avait esayé de l'introduire

aussitôt après la guerre, cette tentative aurait certainement échoué, car les conditions nécessaires n'étaient pas réunies. Mais vers la fin de 1928, les conditions objectives étaient telles qu'elles exigeaient impérieusement qu'on introduisit en Yougoslavie un régime autoritaire. Et si le roi Alexandre n'avait pas pris cette initiative, il aurait été responsable soit de la désagrégation de l'Etat, soit d'une guerre civile qui aurait produit à bref délai le même résultat. Pour conserver l'intégrité de l'Etat et l'ordre social établi, il était donc nécessaire d'adopter le régime autoritaire. Et si le roi ne s'était pas décidé à le faire, les conditions exceptionnelles de la vie politique auraient fait surgir une personnalité puissante — peut-être un général comme en Turquie, un journaliste comme en Italie, peut-être même un peintre en bâtiment comme en Allemagne — qui se serait chargé de jouer ce rôle historique inévitable.

En établissant le régime autoritaire, le roi Alexandre a accompli un acte de nécessité historique; il n'a été en réalité, dans ces circonstances, que l'instrument de cette nécessité.

II

LA PSEUDO-DEMOCRATIE

Tout régime autoritaire représente, en théorie et virtuellement, une limitation ou une suspension des droits de l'homme et du citoyen. C'est pourquoi dans les pays démocratiques de l'Occident les régimes autoritaires ne jouissent pas de sympathie. Ils y provoquent l'étonnement et la réprobation ou, tout au moins, sont considérés comme un mal nécessaire.

Cependant, en Yougoslavie, l'établissement du régime autoritaire, non seulement n'a pas provoqué le mécontentement ou l'indignation, mais il a été partout accueilli avec un soupir de soulagement et, dans certaines contrées, avec un véritable enthousiasme. C'est un fait qu'un observateur impartial ne peut pas contester. Comment expliquer ce fait ?

Tout simplement parce qu'en Yougoslavie, avant le 6 janvier 1929, il n'y avait pas de véritable démocratie et que, dans cette pseudo-démocratie, les droits de l'homme et du ci-

toyen étaient si profondément atteints qu'il ne restait plus grand chose à perdre. En effet, la démocratie yougoslave de 1918 à 1928 avait, comme Janus, deux faces : l'une démocratique et l'autre dictatoriale. Le régime démocratique n'existait que pour les membres des partis au pouvoir, tandis que le régime dictatorial était seul appliqué aux membres des partis de l'opposition. Les partisans du gouvernement étaient au-dessus de la loi et ses adversaires au-dessous. Donner son adhésion au régime constituait un mérite, régulièrement récompensé; se déclarer contre le régime était un grave péché, durement expié. Lorsqu'on était pour le régime on pouvait même commettre un crime politique sans être inquiété, tandis que si on était contre, on courait très souvent un grand danger et cela pouvait parfois coûter la vie. Un grand livre ne suffirait pas pour citer tous les exemples qui prouvent surabondamment que la démocratie yougoslave ne correspondait pas du tout au critérium démocratique en cours dans les pays occidentaux. Comment s'étonner alors que l'établissement du régime autoritaire fut considéré par le peuple yougoslave non pas comme un recul, mais comme un progrès? Et, objectivement parlant, dans de très nombreux cas, il a été un progrès. Nous ne pouvons pas résister à l'envie de citer quelque cas caractéristiques qui appuient cette affirmation.

Selon la constitution de Vidovdan tout citoyen yougoslave majeur avait le droit de vote. Prenant cette disposition constitution-

nelle au sérieux, des paysans du petit village de Croatie, Staïnitsa, se sont présentés le 8 février 1925 devant les urnes pour voter. Les gendarmes les ont accueillis à coup de fusil et plusieurs d'entre eux restèrent sur le carreau. Cela, parce qu'ils voulaient voter pour un député de l'opposition. Alors, comment voudrait-on que les parents de ces paysans puissent regretter le droit de vote que leur a enlevé le régime autoritaire ? Il y a des chances pour qu'ils s'écrient plutôt : « quel malheur qu'on ait eu ce droit en 1925 ! »

La constitution de Vidovdan garantissait aux citoyens yougoslaves la liberté de réunion et de parole. Comme beaucoup de ses compatriotes, le dernier Ban (gouverneur) de la Croatie autonome, M. Tomliénovitch Tomislav, eut la naïveté de croire que cette disposition de la constitution correspondait à quelque chose de réel. Il se présenta aux élections de 1925, non comme candidat du parti Raditch, mais comme candidat du parti démocrate, monarchiste et unitariste, dont le chef était un Serbe de Serbie, M. Davidovitch. Il essaya d'organiser des réunions pour exposer son programme. Mal lui en prit. A Podvézitsé, faubourg d'un port de mer, Souchak, il avait convoqué ses partisans à une réunion publique. Les agents de la police firent irruption dans le local, chassèrent ses partisans et frappèrent avec des nerfs de bœufs M. Tomliénovitch, ancien gouverneur de la Croatie. A moitié assommé, il prit la fuite et put ainsi sauver sa vie. Est-ce qu'après de tels événements M. Tomliénovitch

pouvait verser des larmes lorsque le régime autoritaire supprima le droit de réunion ?

Dans la constitution de Vidovdan on pouvait lire : « La presse est libre ». Se fiant à cela, l'auteur de ces lignes a fait paraître lors de l'anniversaire de la Constitution de Vidovdan, en 1924, un journal périodique. Pour affirmer son attachement à l'unité nationale et à la monarchie, il avait, lui Croate, donné à son journal le nom de *Vidovdan*, fête nationale serbe; en première page qui était cerclée des couleurs du drapeau national, figuraient les photographies du Roi et de la Reine de Yougoslavie. Mais dans le texte il avait reproduit un article paru dans un journal de Belgrade où l'on affirmait que Nicolas Pachitch était trop vieux pour bien gérer les affaires de son pays. En publiant ce petit article, il avait, paraît-il, commis un grand crime :le journal fut confisqué, on lui interdit de paraître désormais et le directeur fut traduit devant le Tribunal pour y être jugé selon la loi pour la protection de l'Etat. Il est naturel qu'après l'établissement du régime autoritaire, l'auteur de ces lignes n'ait eu aucune envie de se lamenter, comme le prophète Jérémie, sur les ruines de la liberté de la presse « garantie » par la Constitution de Vidovdan!

*
**

La démocratie yougoslave de 1918 à 1928 n'a été qu'une dictature de parti politique qui

se basait sur la falsification systématique de la volonté du peuple, dictature qui ne portait que le masque hypocrite de la démocratie. Ce masque, le régime autoritaire n'avait même pas besoin de le lui arracher. Très vite il s'est usé et déjà en 1922 la démocratie yougoslave a montré son véritable visage dictatorial et terroriste lorsque M. Pribitchévitch en se servant de l'Obznana (la loi sur la Défense de l'Etat) a tout simplement étranglé tout mouvement politique indépendant du prolétariat ouvrier et lorsque tout homme qui osait se dire communiste risquait sa vie.

Mais la démocratie yougoslave ne se contentait pas de jouer du couteau de la dictature terroriste : elle avait une autre inclination qui était aussi un atavisme. L'Etat serbe du Moyen Age, la Serbie des Némanitch, n'a pas été en réalité écrasée par les Turcs mais fut brisée et disloquée, bien avant la bataille de Kossovo (1389), par les seigneurs féodaux à l'individualisme anarchique, insolents vassaux du dernier Némanitch. Le rôle des Turcs a consisté à soumettre successivement les petits Etats de ces grands seigneurs serbes, puis, en Némésis historique, à liquider cette classe féodale. Mais l'instinct de l'anarchisme féodal avait survécu et restait à l'état latent dans la société serbe. Après la libération du joug turc, il se fit jour pour une vie nouvelle. Déjà les dirigeants du mouvement libérateur serbe, Karageorge et Miloch, ont dû mener une lutte sanglante contre les tendances de l'anarchisme féodal de certains nota-

bles, « knézovi » serbes. Et plus tard, jusqu'au XX^e siècle, l'histoire serbe, tout en étant une lutte des princes autocratiques contre leur peuple, a été beaucoup plus encore la lutte de ces mêmes princes contre les différents chefs des partis et des clans politiques qui s'efforçaient de s'élever au-dessus et du prince et du peuple.

La situation n'était pas meilleure à une époque plus récente. L'organisation secrète des officiers qui s'intitulait « Crna Ruka » (la Main Noire) a perpétré l'attentat contre le dernier Obrénovitch et rendu possible le retour au trône de la dynastie Karageorgévitch. A la tête de cette organisation se trouvait le colonel Dimitriévitch, mieux connu sous le surnom d'« Apis », qui était sans doute un homme d'une grande capacité, très intelligent et aussi un patriote et un nationaliste ardent. Mais il était par surcroît un individualiste ambitieux qui ne connaissait aucun frein : après l'attentat contre Alexandre Obrénovitch, il voulait, à l'aide de l'organisation de la « Main Noire », jouer un rôle de prétorien et dicter ses volontés au nouveau souverain et au peuple. Et cela dans un état moderne, au XX^e siècle ! Comment s'étonner alors que pendant la grande guerre ait pu avoir lieu le fameux procès de Salonique en 1917 qui est en réalité « l'impératif catégorique » de l'état moderne pour mettre fin aux menées prétoriennes. Le procès de Salonique qui a coûté la vie à la « Main Noire » et au colonel Dimitriévitch-Apis est l'œuvre du parti radical

serbe qui, pendant les quatre dernières décades, fut conduit par Nicolas Pachitch. Aussitôt que Pachitch eut brisé la « Main Noire » par ce procès, il voulut à son tour s'élever, avec son entourage, au-desus de l'Etat et du souverain. Cette tendance, Pachitch l'a introduite dans le nouvel Etat des Serbes, Croates et Slovènes, et c'est ce qu'il a prouvé quand, à une réunion publique à Biélina, en 1925, il proféra des menaces à peine dissimulées à l'adresse du roi. C'est pourquoi nous avons eu en Yougoslavie, pendant un certain temps, « le roi non couronné » Pachitch, et « la dynastie Pachitch » dans laquelle son fils Rada Pachitch joua le rôle le plus bruyant et le plus triste.

Déjà avant la mort de Pachitch, une nouvelle étoile fit son apparition sur le firmament de la Yougoslavie, celle d'une ambition insatiable et d'un individualisme frisant l'anarchie. C'était l'étoile du potentat politique Pribitchévitch. Son parti, il le transforma en une armée avec laquelle il s'acharna pendant cinq années entières donnant la chasse aux pauvres serfs croates. Si un de ses lieutenants osait lui faire observer timidement que ce qu'il faisait était mal, il le condamnait sur le champ à une mort politique. Lorsqu'à Belgrade on lui fit savoir que cela ne pouvait continuer ainsi à l'infini et qu'on l'écarta du pouvoir, il organisa une véritable croisade des Serbes et des Croates des anciennes provinces autrichiennes contre Belgrade. Il entrait dans de telles fureurs que, lorsqu'il était reçu

par le roi, il s'emportait, menaçait, frappait du poing sur la table. A la fin, sous le régime autoritaire, lorsque la coupe déborda et qu'on ne put plus supporter ses insolences, il fut à son tour un peu touché par ce fameux « rouleau compresseur de l'Etat » avec lequel pendant cinq ans il avait brisé les Croates. Malade, il a fait son internement dans un hôpital de Belgrade et pas un cheveu ne tomba de sa tête. Mais à l'entendre parler, il fut un véritable martyr. Lorsqu'on lui laissa la liberté de ses mouvements et qu'on l'autorisa à se rendre à l'étranger, cet homme qui avait monopolisé le monarchisme, le centralisme et l'unitarisme, ce politicien qui avait inventé le classement des citoyens yougoslaves en deux catégories : ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'Etat, cet exterminateur des communistes et des républicains, qui se préparait en Yougoslavie à jouer le rôle de Mussolini — cet homme a publié en France un livre intitulé *La dictature du roi Alexandre*. Dans ce livre, il se déclare républicain, démocrate et fédéraliste 100 %. Ce fait en lui-même n'a pas grande importance, mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est que dans ce livre Pribitchévitch a faussé la récente histoire politique de la Yougoslavie en attribuant au roi ses propres fautes commises de 1918 à 1928 contre la démocratie (1). Constamment de mauvaise

(1) Avant la guerre mondiale, toute l'Europe éclata de rire à la nouvelle qu'en Allemagne un pauvre cordonnier détraqué, Vogt, avait réussi, en re-

foi, il en appelle au témoignage des hommes qui sont morts pour prouver que le roi a voulu briser l'état. Comme s'il pouvait exister un roi qui tendrait sciemment à diminuer son propre Etat ! Aveuglé par la haine et par une ambition maladive, Pribitchévitch est allé jusqu'à insulter dans sa tombe le père du roi Alexandre, le vénéré roi Pierre, en parlant de sa vie privée, des dettes qu'il aurait faites comme prince prétendant au trône. Il a même poussé la stupidité jusqu'à parler de chaussettes trouées que le roi Pierre aurait eues aux pieds alors qu'il était sur son lit de mort. Jamais l'ennemi le plus féroce de tout ce qui est serbe n'a commis un tel sacrilège en insultant le souvenir de ce roi dont le nom est vénéré

---

vêtant l'uniforme d'officier, à induire en erreur les autorités civiles et militaires et à se rendre maître absolu, pour quelques heures, du faubourg berlinois, depuis lors célèbre, Koepenick. Et l'on pensa qu'une telle chose n'était possible que dans la Prusse militariste des « Junkers ». Cependant, M. Pribitchévitch montra que, même après la guerre et dans les milieux parlementaires de Paris, la métropole de la nation la plus vieille et la plus civilisée sur le continent européen, une « Koepenickiade », non plus militariste mais démocrate, était encore possible : un des persécuteurs les plus acharnés de la démocratie dans les Balkans, Svétozar Pribitchévitch, après s'être travesti en jacobin et après avoir appris la devise : « Liberté, Egalité, Fraternité », a trouvé au Palais Bourbon, au sein de la Commission des Affaire Etrangères, un auditoire attentif et crédule pour débiter son conte enfantin qui commence par ces mots : « Il était une fois un roi..... ».

de tous les Yougoslaves et auquel ce même Pribitchévitch reconnaît la qualité d'avoir été un roi démocrate, un roi ayant le plus scrupuleux respect de la constitution. Pourquoi Pribitchévitch a-t-il commis ce sacrilège ? Uniquement pour réaliser ses visées ambitieuses : c'est son idée fixe de devenir, après Svétozar Markovitch et Svétozar Milétich, le plus grand Serbe et Yougoslave, « Svétozar III », Président de la République Yougoslave. Tant que le roi et la dynastie Karageorgévitch sont là, il ne peut pas intrôniser une dynastie « démocratique » des Pribitchévtich, qui est son rêve insensé mais qu'il poursuit tenacement! Il veut montrer dans son livre que son fils est, lui aussi, un esprit supérieur et il lui laisse écrire un long chapitre dans lequel Stoyan, fils de Sv. Pribitchévitch, raconte comment il s'est entretenu avec le « dictateur », le général Jivkovitch, en le prenant de très haut et en le poussant, lui petit blanc-bec, au pied du mur. Après cela, on ne peut autrement définir Pribitchévitch que la mégalomanie faite homme.

Un fait qui, d'une certaine manière, prouve encore que les Serbes et les Croates sont un seul et même peuple, c'est que Raditch marcha aussi sur les traces de Pachitch et de Pribitchévitch. Lorsqu'il était dans l'opposition et brisait dans ses discours le sceptre royal, Raditch fit de sa famille des personnages politiques influents, et cela non seulement de ses deux gendres, mais aussi de ses filles et même de son fils mineur Vladimir, intellectuelle-

ment et moralement dégénéré, qui, étant encore collégien, pratiquait déjà le beau sport qui consistait à « taper » les amis politiques de son père pour pouvoir mener une vie de débauché et d'ivrogne. Après la mort de Stéphane Raditch, la mère envoyait ce digne fils à Paris pour y acquérir, dans les cafés et dans les boîtes de nuit, l'instruction nécessaire pour pouvoir prendre la succession politique de son père, c'est-à-dire, pour devenir, lui aussi, le « roi non couronné de la Croatie ». Car nous autres Yougoslaves nous avons la rare chance d'avoir eu, dans un passé assez récent, une « dynastie démocratique » des Pachitch et en ce moment d'autres « dynasties démocratiques » qui prétendent au trône, celle de Pribitchévitch et celle de Raditch !

Dans la démocratie yougoslave, la lutte pour les idées, les principes et les programmes était tout à fait secondaire. Nombreux étaient les partis yougoslaves, une vraie mosaïque, mais tous avaient des programmes politiques presque identiques. La lutte était au premier chef une lutte de personne et elle était conduite selon le principe du bandit turc des grands chemins, Moussa Kessedjiya (personnage de la poésie populaire yougoslave) « passe de côté ou incline-toi » ! Malheur aux petits vassaux politiques qui faisaient mine de ne pas céder devant les grands seigneurs de l'oligarchie démocratique! Malheur aux rois qui ont perdu la bienveillance des arrogants seigneurs démocratiques, car alors tous les moyens sont bons pour les combattre !

Dans la démocratie yougoslave étaient réunis et dominaient deux sortes d'instinct qui agissaient dans un sens négatif : l'instinct débordant d'une bourgeoisie malsaine et snob, et l'instinct encore vivace de l'anarchisme et de l'individualisme féodaux du Moyen Age. Ces dangers, comme deux fouets qui frappaient impitoyablement la face et l'échine du peuple yougoslave, ont été écartés par le roi et son régime autoritaire. Autrement, ils auraient été arrachés avec beaucoup moins de tact et de ménagement par un autre instrument de la nécessité historique, par la révolution. C'est pourquoi un sentiment de grand soulagement a pénétré les Yougoslaves lorsque le roi les débarrassa de ces fouets. Ce ne fut donc pas un acte de réaction, mais un acte de progrès (1).

(1) *Mutatis mutandis,* le régime autoritaire en Yougoslavie accomplit la tâche qu'au XVII[e] siècle Richelieu avait accomplie en vue du renforcement de l'unité nationale de la France.

III

« IBIS REDIBIS... »

Il y a dans les pays de l'Occident des hommes publics qui mettent tous les régimes autoritaires dans le même sac et qui prétendent qu'en Yougoslavie ce n'est non seulement une dictature, mais le véritable fascisme.

Nous n'avons pas l'intention de faire un cours pour expliquer ce que sont les dictatures. Nous ne voulons que faire remarquer ceci: il n'y a pas dans le vaste monde deux démocraties absolument identiques et il n'y a pas non plus deux régimes autoritaires qui soient complètement semblables.

Le roi Alexandre avait toute latitude, le 6 janvier 1929, d'introduire le régime autoritaire qui lui plaisait. Le pays, la nation entière, l'aurait accueilli sans protester. Les Yougoslaves étaient moralement et matériellement préparés à accepter non seulement avec résignation mais avec enthousiasme non plus un régime autoritaire modéré, mais même le fascisme le plus authentique. Et au

lieu de prendre toutes les responsabilités et de s'exposer aux attaques calomnieuses, le roi Alexandre aurait pu agir comme le roi d'Italie : il aurait pu trouver un Mussolini pour confier à son bon plaisir la nation, ses intérêts et ses destinées et se mettre discrètement à l'abri en arrière. Il aurait, soyez-en certains, facilement trouvé — *si licet parva componere magnis* — des Mussolini yougoslaves, autant qu'il en aurait voulu ! Dans l'atmosphère d'après-guerre, les dictateurs sont des plantes qui ne sont pas trop rares, et en Yougoslavie, pays de l'individualisme exagéré où presque tout homme qui sait tenir une plume frappe orgueilleusement sa poitrine en disant : moi et seulement moi ! — il y avait et il y aurait encore à foison des candidats à la fonction de dictateur. Et si, par hasard, en 1928, le roi avait fait l'offre à M. Pribitchévitch de devenir le Mussolini yougoslave, Pribitchévitch se serait précipité pour accepter et se serait senti dans cette fonction comme poisson dans l'eau, tandis qu'aujourd'hui il se voit dans l'obligation de forcer sa nature en occupant la place de président de la section yougoslave de la... Ligue pour les Droits de l'Homme !

Pour être véridique, il faut dire que les jeunes générations de la guerre ou de l'après-guerre brûlaient d'envie de se jeter à corps perdu dans l'expérience fasciste et attendaient du roi qu'il introduisît le fascisme en Yougoslavie. L'exemple de l'Italie voisine a agi sur la jeunesse comme une contagion; la psychose

de la guerre, l'idolâtrie de la force ont produit des ravages, en Yougoslavie comme ailleurs, surtout dans les rangs de la jeunesse; une instruction superficielle acquise dans les écoles dont le niveau avait baissé considérablement pendant la guerre favorisait chez les jeunes le développement des tendances à la simplification qui conduit à l'illégalité, au recours à la force; la tentative mégalomane, faite après la guerre, de créer d'un seul coup une bourgeoisie puissante à jeté dans un prolétariat intellectuel déclassé une bonne partie des jeunes gens. Et on s'explique que ces jeunes intellectuels réduits à la misère, qui cherchent un gagne-pain quel qu'il soit en sont arrivés à proposer au plus offrant de risquer leur vie pour n'importe quelle cause. Ils étaient d'ailleurs préparés pour de semblables aventures par l'instinct guerrier atavique de leur race. On voit par ce qui précède qu'il y avait en Yougoslavie, surabondamment, du matériel humain très approprié pour la formation d'une puissante organisation fasciste et terroriste, et cela aurait un jeu pour le roi d'utiliser ce matériel s'il l'avait voulu. Il avait d'ailleurs pour cela des exemples et des précédents dans la démocratie yougoslave de 1918 à 1928. Les partis politiques ont non seulement toléré mais ont directement aidé la formation des organisations fascistes et terroristes qui s'appelaient : « Orjuna » (organisation des nationalistes yougoslaves); « Hanao » (organisation nationaliste croate); « Srnao » (organisation nationaliste serbe). Le roi

n'avait donc qu'à suivre l'exemple de la démocratie yougoslave et personne n'aurait trouvé cela exceptionnel. Mais il ne l'a pas fait. Au contraire, il a dissout toutes ces organisations (Orjuna, Hanao, Srnao). Résolument il a rejeté toute idée d'organisation fasciste, et pour cela les chefs et les potentats des partis politiques devaient lui garder quelque reconnaissance. Car si le roi avait organisé des formations fascistes, s'il avait donné des pouvoir illimités à quelque Mussolini yougoslave, les Pribitchévitch, Matchek, Korochetz et compagnie auraient passé un bien mauvais quart d'heure !

*
**

Le fascisme est la doctrine des violences politiques et l'application de ces doctrines. Mais on ne peut procéder à cette application que lorsque la société est mûre pour elle, lorsque les fondements matériels et moraux de la société sont ébranlés au point qu'on ne peut les préserver de désordres plus graves que par l'intervention de la violence.

La confusion des esprits, la dissolution morale et le désarroi économique ont atteint, à la fin de 1928, dans la société yougoslave une telle ampleur que l'établissement du fascisme aurait été non seulement justifié mais dans une certaine mesure nécessaire. Malgré tout, le roi Alexandre n'a pas établi le fascisme, ne tenant pas uniquement compte des considéra-

tions de politique intérieure mais prenant en considération la situation extérieure :

Le Fascisme en Yougoslavie ne peut pas être imaginé comme une annexe mais, uniquement, comme un adversaire direct du fascisme italien et un adversaire qui entrerait en conflit avec lui sur toute la ligne. Par conséquent, établir le fascisme en Yougoslavie, ce serait jeter de l'huile sur le feu, ce serait envenimer les rapports italo-yougoslaves, ce serait créer la plus grande menace pour la paix dans l'Europe centrale. C'est pourquoi l'Europe devrait garder quelque reconnaissance au roi Alexandre d'avoir, grâce à sa clairvoyance politique, repoussé l'idée dangereuse d'établir le fascisme en Yougoslavie.

Tant que le fascisme règne en Italie, l'établissement de la démocratie intégrale en Yougoslavie est un péril tout aussi grand que l'établissement du fascisme. Cela paraît paradoxal mais ce n'en est pas moins vrai. Car la démocratie yougoslave encouragerait l'esprit agressif italien par l'appât d'une proie facile. Chose aussi grave, étant irréfléchie et impulsive à l'extrême, elle répondrait aux provocations des fascistes italiens avec trop de vivacité et même trop de brutalité, tout comme le ferait un fascisme yougoslave. Chez les Yougoslaves, le fascisme et la démocratie sont également éloignés du sentiment de la mesure. Et si on prend en considération le fait que toute la nation yougoslave, dans toutes ses couches sociales de haut en bas, a le sentiment très net que l'Italie fasciste poursuit la

perte de la Yougoslavie; si l'on songe aussi qu'entre Yougoslaves et Italiens existe, depuis des siècles, un antagonisme, il est évident que le fascisme ou la démocratie intégrale établi face à l'Italie fasciste, représenterait une menace également grave pour la paix. Le roi Alexandre a compris cela et, pour assurer la paix à laquelle aspire l'Europe de toutes ses forces, il a décidé de faire passer le vaisseau yougoslave entre Charybde du fascisme et Scylla de la démocratie. Il a établi un régime qui, par son sentiment de la mesure, par sa large compréhension des rapports entre les peuples et par son sang-froid, est une sérieuse garantie contre toute aventure où les provocations fascistes poussent la Yougoslavie, un régime qui impose à toute la nation yougoslave la discipline et la maîtrise de soi devant les menaces extérieures.

*
**

Le régime autoritaire en Yougoslavie représente un compromis entre la démocratie et le fascisme. Tandis que le fascisme professe, à l'égard de l'idée démocratique, le principe « *Mors tua vita mea* » d'après lequel il a conformé ses méthodes, le régime autoritaire en Yougoslavie a pris pour tâche, a posé comme but, de rendre apte à la vie et aux dures luttes qui l'attendent, la démocratie yougoslave, actuellement gravement atteinte, destructive et ne pouvant donner que de mauvais résultats.

La femme de Loth dont parle la Bible a été changée en statue de sel parce que, en fuyant Sodome et Gommorrhe, elle a tourné la tête en arrière. Le régime autoritaire yougoslave est tout à la crainte que le sort de la femme de Loth ne lui arrive, mais pour la raison contraire : s'il ne se retournait pas. C'est pourquoi, non seulement il jette des regards vers son point de départ, vers la démocratie, mais encore il est tout plein d'élan pour y retourner, cette démocratie fut-elle modifiée. Le rapport du régime autoritaire en Yougoslavie envers la démocratie est défini par la formule de la Pithie « *Ibis redibis* ».

Posant le principe conducteur « La démocratie est ma source et ma fin », le régiment autoritaire yougoslave s'efforce de s'y conformer le plus possible. C'est donc une grossière et tendancieuse exagération que de présenter ce régime comme dictatorial et terroriste. Comme auparavant, en Yougoslavie il n'y avait pas une véritable démocratie, de même aujourd'hui, il n'y existe pas un véritable régime de dictature. Comme auparavant, la démocratie yougoslave aimait à danser sur le tranchant du poignard dictatorial, de même la prétendue dictature yougoslave aime passionnément à tenir l'équilibre sur la corde raide de la démocratie.

Le régime autoritaire en Yougoslavie évite les méthodes de violence et ne s'en sert que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Dès son début, il s'efforce d'agir dans un esprit de conciliation, de prudence et de lar-

geur de vue. La thèse et la tendance fondamentale du régime autoritaire sont les suivantes : Jusqu'au 6 janvier 1929, on a commis des fautes « intra et extra muros ». Aveuglée par des sentiments et des passions néfastes, la démocratie yougoslave tout entière s'est mise à scier la branche sur laquelle elle était assise et à creuser la tombe de l'Etat national à peine formé. Obéissant à son devoir de gardien suprême de l'intégrité territoriale de l'Etat et de l'intérêt national, le roi a mis fin à cette besogne destructive, et maintenant il invite toute la démocratie yougoslave qui, dans le passé, avait commis tant de fautes, à se mettre sous sa conduite à un travail positif, à procéder à la destruction des barrières élevées au sein de la nation, à combler les fossés creusés par la lutte et les persécutions fratricides, à panser les blessures faites au corps et à l'esprit de la nation par les luttes forcenées des partis et des clans politiques. Personne n'est exclu à priori de cette grande œuvre de redressement national. Tout le monde peut et même est invité à y prendre part. On ne demande à personne les comptes du passé. On a pardonné à tous, même aux plus grands pêcheurs, et on les invite à apporter leur concours, leur pierre à l'édification d'une maison commune neuve, meilleure et plus commode où la démocratie yougoslave puisse librement s'épanouir.

Conformément à cette thèse fondamentale, le régime autoritaire yougoslave n'oblige personne à se déclarer son partisan; si quelqu'un,

pour n'importe quel motif, ne veut pas s'engager activement à la réussite de son œuvre, il ne s'expose à aucune sanction, car l'attitude du régime envers les neutres est la plus libérale qui soit. Seulement, si quelqu'un, directement et activement, s'emploie à empêcher le régime autoritaire d'atteindre son but de régénération nationale, celui-là seulement sent que le libéralisme de ce régime ne signifie pas faiblesse. Le régime autoritaire devient dictatorial envers ceux qui, ouvertement, travaillent à sa ruine. Mais même dictorial, ce régime évite d'employer les moyens violents. Lorsque les chefs de l'opposition, ces rois sans couronne et actuellement détrônés, se livrent à des attaques contre le régime existant, la chose la plus grave qui puisse leur arriver c'est d'être traduits devant un tribunal qui les juge conformément aux lois qu'eux-mêmes ont commencé à introduire, ou bien, ils sont mis en résidence obligatoire dans une ville d'eau. Ce second cas se produit plus fréquemment car il est vraiment curieux de voir que, lorsqu'il s'agit d'engager une action contre le régime autoritaire, les chefs de l'opposition se portent comme des charmes, mais, lorsqu'il faut prendre la responsabilité et supporter les conséquences de leurs agissements, tous ces MM. Pribitchévitch, Korochetz et Matchek tombent subitement malades.

Le régime autoritaire yougoslave n'a, à son passif, une affaire Matteotti; il ne lui vient pas à l'idée d'administrer à ses adversaires politiques de l'huile de ricin; il ne conduit

personne « contre le mur », pas plus qu'il n'a invinté l'exécution dans le dos. Le régime autoritaire yougoslave n'a ni son « Guépéo » ni son « Ovra ». Il n'a pas de milice à lui mais simplement une police tout aussi « tendre » qu'aux temps du régime démocratique (1). En peu de mots, le régime autoritaire yougoslave est rigoureusement défensif à l'intérieur comme à l'extérieur. Il n'attaque personne, tout esprit agressif ou même offensif lui est complètement étranger, mais dans la défense il est tenace et inébranlable, de quelque côté que vienne l'agression. Ce régime n'a pas fait sienne la règle de stratégie militaire, valable quelquefois pour les luttes politiques, que l'attaque est la meilleure défense. Il ne fait que se défendre. C'est sa grande force mais aussi sa faiblesse.

(1) Lorsque le régime dictatorial de M. Tsankoff organisa en Bulgarie, en 1923, le massacre de Stambolisky et de 20.000 de ses partisans, on ne fit pas tant de bruit en Europe que lorsqu'il s'est agi, sous le régime autoritaire yougoslave, de quelques incidents regrettables dus aux méthodes brutales de la police et non aux directives du gouvernement.

IV

L'ŒUVRE DU REGIME AUTORITAIRE

On sait quelle situation politique désespérée la démocratie yougoslave a laissée au régime autoritaire à la fin de 1928 : après l'attentat commis en juin 1928 au Parlement, les rapports entre Serbes et Croates sont devenus plus envenimés et plus tendus que jamais, ce qui a servi de levain puissant qui animait les deux fronts ennemis dont l'antagonisme menaçait de disloquer l'Etat. Par conséquent, la première tâche du régime autoritaire était de liquider ces deux fronts et d'apaiser ces luttes fratricides.

Est-ce que le régime autoritaire y est parvenu ? Il est incontestable qu'au début, en 1929 et en 1930, il a enregistré des résultats appréciables dans ce sens. Déjà, en 1929, les deux fronts s'étaient effacés dans le cœur des masses populaires et les rapports entre Belgrade et Zagreb étaient devenus tolérables. Au cours de l'année 1930, ce travail de pacification et de fusion intime des masses serbo-

croates ont fait des progrès impressionnants. Si bien que lorsqu'au printemps 1931 le roi Alexandre se rendit à Zagreb et visita également les contrées presque entièrement croates de Zagorié et de Possavina, ce fut une visite triomphale durant laquelle les paysans et les citadins manifestèrent le même enthousiasme et le même attachement au roi et à la Yougoslavie. A cette époque, tout observateur impartial pouvait se convaincre sur place que la question, jusqu'alors si douloureuse, des rapports entre Serbes et Croates, avait perdu tout son caractère dangereux et était devenue une question d'importance tout à fait secondaire et en voie de règlement définitif. Voyons, maintenant, comment ce résultat si important fut atteint.

Tout d'abord, il est dû à l'action et aux qualités personnelles du roi Alexandre qui donnent un aspect particulier au régime autoritaire en Yougoslavie. Les Yougoslaves en général, et les Serbo-Croates en particulier, sont un peuple ayant des traditions militaires bien enracinées. Jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, la guerre fut pour eux une nécessité très fréquente et les qualités comme les défauts militaires sont devenus les caractéristiques les plus importantes de l'âme du peuple yougoslave. Il n'est donc que très naturel que ce peuple apprécie surtout le courage et l'esprit chevaleresque. Et lorsque le roi Alexandre, le 6 janvier 1929, annonça courageusement qu'il ne voulait pas se tenir à l'écart; qu'au lieu de se mettre à l'abri, il vou-

lait prendre lui-même en mains la conduite de la crise yougoslave; lorsqu'il ajouta que pour tous les actes du nouveau régime il entendait prendre la responsabilité entière, le peuple yougoslave, à l'exception de quelques politiciens intéressés, applaudit à cette attitude courageuse. Les paroles franches et loyales du roi trouvèrent un tel écho dans l'âme du peuple qu'il était prêt à marcher derrière le roi, partout où il voudrait le conduire, même vers une autocratie despotique et brutale.

Il s'est trouvé des gens pour souhaiter que le roi, à l'instar de Pierre le Grand de Russie, posât en Yougoslavie les bases d'une aussi profonde réforme. L'accomplissement d'une pareille réforme ne peut se concevoir sans un caractère violent et des méthodes brutales. Or, le roi Alexandre est la négation même de la violence et de la brutalité, et c'est pourquoi il a renoncé à la « Grande Réforme ». Il s'est contenté de faire une réforme partielle qui n'est même pas allée jusqu'à imposer un même alphabet pour tout le pays — on sait que les Serbes se servent de lettres cyrilliques et les Croates des lettres latines — ce qui constitue une des conditions fondamentales de la pleine et définitive unification spirituelle des Serbes et des Croates.

Au lieu d'amener le peuple yougoslave à une vie nouvelle par des moyens brutaux et autocratiques, le roi Alexandre a préféré conduire son peuple vers ce but lentement, par étapes, en employant des méthodes psycholo-

giques. S'il s'est décidé pour cette manière, ce n'est nullement parce que le courage et la volonté lui manquent; c'est parce qu'il sait parfaitement qu'on ne fait rien de solide ni de durable en se servant de la violence. Lorsque le roi Alexandre a nommé comme chef du Gouvernement le commandant de la garde royale, le général Pierre Jivkovitch, tout le monde a pensé, à l'étranger comme en Yougoslavie, qu'une lourde botte militaire allait s'appesantir sur la Yougoslavie, l'écraser et de ses éperons lui taillader la peau jusqu'au sang. Or, on vit de suite qu'on s'était trompé. Ce fut une surprise générale et des plus agréables. A la tête du gouvernement, le général Jivkovitch a donné un exemple, rare dans l'histoire, de subordination complète à son chef suprême, d'abnégation personnelle parfaite et de fidélité aux buts et aux méthodes que le roi Alexandre avait tracés dans son manifeste en inaugurant le régime autoritaire. Au lieu de brandir son sabre au-dessus des têtes des Yougoslaves, au lieu de faire règner la terreur, le général Jivkovitch s'employa à réaliser fidèlement le programme que le roi avait formulé en proclamant : « les errements du passé doivent être définitivement oubliés, et bienvenu soit celui qui veut collaborer loyalement pour assurer une vie nouvelle et meilleure à la nation yougoslave».

Comme on le voit, le roi Alexandre a donné, dès le début, au régime autoritaire un caractère d'humanité et un esprit de conciliation, une directive, la seule positive, du groupe-

ment de tous les Yougoslaves pour une collaboration fraternelle et loyale pour le bien commun. C'est bien l'essentiel et ce qu'on peut suivre dans toute l'activité du régime autoritaire en Yougoslavie. Tout le reste est secondaire. Et ce sentiment d'humanité, cet effort pour construire une œuvre avec des sentiments positifs, est unique dans les annales de tous les régimes autoritaires. C'est comme un anachronisme à l'époque dissolue que nous vivons où les hommes sont groupés plutôt par la haine que par l'amour. Plus tard, nous verrons que cet idéalisme, ce sentiment d'humanité du roi Alexandre n'a pas été payé de retour et que certains en ont impudemment abusé. Mais au début, cet idéalisme a touché le cœur du peuple yougoslave : s'attendant au fouet et recevant une invitation bienveillante à la collaboration, la grande majorité des Serbes et des Croates fut moralement désarmée et s'empressa de se rallier au régime personnel.

*
**

Certains veulent voir une contradiction en ce que l'action d'apaisement politique et d'unification des esprits yougoslaves, par l'application de la méthode psychologique, ait été confiée à un soldat, au général en activité, M. Jivkovitch. Mais cette contradiction n'est qu'apparente : la politique du régime autoritaire, « *suavis in modo* » et idéaliste quant à ses buts, risquait de dégénérer en tiédeur et

d'être traitée de faiblesse; pour éviter cela, il était indispensable que le gouvernemnu ait à sa tête un homme donnant des garanties d'entière subordination aux intentions du roi et possédant la force créatrice dans leur réalisation.

Chef du gouvernement, le générale Jivkovitch, a fait preuve des hautes qualités dont est richement pourvu, contrairement au milieu bourgeois yougoslave, le cadre du commandant de l'armée yougoslave : sentiment du devoir et de la responsabilité, activité inlassable, absence de préjugés dans l'appréciation des hommes et des choses, absence de particularisme et de régionalisme, dévouement à l'Etat et à son intégrité, sentiments vraiment démocratiques appréciant la classe paysanne comme la base solide et inébranlable de l'Etat national. Grâce à ces qualités, le général Jivkovitch imposa le plus grand respect à la bureaucratie yougoslave jusqu'alors indiciplinée. Aux yeux des masses populaires, encore imbues de l'esprit militaire et éduquées dans l'appréciation des vertus militaires, le chef du gouvernement Jivkovitch représentait une autorité beaucoup plus grande et plus incontestable, surtout dans les anciennes provinces autrichiennes, que feu Nicolas Pachitch ou que n'importe quel chef du gouvernement avant lui.

Une activité débordante caractérise l'ère du président Jivkovitch. Et pour ne parler que de la productivité étonnante dans le domaine de l'unification des lois, cette ère est une des plus

belles pages des annales de l'activité gouvernementale en Yougoslavie. Naturellement, la bourgeoisie yougoslave anaco-individualiste, surtout les oligarques pseudo-démocrates dépossédés, ne peuvent par pardonner au général Jivkovitch de les avoir jetés à bas de leurs piédestals d'idoles. Et pour se venger, dans la mesure de leurs moyens, ils entourèrent sa vie intime même de calomnies odieuses, d'une légende dont les racines se trouvent dans leur propre immoralité. Mais l'Histoire saura reconnaître que le général Jivkovitch resta, avec honneur et abnégation, au poste que son commandant suprême lui avait désigné pour un certain temps.

*
**

Entre les mesures politiques du nouveau régime, le manifeste du roi, du 6 janvier 1929, devait faire revenir la confiance au cœur des Croates. En effet, ce manifeste a aboli pour toujours la Constitution de Vidovdan de 1921. Il y a des individus qui ont eu le front de donner au roi Alexandre le titre infamant de « roi parjure » parce qu'il a aboli cette Constitution. Peut-on montrer plus de mauvaise foi, peut-on se montrer plus injuste envers lui lorsqu'on sait que cette Constitution fut la cause de tous les maux et de tous les malentendus dans les rapports entre Serbes et Croates, durant toute la période de leur vie commune qui va de 1921 à 1928! Cette Constitution ne fut-elle pas un instrument de prédominance des Serbes, un moyen de réaliser

l'hégémonie de Belgrade et l'abaissement de Zagreb au rang d'une petite ville de province! Et comment pouvait-on procéder sérieusement à la normalisation des rapports entre Belgrade et Zagreb, entre Serbes et Croates, sans avoir au préalable supprimé la Constitution de Vidovdan? Si le roi Alexandre, de sa propre initiative, n'avait fait qu'abolir cette Constitution qui rendait la vie politique insupportable, il aurait pour ce seul acte acquis, à justes titres, la reconnaissance des Croates. Et, en effet, lorsque le 6 janvier 1929, la Constitution de Vidovdan fut abolie, tous les Croates s'en réjouirent. Cet acte fut la première réparation sérieuse donnée aux Croates pour avoir été moralement maltraités par la politique brutalement centraliste dont l'initiateur et l'exécuteur le plus fanatique fut M. Pribitchévitch. Ce fut donc le premier acte d'une politique yougoslave clairvoyante et constructive.

Neuf mois plus tard, un acte d'une portée plus grande encore s'en suivit. Le 3 octobre 1929, le roi jeta dans les archives la dénomination « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » et donna à l'Etat le seul nom qui lui convenait: « La Yougoslavie ». Ce changement de nom n'est pas uniquement un changement purement formel. Ce fut un acte d'une portée incalculable et décisive pour tout le développement de la vie et des rapports yougoslaves. En effet, la vie yougoslave souffre depuis longtemps de toute une suite de contradictions néfastes; une des plus criantes

consistait à faire porter le nom trialiste de « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » à l'Etat au sein duquel on s'efforçait de réaliser une politique, non seulement unitariste mais même rigoureusement centraliste. Cette contradiction crevait les yeux; elle amenait le pays dans une situation où le comique le disputait au tragique; elle donnait un argument sérieux à ceux qui doutaient de la maturité intellectuelle des Yougoslaves. Grâce à cette contradiction, les Croates et les Slovènes avaient l'impression que l'Etat, dans sa forme actuelle, était quelque chose de provisoire. Ils vivaient dans la crainte de voir un beau jour enlever dans le nom « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », les deux derniers mots et l'Etat s'appeler simplement « le Royaume des Serbes ». En donnant à l'Etat le nom de Yougoslavie, le roi Alexandre a fait disparaître cette crainte. Il a donné le coup de grâce à l'idée de la Grande Serbie, car tout retour vers cette idée est désormais impossible, absurde. La Yougoslavie n'est qu'un nom, mais un nom qui porte en lui un grand dynamisme et, inévitablement, il doit élargir la politique de l'Etat yougoslave et lui donner, finalement, par l'union des Bulgares aux Serbes, Croates et Slovènes, sa pleine expression. Tôt ou tard, tous les micronationalismes qui sont la véritable plaie des Balkans yougoslaves finiront par disparaître et seul triomphera le nationalisme raisonnable, viable et avancé : le nationalisme yougoslave.

La civilisation occidentale, gagne, elle aussi,

incontestablement à voir le nationalisme yougoslave remplacer quatre nationalismes maladifs et turbulents qui sont des instruments aveugles de tout impérialisme étranger, un terrain idéal pour toute politique *divide et impera*, et qui, par là, sont une sérieuse menace pour la paix de l'Europe. La victoire définitive de l'idée yougoslave signifie que les Balkans cessent d'être « la poudrière de l'Europe ». Par conséquent, lorsque le roi Alexandre a changé le nom de son pays, il a inauguré vigoureusement une politique qui, du point de vue de l'intérêt général de l'Europe comme du point de vue du progrès, représente une conquête considérable. Et, pour cela, le régime autoritaire yougoslave ne peut être considéré par l'historien impartial que comme un facteur plus constructif et positif que ne était la démocratie yougoslave de 1918 à 1928.

L'acte du 3 octobre 1929 a reçu son développement logique dans l'acte du 6 septembre 1930, lorsque tous les régiments de l'armée reçurent les nouveaux drapeaux yougoslaves pour remplacer les anciens drapeaux serbes. Ces deux actes sont des documents impérissables du courage et de la clairvoyance de l'homme d'Etat qu'est le roi Alexandre; ils représentent les innovations les plus importantes qui ont été réalisées durant les quinze dernières années chez les Yougoslaves. Mais l'élan réformateur du roi Alexandre ne s'est pas arrêté là. Par la même loi qui donnait à l'Etat le nom de « Yougoslavie », celle-ci fut divisée en neuf unités administratives appe-

lées « banovines ». Cette réforme, en enterrant définitivement le centralisme de la Constitution de Vidovdan, jette les fondements d'une nouvelle organisation administrative de l'Etat qui, en subissant quelques modifications, peut servir de base à un règlement définitif des rapports entre Serbes et Croates. Le système des « banovines » est, sans aucun doute, une saine prémisse pour liquider l'antagonisme entre Belgrade et Zagreb. C'est ce système qui fait de Zagreb le centre administratif et politique de la province la plus étendue et la plus peuplée. En effet, la « banovine » de Sava dont Zagreb est le centre comprend toute la Croatie et toute la Slavonie historiques et compte environ trois millions d'habitants, c'est-à-dire presque le quart de la population yougoslave. Et lorsque cette province aura obtenu, en même temps que les autres, son autonomie aussi large que possible, Zagreb occupera dans l'Etat yougoslave la place à laquelle elle a le droit d'aspirer.

*
**

La réussite politique du régime autoritaire au cours des années 1929 et 1930 était évidente et incontestable : en peu de temps, le nouveau régime a liquidé le front politique des Yougoslaves des anciennes provinces autrichiennes (le front de « Prétchani »); M. Pribitchévitch est devenu un général sans armées car ses partisans se sont ralliés en masse au nouveau régime; la plus grande partie des pay-

sans croates s'est déclarée pour la politique inaugurée le 6 janvier 1929; la bourgeoisie de Zagreb les a suivis. Et, avant que ces succès importants du nouveau régime fussent consolidés, le roi Alexandre, aussitôt après sa visite à Zagreb (en printemps 1931) où il fut accueilli en triomphateur, a pris la décision de procéder à la liquidation graduelle du régime autoritaire. Cette décision a pris corps dans la nouvelle Constitution qui fut octroyée le 3 septembre 1931, et par les élections législatives prévues par la nouvelle constitution et qui eurent lieu le 8 novembre 1931.

Pourquoi le roi n'a-t-il pas donné immédiatement au pays le régime parlementaire et démocratique intégral ?

C'est parce qu'il faut être extrêmement prudent lorsqu'on procède à la liquidation de tout régime autoritaire si on veut épargner au pays des secousses dangereuses. Tout le monde connaît l'axiome que le régime autoritaire est facile à établir mais qu'il est très délicat, ensuite, de faire un retour au régime parlementaire normal. Le roi Alexandre est un homme d'Etat trop avisé et trop clairvoyant pour ne pas tenir compte de cet axiome. D'ailleurs, la Yougoslavie n'a jamais eu et ne pourra pas avoir, pendant longtemps encore, une vraie démocratie. Avant le régime autoritaire, il n'existait qu'une pseudo-démocratie et le roi Alexandre pouvait-il, après l'abolition du régime autoritaire, établir d'un seul trait une démocratie intégrale ? Ne se-

rait-ce pas un saut dans l'inconnu ? Car la démocratie intégrale est une utopie, une impossibilité morale et matérielle, un véritable péril pour une nation qui n'a pas encore le sentiment bien net de former un organisme national indissoluble, pour une nation qui, par certains côtés sociaux et spirituels, n'est pas encore sortie du moyen âge, pour une nation qui ne possède pas de traditions démocratiques et dont l'existence est très sérieusement menacée par l'ennemi extérieur.

Fidèle à un idéal démocratique et parlementaire qu'il a mis en évidence dans son manifeste du 6 janvier 1929, le roi Alexandre a profité de la première occasion favorable pour donner une première satisfaction à cet idéal, en offrant à son peuple la possibilité de passer, sous son contrôle, par l'école de la démocratie parlementaire. C'est en cela que résident le sens et l'idée conductrice de la Constitution du 3 septembre 1931 et du régime qui en est issu. Cet état de choses est provisoire : ce n'est qu'un stade transitoire qui doit précéder l'inauguration d'une vie démocratique saine et féconde. En agissant ainsi, le roi n'a pas établi la démocratie intégrale, mais il n'a pas non plus rétabli l'ancienne pseudo-démocratie. Il a créé quelque chose de nouveau. Depuis le 3 septembre 1931, il existe en Yougoslavie une « *démocratie dirigée* ». On dira peut-être que c'est une chose inédite et unique. En réalité, cela n'a rien d'exceptionnel : nous sommes entrés dans l'ère des économies dirigées et contrôlées qui exigent, parallèle-

ment à elles, des démocraties dirigées, contrôlées, organisées. Plus le chaos est grand, plus forts aussi sont le désir et la nécessité de l'organisation.

V

LA FORCE MAJEURE

Au moment où le roi Alexandre était sur le point de procéder à la liquidation sans heurt du régime autoritaire, et lorsqu'il avait, au cours de 1931, déjà commencé cette opération, une force majeure a appesanti sa main de fer sur la Yougoslavie. Cette force qui a brouillé les plans du roi et qui a fait subir à la société yougoslave la plus grande épreuve peut-être qu'elle ait connue au cours de son histoire, c'est la crise économique mondiale avec les phénomènes qui l'accompagnent: surproduction, sous-consommation, chômage, écroulement de tout système de crédit privé et public, paralysie des finances dans la plupart des Etats, la confusion morale et intellectuelle, le retranchement éperdu dans le nationalisme économique, bref, l'ébranlement de toute la civilisation occidentale.

L'irruption de la crise économique mondiale en Yougoslavie a causé de terribles ravages, et cela dans un temps très court parce

que le terrain y était préparé par les méfaits d'une démocratie déchaînée dans la période de 1918 à 1928. La première victime de la crise en Yougoslavie a été le paysan. La chute vertigineuse des prix de ses produits a fait du paysan yougoslave, qui en est encore à l'exploitation primitive de ses terres, un homme écrasé de dettes et qui n'était plus en mesure de satisfaire ses besoins les plus élémentaires. Ici, il ne faut pas perdre de vue le fait suivant : la Yougoslavie est, dans sa plus grande partie, un pays de montagnes; un tiers de sa superficie constitue la partie sud de la grande plaine de Pannonie, tandis que les deux tiers du pays sont formés par les ramifications des inaccessibles montagnes balkaniques et les prolongements orientaux des Alpes. Presque toute la Slovènie, la partie sud de la Croatie, la majeure partie de la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, le Monténégro, la Serbie centrale et méridionale, sont un terrain montagneux, riche en forêts et en minerai encore inexploités, mais où, par contre, il n'y a que peu de terres cultivables. Dans les deux tiers du pays donc, le paysan non familiarisé avec une exploitation rationnelle, ne peut pas vivre du sol et est réduit à vendre sa force de travail. Avant la guerre mondiale il l'offrait à un prix dérisoire sur les marchés des deux Amériques. L'argent drainé par les manœuvres yougoslaves était le principal appoint qui permettait d'équilibrer l'économie déficitaire des contrées montagneuses de la Yougoslavie. Après la guerre mondiale, l'ap-

plication de la doctrine de Monroë à la vie économique de l'Amérique arrêta l'émigration et priva les montagnards yougoslaves de la possibilité de placer leur force de travail, car, dans les autres continents, de même qu'en Yougoslavie, la demande de main-d'œuvre devint très faible. Le paysan des contrées montagneuses commença à vivre sur ses réserves, sur les ressources qu'il avait économisées et, lorsqu'elles furent épuisées, il tomba fatalement dans la misère. La crise mondiale aggrava le mal et lui fit toucher le fond de la détresse. Et aujourd'hui, nous avons la situation suivante : le paysan qui vit dans les plaines fertiles (un tiers du pays) est endetté, mais au moins il a de quoi se nourrir, tandis que dans les contrées montagneuses (deux tiers du pays) le paysan qui n'a ni argent ni denrée alimentaire mène une vie auprès de laquelle le standard de la vie des chômeurs dans les pays industriels de l'Occident est un véritable bien-être. En effet, il ne lui reste, dans la situation actuelle, qu'à chercher le salut dans les privations, dans la vie misérable des époques primitives, temps que nous croyions définitivement révolu.

La décadence économique des campagnes a amené naturellement en Yougoslavie un déclin de l'économie des villes. Nous avons déjà vu que la bourgeoisie yougoslave n'était point « un colosse aux pieds d'argile », mais plutôt « un gamin aux jambes rachitiques ». Evidemment on ne peut pas appeler ainsi toute la bourgeoisie yougoslave, car elle

possède aussi des éléments sains. Mais, s'il n'est pas juste de généraliser, le fait est que c'étaient les éléments corrompus et malsains de cette bourgeoisie qui, les années qui suivirent la guerre, donnaient le ton; ce sont eux qui imposèrent leur volonté et leurs directives à la société yougoslave. Le malheur est que le parasitisme, une morale relâchée et le snobisme règnent encore dans la haute société bourgeoise yougoslave. Depuis pas mal de temps, cette bourgeoisie a adopté comme règle que la richesse ne s'acquiert pas par le travail productif et systématique et par l'économie, mais grâce à des « combines », et ces combines ne reposent que sur un manque de scrupules dans le choix des moyens, sur une exploitation éhontée de la naïveté d'autrui.

Dans la faillite de la bourgeoisie yougoslave, le rôle prépondérant a été joué par Zagreb que Belgrade n'a pas pu empêcher de devenir le centre bancaire, commercial et industriel le plus important dans tout le pays. Mais cette hégémonie économique de Zagreb était bâtie sur le sable : elle a été artificiellement maintenue, pendant un certain temps, grâce aux capitaux que Vienne et Budapest y plaçaient. Et lorsque se produisit le krach de la banque « Kreditanstalt » de Vienne, et surtout lorsque s'écroula le système bancaire américain, les crédits, pour la plupart des dettes à court terme, pris de panique, furent retirés des banques de Zagreb et des autres banques yougoslaves qui, dans la période 1918 à 1928, luttaient entre elles à qui placerait le

plus de capitaux dans l'industrie nationale qui ne se développait que grâce à un tarif douanier des plus protectionnistes. Le retrait de ces capitaux étrangers a bouleversé, jusque dans ses bases, le système bancaire yougoslave et plus particulièrement les banques de Zagreb. Et lorsque les titulaires des dépôts yougoslaves s'en aperçurent, ils se précipitèrent aux guichets, demandant le paiement de leurs dépôts. Les banques dont les caisses étaient vidées par des placements inconsidérés ne purent naturellement pas résister à cette ruée. De l'automne 1931 jusquà la fin de 1932, les plus puissantes banques de Zagreb furent complètement paralysées, ce qui entraîna une crise sans issue et la chute de nombreuses entreprises commerciales et industrielles dans tout le pays.

La démocratie yougoslave, jusqu'en 1928, a fait montre d'une incompréhension frappante des questions économiques et sociales : faire de la politique ne signifiait nullement, pour la plupart des démocrates yougoslaves, s'employer à résoudre certaines questions économiques et sociales, mais vivre largement en trafiquant de son influence politique. Le régime autoritaire a montré beaucoup plus de souci et de compréhension pour les problèmes nationaux d'ordre économique et social, et, déjà en 1929, il a procédé à l'organisation d'une banque agraire qui avait pour tâche de sauver le paysan endetté des griffes des usuriers de la ville et du village, de véritables pieuvres qui lui prêtaient en lui faisant payer

un intérêt de 40 à 80 %. Ensuite, afin de faciliter le placement des produits yougoslaves sur les marchés étrangers, le régime autoritaire créa deux organismes : d'abord l'« Office pour le développement du commerce extérieur », et ensuite, « La Société privilégiée pour l'exportation des céréales ». Lorsque les prix des blés sur les marchés mondiaux se sont effondrés, le régime autoritaire alla jusqu'à faire l'expérience du monopole de l'exportation des céréales : chargeant considérablement son budget, l'Etat garanti aux paysans un prix supérieur aux prix mondiaux. En pleine crise économique mondiale, de 1932 à 1933, le régime autoritaire a pris une série d'autres mesures législatives pour protéger le paysan trop affaibli économiquement. Si, malgré les efforts héroïques faits en ce sens, de meilleurs résultats n'ont pas pu être obtenus, c'est parce que la puissance financière de l'Etat n'était pas suffisamment grande; c'est que certains organes qui devaient réaliser ces mesures manquaient soit d'expérience, soit d'intelligence, soit d'intégrité morale : la bureaucratie chargée de réaliser ces mesures est le champion des tendances parasitaires de la bourgeoisie yougoslave — Svétozar Markovitch, le fondateur et l'idéologue du radicalisme serbe, avait, il y a 60 ans déjà, attiré l'attention sur la bureaucratie comme sur la plus grande plaie nationale ! — il n'est donc pas étonnant que les mesures en faveur du paysan se soient souvent transformées en bénéfices éhontés pour les bureaucrates et pour

toute la bourgeoisie. Malheur aux moutons gardés par les loups !

Mis en présence d'une tâche extrêmement lourde et délicate qui consistait à élever, en pleine crise, le niveau économique et intellectuel du village, tout en maîtrisant la mégalomanie et le gaspillage des villes, le régime autoritaire lutte héroïquement pour trouver la meilleure solution de ce problème qui est, pour la Yougoslavie ainsi que pour toute l'Europe centrale et orientale, le plus difficile et le plus douloureux. Comme preuve de cette lutte persévérante du régime autoritaire, nous citerons le fait que celui-ci, en 1933, en pleine crise, réalise la forme agraire la plus radicale qui rend le paysan propriétaire exclusif de la terre; il réduit également les dépenses de l'Etat dans une mesure qui n'a pas d'exemple dans aucun pays de l'Europe. Le budget pour l'année 1930-1931 avait atteint la somme de 14 milliards de dinars (alors plus de 6 milliards de francs français); le budget de 1933-1934 est ramené à 10 milliards de dinars (aujourd'hui environ 3 milliards de francs), mais, sans doute, les dépenses ne s'élèveront même pas à 9 milliards de dinars. Ainsi le budget de la Yougoslavie, qui occupe une superficie de 250.000 kilomètres carrés et qui compte 14 millions d'habitants, est égal au budget de la ville de Paris. Cela prouve un grand appauvrissement de l'Etat et du peuple yougoslave, mais aussi la ferme et inébranlable volonté du régime autoritaire de réduire les dépenses pour l'administration (et, par voie de conséquence,

de réduire le train des villes) pour les mettre en harmonie avec le « standart » de vie très modeste des campagnes. C'est une véritable chance pour la Yougoslavie d'avoir eu à sa tête, au moment où la crise économique mondiale a déferlé sur elle, le gouvernement autoritaire, capable d'intervention rapide et efficace. Si la Yougoslavie était encore conduite par sa démocratie de naguère, lente jusqu'à l'inaction, elle serait, sans aucun doute, déjà depuis longtemps en faillite.

VI

LE TRAVAIL DE SAPE DU FASCISME ET DU CLERICALISME

Les difficultés énormes provoquées par la crise économique mondiale ont amené le régime autoritaire yougoslave dans la situation de Sisyphe, et on a pu craindre que soient anéantis tous les résultats positifs qu'il avait atteints durant les deux premières années (1929-1930), grâce à sa largeur d'esprit, notamment dans l'œuvre de pacification des esprits. Et c'est justement cette période des épreuves les plus dures, l'ère de la crise mondiale économique et morale, que les ennemis extérieurs de la Yougoslavie ont choisi pour torpiller non seulement l'œuvre de redressement national entreprise par le roi Alexandre, mais aussi la Yougoslavie. C'est au cours de 1932 que la Yougoslavie subit de l'extérieur les attaques les plus violentes dont le point de mire était le régime autoritaire de la Yougoslavie et surtout la personne même du roi Alexandre. On doit reconnaître que les calculs des enne-

mis de la Yougoslavie n'ont pas été sans fondement : le régime autoritaire et le roi Alexandre représentent l'unité de commandement dans la place assiégée qu'est la Yougoslavie, unité de qui est la condition essentielle et la garantie la plus sûre de résister avec succès. Il fallait donc détruire ce commandement unique en abattant le régime autoritaire pour créer la confusion parmi les défenseurs de la place et pour faire de la Yougoslavie une proie facile.

C'est la Rome fasciste qui s'est mise en tête de cette conspiration contre la Yougoslavie et contre son régime autoritaire. Rome a lié tous les fils de cette conspiration, elle l'a dirigée, elle en a élaboré les plans, financé leur exécution. Le but du fascisme italien est double : il voudrait, d'une part, par la possession de la Dalmatie, occuper toutes les positions stratégiques et économiques sur la rive orientale de l'Adriatique, d'autre part — ce qui est bien plus important — briser, disloquer la Yougoslavie dont l'intégrité et la puissance sont l'obstacle principal à l'expansion politique et économique du fascisme « de Prague à Odessa ». Ce n'est pas pour nous étonner puisque tout égoïsme national agit dans le sens de la formule : « Ne pas permettre dans son voisinage l'existence d'un Etat tant soit peu fort et compact ». Cette formule a dominé la politique de Louis XIV lorsqu'il s'efforçait d'empêcher l'unité allemande; elle inspire l'Angleterre qui protège systématiquement l'indépendance belge et qui combat toute

grande puissance qui tend à s'installer sur la Manche; l'Italie fasciste applique la même formule politique lorsqu'elle veut démembrer la Yougoslavie qui lui paraît trop puissante. Sur la rive orientale de l'Adriatique, elle souhaiterait une poussière de petits états qu'elle pourrait facilement opposer les uns aux autres en pratiquant la politique « diviser pour régner ».

L'habileté suprême, à l'époque actuelle en matière de rapports internationaux consiste en attitude hypocrite. Aujourd'hui plus que jamais, les loups prennent soin de revêtir des peaux d'agneaux. Le fascisme italien, à son début impétueux et manquant d'expérience, ne s'est pas conformé à cette règle de conduite. Jusqu'en 1927 et même jusqu'en 1928, le fascisme italien a étalé, a crié sur les toits son « égoïsme sacré ». Il raillait ouvertement la Société des Nations et ses principes de solidarité et de coopération internationales. Mais bientôt il s'est aperçu qu'il lui fallait mettre un masque et jouer au pacifiste, et depuis lors il a changé radicalement sa tactique et ses méthodes dans ses relations avec la Société des Nations et avec les démocraties occidentales. Au sein de la S. D. N., de 1928 à 1932, le fascisme se montrait un partisan zélé de la coopération internationale tout en poursuivant le travail souterrain pour miner cette institution et ses principes; Mussolini et ses ambassadeurs s'efforçaient avec chaleur de convaincre les Occidentaux et particulièrement les Anglo-Saxons que la paix leur tenait

à cœur, tandis qu'en même temps, sous le manteau, ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour compromettre cette œuvre de paix. L'Italie fasciste agissait sur deux fronts avec des moyens et des méthodes diamétralement opposées : tandis qu'elle montrait aux démocraties occidentales un visage bienveillant, qu'elle leur adressait des homélies pacifistes, elle élevait sa jeunesse militarisée dans le culte de la force brutale en lui apprenant que la haine est le principal stimulant de la vie; elle ne se contentait pas de montrer, en se tournant vers les pays du centre et de l'est de l'Europe, le visage grimaçant du dieu de la guerre, elle y envoyait des armes, des munitions, des avions et des machines infernales !

L'action du fascisme de 1928 à 1932 ayant eu pour but la dislocation de la Yougoslavie se poursuivait méthodiquement et sur toute la ligne. Son premier objectif fut de créer un malentendu toujours plus grand entre Serbes et Croates. Pour y arriver, l'Italie, comme le renard de la fable, a commencé par flatter les Serbes tant qu'il s'agissait de leur arracher des concessions territoriales et économiques, surtout dans la partie Nord-Est de l'Adriatique. Jusqu'à 1928, l'Italie fasciste ne tarissait pas d'éloges sur l'héroïsme serbe, sur leurs sens politique, leurs qualités constructives; jusqu'à 1928, il n'y avait pas d'injures que la presse fasciste n'ait jeté à la face des Croates en les représentant comme des barbares n'ayant de goût que pour l'anarchie, comme des pillards incorrigibles, des gendar-

mes de l'Autriche depuis toujours, des lâches ayant une mentalité d'esclave, en un mot, un peuple inaccessible à la civilisation. Lorsque Belgrade, surtout depuis l'établissement du régime autoritaire, montra qu'elle ne se laissait pas séduire par les flatteries du renard, la presse italienne changea de ton et se mit à insulter les Serbes et à exalter les vertus des Croates : dès 1928, elle s'enthousiasmait pour la haute culture des Croates leur attribuant une supériorité écrasante sur les Serbes arriérés et barbares; elle chantait des hymnes aux sentiments humanitaires et pleins de noblesse des Croates, tandis qu'elle flétrissait la férocité sanguinaire des Serbes cruels. A partir de 1928, les journaux fascistes menaient contre les Serbes et contre l'armée yougoslave une campagne d'injures et de calomnies unique dans les annales de la presse mondiale.

Mais ce n'était pas tout. Depuis que la crise économique avait assailli la Yougoslavie, comme d'ailleurs tous les pays du monde, les agents à la solde de l'Italie s'efforçaient d'ameuter les paysans et les petits bourgeois croates contre Belgrade en leur affirmant que s'ils étaient dans la misère, la faute en était à Belgrade qui poursuivait un plan démoniaque d'anéantissement économique des Croates, pour les jeter ensuite, comme un citron pressé, aux Hongrois et aux Allemands. Si une banque croate était en difficulté et qu'elle cessait le paiement des dépôts, les agents italiens lançaient immédiatement dans le public le bruit calomnieux que cette banque était deve-

nue insolvable parce que tous ses fonds avaient été confisqués par le gouvernement de Belgrade. Les agents de l'Italie s'efforçaient aussi de tuer chez les Yougoslaves la confiance en leur monnaie nationale en la représentant comme la monnaie d'un état en faillite, en leur conseillant de chercher le salut dans la thésaurisation insensée.

L'Italie ne s'arrêta pas en si bon chemin. Les deux villes sur la rive orientale de l'Adriatique, Zadar et Rijeka (Zara et Fiume), qui sont la chair vivante arrachée, à la manière de Shylock, à la Yougoslavie, ne vivent que de contrebande avec la Yougoslavie. Mais dès 1929, c'était une contrebande particulière : des tonnes d'une littérature subversive, des tracts et des pamphlets en langue serbo-croate étaient introduits clandestinement en Yougoslavie. Dans ses brochures et tracts, on attaquait de la façon la plus basse et la plus cynique l'honneur et la vie intime même du roi Alexandre, du général Jivkovitch et de tous les personnages représentatifs du régime autoritaire. Dans cette « littérature » on dénaturait toutes les initiatives même les plus nobles du roi Alexandre et du gouvernement autoritaire, on colportait les bruits les plus fantaisistes, on prêtait au régime yougoslave les dessins les plus noirs. Les livres de propagande bolcheviste sont de véritables bouquets de fleurs comparés à cette « littérature » introduite journellement de l'Italie, surtout dans la partie ouest de la Yougoslavie. A part cette littérature, on faisait passer en Yougo-

slavie, via Zadar et Rijeka, des armes, des milliers de fusils et de revolvers et même des mitrailleuses. Il y avait à Zadar une organisation spéciale ayant des ramifications nombreuses qui ne s'occupait que de l'introduction en Yougoslavie de ces armes destinées a servir à une insurrection devant éclater sous peu dans les provinces croates. Cette insurrection était systématiquement préparée à l'intérieur du pays.

L'entreprise de l'Italie ne se limitait pas à l'action que nous avons décrite jusqu'ici : profitant des dispositions révisionnistes de la Bulgarie, de la Hongrie et des cléricaux autrichiens, l'Italie organisait tous ces pays pour une action commune contre la Yougoslavie. C'es le secret de polichinelle que c'est l'Italie qui finance le Comité révolutionnaire macédonien et spécialement ceux d'entre les Macédoniens qui sont groupés autour de Vantcha Michaïlov. D'autre part, on n'a pas oublié que c'est dans les wagons venant d'Autriche que les machines infernales explosaient une fois arrivées en Yougoslavie. Tout le monde sait que les exécuteurs des attentats en Yougoslavie et les armes dont ils se sont servis venaient aussi de Hongrie. Les officiers de l'armée active hongroise allaient même jusqu'à exercer au tir les misérables qui se préparaient ainsi à pénétrer un jour ou l'autre, sous le nom de révolutionnaires croates, dans les provinces croates de la Yougoslavie, pour y déclencher la révolution.

Comme on le voit, sous la conduite de l'Ita-

lie, une action concentrique venant de quatre côtés était menée pour paralyser tous les efforts de consolidation du régime autoritaire en Yougoslavie. Cette action avait pour but d'amener la chute du régime, de faire perdre au peuple yougoslave la foi dans son état libre, de miner son sentiment national, d'aggraver la crise économique et financière et surtout de jeter les Serbes et les Croates les uns contre les autres, de provoquer entre eux un règlement de comptes par les armes. Et comment le régime personnel yougoslave a-t-il réagi contre tous ces agissements qui le menaçaient lui et le pays ? Il ne se servait pas des mêmes moyens d'action. Il n'envoya pas de terroristes ni en Italie, ni en Autriche, ni en Hongrie, ni en Bulgarie; il ne fournit pas aux mécontents qui sont nombreux dans ces pays des armes et des moyens nécessaires pour une action illégale. Le régime autoritaire yougoslave, maîtrisant son indignation, gardait le silence et se bornait à la stricte défensive, mais une défensive tenace : il renforça la garde de ses frontières, surveilla très attentivement tout le trafic ferroviaire, distribua des armes aux populations qui sont près des frontières afin qu'elles pussent prendre part à la défense contre les incursions des comitadjis et autres bandits. Ce qui était le plus douloureux et le plus pénible, c'est que cette action étrangère força le gouvernement yougoslave à limiter, dans l'intérêt de la défense du pays, les libertés et les droits de ses propres citoyens : une censure sévère de toute

correspondance fut établie; la discipline et le silence furent imposés à l'opinion publique si rigoureusement que les journaux yougoslaves, non seulement ne pouvaient protester contre toute action subversive venant de l'étranger, mais ils ne devaient même pas flétrir ses excès les plus criminels. A toutes ces provocations de l'Italie, le gouvernement yougoslave, soucieux en premier lieu de la paix, a donné à la nation yougoslave le mot d'ordre : « Repliez-vous sur vous-même et supportez sans murmurer » ! Il n'a même pas voulu adresser des protestations à la Société des Nations, ni faire appel à l'opinion publique des démocraties occidentales. Et à quoi cela aurait-il servi lorsque l'Italie fasciste taxait de provocation insolente toute protestation, si modérée fut-elle, l'employant comme un motif de plus pour intensifier son action anti-yougoslave ! A quoi bon protester devant l'opinion publique des pays occidentaux qui avaient alors d'autres chiens à fouetter...

*
**

Dès l'année 1928, le fascisme italien a pris l'attitude de protecteur des Croates sans que ceux-ci ne l'aient sollicité. Naturellement, l'Italie n'avait pas le cœur gonflé d'amour pour les Croates, pas plus qu'elle n'avait aimé les Serbes auparavant, mais elle s'imaginait qu'en faisant la cour aux Croates, elle atteindrait plus facilement son but : le démembrement de la Yougoslavie qui devait suivre fa-

talement la chute du régime autoritaire. Dans cette entreprise, le fascisme italien a trouvé l'allié le plus actif dans la papauté. S'il y a une chose sur laquelle la Rome catholique et la Rome fasciste fussent d'accord, c'était sur leurs rapports avec la Yougoslavie et son régime autoritaire. Tout comme le fascisme, les cléricaux romains se sont imposés de leur propre gré aux Croates comme leurs défenseurs contre le soi-disant danger qui les menaçait de la part de Belgrade et du régime autoritaire.

Les rapports entre la papauté et les Croates devraient faire l'objet d'une étude approfondie qui se proposerait de les présenter au public sous la vérité historique, car jusqu'ici, on les a toujours présents sous un faux jour.

L'opinion publique des pays occidentaux et même une bonne partie des Croates ignorent la vérité historique incontestable que c'est la papauté qui a joué le rôle le plus actif et le plus néfaste dans la destruction de l'Etat croate du moyen âge et dans la perte de l'indépendance croate, vers la fin du XI[e] siècle. Dans la lutte engagée entre les deux impérialismes, la Byzance orthodoxe et la Rome catholique, la première a réussi à gagner à sa cause la plus grande partie des Slaves en leur accordant l'autonomie des églises nationales et en les autorisant à célébrer la lithurgie dans leurs langues. Pour profiter de ces avantages, les Croates, à l'exemple des Bulgares et des Serbes, après une lutte acharnée entre

les partisans de Rome et Byzance, se sont rangés du côté de Byzance. Pour empêcher les Croates de se rapprocher de la religion orthodoxe, le fameux pape Grégoire VII déclara hérétique (arien) le roi croate Slavitch (1073-1075) et engagea son vassal, l'aventurier normand Amicus de Giovennazzo en Apulie, à partir contre ce roi. Amicus obéit, envahit la Croatie, battit Slavitch, le fit prisonnier et le ramena en Apulie où il le laissa mourir en prison. Sur le trône vacant de Croatie Grégoire VII installa son vassal Dimitrie Zvonimir (1076-1089) qui, pour montrer son attachement à son suzerain, non seulement lui paya le tribut, mais aussi adopta le drapeau papal comme drapeau de l'Etat croate. Ce serviteur fidèle du pape a payé de sa vie son attachement à Rome, car les membres du parti national — les historiens croates emploient ce terme vague pour désigner les partisans de l'orientation byzantine et orthodoxe — le tuèrent dans la réunion de Knin en 1089. Peu après, sur le trône croate monta le chef du « parti national » Pierre Svatchitch, soutenu par Alexis Komnène, empereur de Byzance. Ce souverain croate perdit bientôt sa couronne et sa vie à cause de ses sympathies pour l'église nationale et pour Byzance : le roi de Hongrie Koloman, allié de Rome, de plein accord avec pape Urbain II, pénétra avec son armée en Croatie, vainquit à Gvozd et tua Pierre Svatchitch, le dernier roi de la libre Croatie moyennâgeuse, après quoi il incorpora la Croatie à la Hongrie et, de plus, la

soumit définitivement au pouvoir spirituel des Papes (en 1097).

Comme on le voit, la papauté a, déjà au moyen âge, brisé l'échine du jeune état croate, uniquement parce que le peuple croate s'était orienté vers la Byzance orthodoxe exigeant avec tenacité l'autonomie de son église nationale et l'usage de sa langue dans la célébration de la lithurgie. Depuis lors, jusqu'à nos jours, durant huit siècles entiers, le Vatican a toujours sacrifié les intérêts croates les plus vitaux, non seulement aux intérêts de l'église catholique, mais aussi aux intérêts des Hongrois, des Allemands et des Italiens. Il ne faut pas s'étonner outre mesure de cela, parce que, prêchant que « tout pouvoir vient du ciel », la curie romaine a toujours été du dernier bien avec les puissants de la terre, évidemment à condition que ceux-ci prêtent leur appui au Saint-Père pour qu'il puisse accomplir sa mission « divine ».

Jusqu'à la fin de la guerre mondiale, le Vatican s'est efforcé d'attacher le plus étroitement possible les Croates au trône de sa « majesté apostolique », le roi de Hongrie et l'empereur d'Autriche, et de servir pour le mieux la politique autrichienne « *divide ut imperes* ». Depuis le XVI^e^ siècle, surtout après le triomphe de la Réforme, le cléricalisme romain organisa une chasse systématique aux orthodoxes pour les convertir, ou pour les amener au moins à l'uniatisme; mais, après quelques premiers succès insignifiants, cette tentative se brisa contre la résistance orga-

nisée de l'Eglise orthodoxe, et c'est alors que le cléricalisme romain concentra tous ses efforts pour creuser un abîme, le plus profond possible, entre les Serbes et les Croates, et c'est alors qu'il commença à collaborer à l'édification d'une « individualité nationale » croate et catholique. Un exemple typique de cette action cléricale nous a été donné par l'activité de l'archevêque Stadler en Bosnie-Herzégovine, jusqu'à la grande guerre.

Lorsqu'à la fin de la guerre l'Empire des Habsbourgs se disloqua, personne ne le regretta autant, pas même les Allemands et les Hongrois, « les nations maîtresses », que la curie romaine elle-même.

Par le traité de Rapallo (1920) plus d'un demi-million de Yougoslaves (des Croates et des Slovènes) sont tombés sous la domination italienne. A ces Yougoslaves, le fascisme a brutalement et arbitrairement défendu l'usage de leur langue, non seulement à l'école mais aussi à l'église. Même les prêches doivent être faits en italien; les inscriptions sur les pierres tombales des Croates et Slovènes en même langue; les noms des nouveau-nés, comme ceux des morts, dans les registres de l'Etat Civil doivent perdre leur terminaison croate et être italianisés. On se trompe grossièrement en pensant que le Vatican s'est élevé contre cette pratique brutale fasciste qui tend à effacer toute trace des langues croate et slovène à l'église et jusqu'au cimetière : le pape ne s'est pas borné à sanctionner ces violences inouïes du fascisme mais il a relevé de ses fonctions

feu l'archevêque slovène à Goritza (Gorizia), Mgr Sédey, qui s'élevait en défenseur de l'usage de sa langue maternelle dans les prêches et dans les inscriptions tombales !

En Yougoslavie, les lois fondamentales de l'Etat garantissent la complète égalité des alphabets latins et cyrillique; dès l'union yougoslave, aucun Croate ne fut contraint à devenir Serbe et à renier ses sentiments croates; en Yougoslavie, les églises orthodoxe, catholique et mahométane jouissent de l'égalité parfaite; aucun Croate ne fut obligé en Yougoslavie de transformer son nom ou les inscriptions tombales de ses morts, fussent-elles en langue allemande, hongroise, italienne ou turque. Et cependant, le cléricalisme catholique osait s'élever, depuis 1929, pour la défense des Croates contre la soi-disant oppression de la part de leur propre état national, de la Yougoslavie ! Comment expliquer cette attitude du cléricalisme catholique ? C'est très simple : si en Yougoslavie triomphait l'idée nationale yougoslave qui est prônée par le régime autoritaire, il est évident que, *ipso facto*, ce serait le règne de la tolérance religieuse la plus large, ce qui est aux antipodes des tendances cléricales. Autrement dit, la victoire de l'idée yougoslave, c'est la défaite de tout cléricalisme et spécialement du cléricalisme catholique qui est la négation même de la tolérance religieuse. Le régime autoritaire en Yougoslavie n'est pas une menace pour la religion catholique, mais, poursuivant le but essentiel de sa politique,

il ne fait que couper les racines du cléricalisme politique en Yougoslavie. C'est pourquoi le cléricalisme a organisé une véritable croisade contre le régime actuel yougoslave. Il ne se contenta pas de défendre ses positions dans la partie de la population pratiquant la religion catholique, il voulut en conquérir de nouvelles : Au cours de leur histoire, les Croates se sont montrés réfractaires à l'esprit clérical; jusqu'au XX^e siècle, la plupart des membres du clergé catholique croate lui-même étaient si peu imbus de cléricalisme qu'on a pu voir le plus célèbre des catholiques croates, l'évêque Strossmayer, combattre ouvertement au Concile du Vatican le dogme de l'infaillibilité du pape. Ce sont seulement les nouvelles générations des prêtres catholiques qui sont élevées dans un cléricalisme militant, et cela sous l'influence de la Slovènie où le claricalisme est très fort. Le grand service historique que Stéphane Raditch a rendu aux Croates et à l'Etat yougoslave consiste en ce qu'il a combattu résolument le cléricalisme et ne lui a jamais permis de se créer une influence politique réelle parmi les Croates. Après la mort de Raditch, les cléricaux se sont employés de toutes leurs forces pour accaparer les esprits croates, comme ils l'avaient déjà fait parmi les Slovènes. L'établissement du régime autoritaire en Yougoslavie leur a paru l'occasion la plus favorable qui se puisse présenter pour réaliser ce projet. Le régime personnel se proposant d'amener les Croates à l'idée yougoslave, les cléricaux se sont po-

sés en défenseur du particularisme croate contre le yougoslavisme, et en cela se sont montrés d'une agressivité particulière : en 1930 a eu lieu à Zagreb le congrès eucharistique qui s'est transformé en une manifestation du séparatisme croate contre la politique yougoslave du régime actuel; dans ce congrès, on a proclamé sans ambage que les Croates se trouvent sous la haute protection du catholicisme et du pape, et que plus puissant que le roi Alexandre est « le roi des rois » dont le pape est le représentant sur terre.

Aux attaques violentes des cléricaux, le régime autoritaire a répondu par l'esprit de la plus grande conciliation. En 1931, le roi Alexandre a conféré à l'archevêque de Zagreb, « métropolite des Croates », Mgr Bauer, la grande Croix de l'Etoile de Karageorges, qui est la plus grande décoration yougoslave et qui n'est accordée qu'aux souverains et aux chefs d'Etat. Mais il semble que cette distinction n'ait fait que renforcer l'esprit offensif des cléricaux. Au début de 1931 l'archevêque Bauer recevait l'Etoile de Karageorges et, déjà en 1932, en « bon chrétien », il rendait sa politesse au roi en lançant une lettre épiscopale contre l'organisation des Sokols yougoslaves, grande institution nationale yougoslave, à la tête de laquelle se trouve l'héritier du trône, le prince Pierre. Aussitôt après cette attaque cléricale, le président du Conseil yougoslave, M. Serchkitch, prononça au Parlement un discours dans lequel il se déclara

de nouveau en faveur de l'égalité la plus parfaite entre l'Eglise catholique et les autres Eglises de Yougoslavie, en exprimant son désir de voir bientôt menés à bonne fin les pourparlers entre le gouvernement yougoslave et le Saint-Siège au sujet de la conclusion d'un concordat. Après cela on a le droit de se demander qui, du gouvernement yougoslave ou des cléricaux, est guidé par la parole du Christ « A celui qui te lance une pierre, tu donneras du pain » !

Ses menées antiyougoslaves, le cléricalisme romain ne les poursuit pas seulement en Yougoslavie : tout le monde sait que les cléricaux s'emploient activement à provoquer la restauration des Habsbourgs qui, d'après eux, auraient à monter sur le trône d'un état trialiste catholique qui se composerait de la Hongrie, de l'Autriche et aussi de la Croatie, détachée de la Yougoslavie. Ce n'est plus un secret que la diplomatie cléricale a déployé toute son activité pour mettre debout cette combinaison et qu'elle a l'appui des milieux ultramontains de tous les pays catholiques et même de ceux de la France républicaine.

(Dans les conclusions de leur récent ouvrage « *La Yougoslavie en péril ?* », MM. Ernest Pezet et H. Simondet disent : «Quant aux ennemis de la Yougoslavie, ce n'est certes pas en France qu'il faut les chercher. » Cependant, ce livre-même prouve qu'en France aussi il y a des ennemis de la Yougoslavie et qu'il faut les chercher parmi les cléricaux !)

*
**

Aux époques antérieures, la politique du Vatican, inspirée par l'égoïsme hiérarchique de la papauté, a amené les Germains et les Anglo-Saxons à la Réforme et a jeté la grande majorité des Slaves dans l'orthodoxie byzantine.

Le désarroi actuel des hommes et des choses dicte l'union de toutes les Eglises chrétiennes, mais c'est l'égoïsme de la papauté qui constitue, à l'heure présente aussi, l'obstacle principal à la réalisation de cette union si souhaitable !

L'attitude actuelle de la Curie romaine envers la Yougoslavie est une des manifestations d'une politique erronée qui pourrait bien un jour se retourner contre la Religion chrétienne en général et contre l'Eglise catholique. Il est temps de réviser cette politique qui ne sert aucunement à prouver l'infaillibilité des papes !

VII

LE PERIL ECARTE

Quelle a été l'attitude des Croates devant les attaques concentriques déclenchées par le fascisme et le cléricalisme romain contre la Yougoslavie et son régime autoritaire, au moment de la crise économique la plus grave ?

L'orientation de la bourgeoisie croate dans les temps récents de la vie nationale yougoslave a été triple :

Une partie, la moins nombreuse et la moins influente, s'est mise directement au service des étrangers ennemis de la Yougoslavie. C'est la fraction qui s'enthousiasme encore pour l'idéologie du « parti du droit croate » de Startchévitch, et prêche le nationalisme le plus intransigeant qui ne veut pas entendre parler d'entente avec les Serbes. Le chef actuel de cette tendance politique, c'est le Dr Ante Pavélitch, avocat et ancien député de Zagreb à la Chambre yougoslave, qui vit depuis 1929 à l'étranger comme émigré politique. L'odyssée politique de Pavélitch à

l'étranger est la preuve éclatante de l'impuissance tragique de l'utopie nationaliste croate tendant à la formation d'un état croate indépendant. Car, en luttant pour une Croatie indépendante, le Dr Pavélitch a pris contact, non seulement avec le Comité révolutionnaire macédonien, mais il s'est engagé directement au service des Italiens, des Hongrois et des Allemands, de ceux même qui ont fait de l'histoire des Croates l'histoire d'un esclavage millénaire. Le Dr Pavélitch et ses partisans peu nombreux représentent une carte sur laquelle jouent la Rome fasciste et papale, la Vienne des Habsbourg et la Budapest des hobereaux, lorsqu'elles se proposent de détacher les Croates de la Yougoslavie et de former de la Croatie, de la Hongrie et de l'Autriche un état trialiste à la tête duquel elles mettraient un prince clérical et réactionnaire de la Maison des Hasbbourg. C'est ce qui explique que le Dr Pavélitch et une vingtaine de déclassés, parmi lesquels l'ancien général autrichien Sarkotitch, sont très bien vus dans les milieux de la Gentry hongroise, bien reçus par la filiale de l' « Internationale noire » à Vienne, dirigés et financés par la « Consulta » de Rome. L'Italie fasciste a même mis à la disposition de Dr Pavélitch un wagon-salon et une villa luxueuse dans une petite ville de l'Italie du Nord. Par l'intermédiaire de ces individus, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie, durant quatre années, expédiaient en Yougoslavie de la littérature subversive, des armes, des machines infernales, recrutaient et envoyaient des ter-

roristes dont la mission consistait à démoraliser et à alarmer la population paisible de la Yougoslavie.

*
**

La seconde catégorie de la bourgeoisie croate est formée par une coterie à laquelle appartiennent les chefs de l'ancien parti paysan de Raditch. Il s'agit là d'une petite fraction de la « société » de Zagreb, dont les membres sont passés maîtres dans l'art d'exploiter la naïveté politique du paysan croate, en se servant des moyens démagogiques les plus raffinés, des paroles et des formules creuses, mais sonores. C'est la même coterie qui exploitait de son vivant le talent peu commun du tribun Raditch, coterie dont le noyau est composé des membres de la famille de Raditch et de ses amis, coterie dont les clients forment des ramifications dans la province croate parmi les petits bourgeois. Après la mort de Raditch, cette coterie a conservé une certaine influence dans les villes et les campagnes croates, car le prestige et le capital politique qu'avait amassé, durant sa vie, Stéphane Raditch sont si considérables que l'on peut en vivre pendant longtemps encore.

L'action de cette coterie est dirigée par une femme, la veuve de Stéphane Raditch, d'origine tchèque, qui a de grandes ambitions et un appétit plus grand encore pour les biens matériels. A l'époque où son mari était « le roi non couronné » des Croates, le rôle de la « reine non couronnée » lui a tellement plu

que, même après la mort de son mari, elle s'efforce de le conserver. C'est pourquoi elle lance dans le feu des luttes politiques tous ses parents proches et éloignés, ainsi que quelques médiocrités recrutées dans les milieux malsains de la bourgeoisie de Zagreb. Le porte-parole de cette coterie est un bonhomme à l'intelligence médiocre d'un avocat de province, M. Dr Matchek dont la plus grande erreur est de ne pas s'apercevoir qu'il sert d'étiquette et de paravent à une société désirant vivre en parasites sur le dos du paysan croate.

Le point fondamental de la doctrine et de l'activité politique de Raditch n'était pas, comme nous l'avons déjà dit, national-politique, mais social-économique. Stéphane Raditch a trop souvent fait des concessions à son entourage corrompu et compromettant, mais dans son for intérieur, il souffrait de les avoir faites. Une dizaine de jours avant sa mort, Raditch avouait à l'auteur de ces lignes qu'il sentait cet entourage bourgeois lui peser sur la poitrine comme une meule de moulin et qu'il s'en débarrasserait aussitôt après sa guérison et à la première occasion favorable. M. Vladimir Matchek est le successeur de Raditch, mais il semble qu'il ait oublié que, dans cette succession, l'élément le plus précieux et de tout premier ordre est l'élément social et économique, ce programme paysan sans compromission. Après la mort de Raditch, M. Matchek a été emporté par le courant des milieux de Zagreb, de sorte qu'il n'est

pas vrai que c'est lui qui mène les Croates, mais au contraire, il est lui-même mené par les pseudo-intellectuels de Zagreb. Obéissant à des réminiscences et aux idées politiques de sa jeunesse, M. Matchek est en effet un récidiviste du mouvement Startchévitch. Il n'est pas le porte-parole des intérêts vitaux des paysans croates, mais seulement celui des spéculations dualistes de la bourgeoisie de Zagreb. Il n'aurait peut-être pas persisté dans cette ligne de conduite s'il n'y avait pas été poussé par deux souffleurs qui l'encourageaient à persister : Svétozar Pribitchévitch et le Dr Ante Troumbitch. Ayant suffisamment parlé de Pribitchévitch, nous dirons maintenant quelques mots du Dr Troumbitch.

M. Troumbitch, fils de paysan dalmate des environs de Split, a dans sa carrière atteint les sommets où il a été comme pris de vertige et n'a pas justifié les espoirs qu'on mettait en lui. Etant le premier ministre des affaires étrangères du royaume, nouvellement formé, des Serbes, Croates et Slovènes, il devait résoudre la question de délimitation des frontières avec l'Italie. Dans cette affaire, il avait le vent en poupe. Les justes revendications des Yougoslaves dans l'Adriatique avaient attiré la sympathie et l'appui puissant du Président Wilson à la Conférence de la Paix, et ni l'Angleterre ni la France ne les regardait d'un mauvais œil. Cette situation a amené le Président du Conseil italien d'alors, M. Nitti, d'adresser à la Yougoslavie, en compagnie de Clemenceau et Lloyd George, en janvier

1920, un memorandum qui proposait comme frontières entre la Yougoslavie et l'Italie la très favorable « ligne Wilson » avec de petites corrections, laissant à la Yougoslavie presque la moitié de l'Istrie, le sud de la Carniole (Idrie, Postoïna, et Sneznik) et prévoyant pour les villes Rieka (Fiume) et Zadar (Zara) le régime des villes libres sous la protection de la S. D. N. (et même pour Zadar une union douanière avec la Yougoslavie).

Nicolas Pachitch, homme d'état expérimenté, se rendit compte immédiatement des avantages de cette proposition pour son pays, en proposa l'acceptation, estimant avec raison que la question des frontières avec l'Italie recevait ainsi son règlement définitif puisque l'Italie elle même les proposait, et ceci d'autant plus que la France et l'Angleterre la secondaient et qu'elles en étaient en quelque sort garantes. Le ministre des Affaires étrangères yougoslaves, M. Troumbitch, s'opposa au point de vue de Paschitch et le memorandum si avantageux pour la Yougoslavie fut repoussé . Neuf mois plus tard M. Troumbitch négociait et signait avec l'Italie le traité de Rapallo par lequel la Yougoslavie abandonna à l'Italie la province d'Istrie tout entière, la partie sud de la Slovénie (avec Idria, Postoïna et Sneznik) ainsi que la ville de Zadar, tandis que la ville de Rieka obtenait un statut qui créa une situation telle qu'en 1924 **déjà Fiume a été cueillie comme une pomme mûre par l'Italie.** Ce n'est pas tout : le traité de Rapallo a été la source de toutes les dif-

ficultés qui ont surgi par la suite entre la Yougoslavie et l'Italie.

Si un homme d'Etat français ou anglais avait commis la bévue qu'a commise M. Troumbitch, il n'aurait pas attendu d'être chassé de la vie politique, mais il aurait certainement compris de lui-même que sa carrière était finie et il se serait retiré. Mais dans la démocratie yougoslave on avait des conceptions toutes diffférentes sur les responsabilités qu'entraînent les fautes. Après avoir gâché une situation favorable, après avoir perdu la moitié de l'Istrie, le sud de la Slovènie, les villes de Zadar et de Rijeka et même Scutari d'Albanie, qui était également réservée à la Yougoslavie par MM. Nitti, Lloyd George et Clemenceau, M. Troumbitch a été profondément offensé lorsque, peu après, il perdit sa place de ministre des Affaires étrangèares. Et ce sentiment de vanité blessée l'a conduit dans l'opposition de plus en plus violente envers Belgrade. Il abandonna les idées unitaristes qu'il avait défendues jusqu'alors et se mit à briser des lances pour la conception dualiste de la Yougoslavie.

M. Troumbitch est aujourd'hui le principal conseiller du Dr Matchek; c'est lui qui formule toutes les récriminations, toutes les diatribes contre le soi-disant esprit d'hégémonie de Belgrade et des Serbes. Et il ne se rend pas compte que son propre cas, que son lamentable échec en tant que ministre des Affaires étrangères est un argument très sérieux en faveur des hégémonistes serbes. Malheureuse-

ment, il y a parmi les intellectuels et les hommes politiques de la bourgeoisie croate beaucoup de Troumbitch : ils crient sur les toits que les Serbes ont accaparé et qu'ils détiennent les places les plus importantes dans l'administration du pays (1); or, toutes les fois qu'un de ces braillards a occupé une place importante, il a échoué lamentablement, tout comme M. Troumbitch. D'ailleurs, il ne pouvait pas en être autrement. Pour la conduite des affaires d'un pays, il faut avoir non seulement de la capacité, mais surtout une grande expérience que jusqu'ici les Croates n'avaient pas.

Lorsque le 6 janvier 1929 le roi Alexandre a aboli la constitution de Vidovdan et établi le régime autoritaire, M. Matchek, à en juger d'après certains signes, était disposé à donner

(1) Il est vrai que les Croates ne sont pas proportionnellement représentés dans l'administration yougoslave. C'est là la conséquence de leur politique de résistance passive de 1918 à 1925. On objecte particulièrement que, parmi les généraux et les diplomates yougoslaves, l'élément croate est peu représenté; c'est encore vrai, mais, en Croate, j'estime qu'on ne peut confier ces fonctions de grande responsabilité qu'à des hommes ayant prouvé leur entier dévouement à l'intégrité de la Yougoslavie et à l'idée yougoslave. Or, entre ceux des Croates qui se plaignent le plus de l'insuffisante participation aux hauts postes dans l'armée et dans la diplomatie, il y en a beaucoup qui cherchent encore des alliés parmi les ennemis de la Yougoslavie ! Les Slovènes, catholiques commes les Croates, sont proportionnellement beaucoup plus nombreux dans l'administration yougoslave que les Serbes orthodoxes ! (Remarque de l'auteur).

son appui au roi pour l'accomplissement de la réforme de l'état et pour la réorganisation de la vie nationale. Mais, aussitôt il a été littéralement assailli par MM. Pribitchévitch et Troumbitch qui l'ont détourné d'agir dans un sens positif. Le rôle de M. Pribitchévitch en cette circonstance a été très caractéristique : s'étant rendu indésirable à Belgrade à la suite de son attitude au cours de l'année 1928, il a reporté tous ses espoirs dans Zagreb. Et comme, de 1918 à 1925, il jouait à Belgrade le rôle d' « expert pour la Croatie », de même à partir de janvier 1929, il se mit à jouer à Zagreb le rôle méphistophélique d' « expert pour la Serbie ». Nous disons méphistophélique, car tout comme après la réalisation de l'Unité nationale (de 1918-1925) il essaya d'armer le bras de la Serbie pour lui faire jouer, à l'égard des Croates, le rôle de Caïn politique, de même, à partir de 1929, il arma le bras de Zagreb et des Croates pour leur faire jouer ce même rôle envers la Serbie. Il semble que le destin ait tracé d'avance le chemin de chaque homme en lui donnant un certain caractère et un certain tempérament. Son ambition a élevé M. Pribitchévitch au rang d'homme politique de premier plan, mais cette ambition devenue maladive a été la cause de sa perte. De monarchiste et centraliste ardent, devenu républicain et fédéraliste, Pribitchévitch n'a pas, comme l'apôtre Pierre, renié le Christ, il s'est renié lui-même et s'est donné, tel un scorpion avec son dard venimeux, la mort politique. A l'heure ac-

tuelle, ses menées d'émigré politique doivent provoquer non seulement la réprobation mais aussi la pitié, car, abandonné de toutes ses troupes politiques, il en est réduit à s'enfoncer de plus en plus dans une situation désespérée. Il en est arrivé à se déguiser, par cruelle nécessité, en démocrate bon teint, et, qui plus est, à s'allier à des communistes avérés ou sympathisants, en espérant qu'avec leur aide, il renverserait le roi Alexandre et deviendrait le premier Président d'une république yougoslave. Evidemment, les communistes rient de lui par derrière !

Dans ces derniers temps, il semblait que Pribitchévitch eût terminé son rôle d' « expert pour la Serbie » et les hommes politiques de Zagreb ne se servaient plus de lui que comme d'un chiffon rouge pour exciter davantage Belgrade. En profitant des difficultés où se trouvait le pays en 1932, à la suite de l'offensive des ennemis extérieurs et de la grave crise économique, le Dr Matchek ne se contenta pas des tentatives insolentes de chantage sur Belgrade et le régime autoritaire, mais il abusa des provocations les plus sanglantes, car les déclarations et les interviews pour lesquels M. Matchek a été tout récemment traduit devant le tribunal et condamné à 3 ans de prison, n'étaient rien moins que la revendication de la division du pays en deux sphères, celle de Zagreb et celle de Belgrade, et de l'organisation dualiste qui aurait pour frontière la ligne Kotor-Zémoun. Ces revendications sont une provocation cynique

à l'égard de Belgrade, de tous les Serbes et du régime yougoslave actuel. Ce n'est nullement une proposition fraternelle qui aurait pour but d'apporter une solution raisonnable et positive au problème des rapports serbo-croates. Faire des propositions semblables, c'est cracher à la figure de la Serbie pour provoquer des représailles brutales.

Le roi Alexandre a établi le régime autoritaire pour donner le maximum de satisfaction à celles des revendications croates qui sont justes, pour trancher le litige serbo-croate en ne faisant appel qu'au sentiment de justice, d'objectivité et à la compréhension des intérêts légitimes des deux côtés. Pour satisfaire avant tout les Croates, le roi a supprimé la Constitution de Vidovdan, a donné à l'Etat le nom de Yougoslavie et a divisé administrativement le pays en 9 banovines. Le roi Alexandre traita les Croates avec tant d'égard et de compréhension que parmi les Serbes le régime autoritaire a été vite qualifié de croatophile. Pour sortir de l'imbroglio serbo-croate, le roi Alexandre a quitté son piédestal royal, est descendu dans l'arène politique, s'est exposé aux attaques, a mis en jeu même les intérêts de sa dynastie. Puisqu'il en était ainsi, la loyauté la plus élémentaire et le bon sens devaient engager les Croates à aider le roi dans l'accomplissement de sa tâche délicate, ce qui leur aurait valu de grands avantages : en appuyant le régime personnel de leur loyalisme et de leur collaboration active, ils auraient obtenu des satisfactions plus

grandes encore que celles qui leur ont été accordées par les actes des 6 janvier et 3 octobre 1929. Si tous les Croates s'étaient groupés autour de leur roi après l'établissement du régime autoritaire, ils l'auraient moralement gagné à leur cause et il leur aurait été facile d'obtenir des autonomies provinciales peu éloignées en fait d'une fédération moderne adaptée aux besoins yougoslaves. Mais, au lieu de conduire les Croates par le chemin d'une sagesse politique dictée par la communauté de sang et par l'absolue identité du destin historique, le successeur de Raditch, le Dr Matchek les a conduit dans une autre voie, la voie du dépit, des provocations et d'une intransigeance insensée. Au moment de la plus profonde détresse, en pleine crise économique, lorsque à l'horizon yougoslave se sont mis à planer tous les oiseaux de proie prêts à la pâture, le Dr Matchek s'est mis à faire une politique de « risque tout », en spéculant dangereusement avec l'avenir et l'existence même des Croates, une politique de provocation et de chantage envers Belgrade, la Serbie et la personne même du roi Alexandre.

On ne peut pas dire que le Dr Matchek et l'état-major de l'ancien parti Raditch aient été des mercenaires au service du fascisme italien comme un Pavélitch et ses compagnons. Cependant, ils aidaient en 1932 indirectement les ennemis extérieurs de la Yougoslavie, qui en réalité menacent davantage les intérêts des Croates que ceux des Serbes. Il serait injuste que le peuple croate ne sup-

porte les conséquences de la politique du Dr Matchek et de ses amis de Zagreb qui n'est pas une politique des paysans, mais des citadins croates. C'est, pour employer les termes de Raditch, « la politique des messieurs corrompus » et de cette Zagreb qui, à plusieurs reprises au cours de l'histoire, a été l'instrument des intérêts d'une caste et des étrangers plutôt que du peuple croate.

***

Cependant, ni Zagreb tout entière, ni toute la bourgeoisie croate n'ont suivi le Dr Matchek et encore moins le Dr Pavélitch. Au contraire, on peut dire que la grosse partie de la bourgeoisie croate conduite par les capitaines d'industrie, les grands financiers et les grands négociants, dès les débuts, a pris place dans les rangs des partisans du régime personnel. La bourgeoisie croate prit cette attitude parce qu'elle était profondément convaincue que l'initiative du roi était salutaire, qu'elle éviterait des troubles sociaux et économiques qui pouvaient résulter de la construction du « superédifice » bourgeois mégalomane et instable dont nous avons déjà parlé. Elle se rangea du côté du régime autoritaire pour cela aussi qu'elle était lasse des excès et de l'incapacité des politiciens yougoslaves qui n'avaient de démocrate que le nom. Mais il faut reconnaître qu'aussi un désir de gain, de profit facile, a déterminé certains éléments de cette bourgeoisie à se jeter dans les bras

du nouveau régime. Et celui-ci, guidé par un esprit très large de concorde nationale et de pacification des esprits, omit de faire une sélection sévère. Le régime autoritaire ouvrit une porte très large de sa maison où tout le monde, sans distinction aucune, pouvait entrer et aussi sortir à son gré. Surtout lorsque la crise économique fit irruption, et lorsque Rome fasciste organisa et équipa les ennemis qui entreprirent un siège en règle de la Yougoslavie, alors certains représentants de la « meilleure société » et de la pseudo-aristocratie de Zagreb et de la Croatie tournèrent le dos au régime autoritaire et à la politique unitaire yougoslave auxquels ils avaient, un peu plus tôt, donné leur appui, pour lesquels ils avaient engagé leur parole et leur signature, et commencèrent cyniquement à flirter avec le dualisme du Dr Matchek. Il y a eu de gros personnages croates qui ont profité du régime autoritaire pour gagner des millions et pour construire des villas luxueuses et des palais, ce qui ne les a point empêchés, peu après, de se laver les mains, comme Ponce-Pilate, sur les destinées de ce régime. De tels agissements ne doivent pas étonner à l'époque où nous vivons !

Le Dr Korochetz, chef des cléricaux slovènes en est un exemple : dans la période de 1918 à 1930, il a pratiqué avec son parti une politique « chrétienne, idéaliste et altruiste » qui consistait à profiter du différend serbo-croate en se rangeant tantôt aux côtés des

Serbes, tantôt aux côtés des Croates, recherchant uniquement un profit pour la province slovène qui devait rester un fief héréditaire des cléricaux slovènes. Pour réaliser le but de cette politique ultra-opportuniste et matérialiste, il a accepté de devenir le président du Conseil après le massacre du 20 juin 1928 dans la Chambre yougoslave, et de représenter ainsi devant la Yougoslavie et l'Europe la « forteresse imprenable » de M. Voukitchévitch. Lorsqu'arriva le moment du régime autoritaire, M. Korochetz ne manifesta aucune répugnance pour entrer dans le gouvernement du général Jivkovitch et il y resta jusqu'au moment où on lui proposa d'entrer avec ses partisans dans la composition du nouveau parti de la « démocratie radicale paysanne yougoslave », devant appuyer le régime autoritaire depuis les élections de 1931. S'apercevant que la crise économique faisait des ravages en Yougoslavie et d'autre part, sentant le vent qui soufflait de la Rome fasciste et papale, le clérical slovène, le Dr Korosetz, ne se contenta pas de quitter le gouvernement, il prit place dans les rangs de l'opposition et publia un memorandum où, à sa manière enveloppé de jésuite, mais tout de même avec assez de clarté, il déclara : La Yougoslavie, les Serbes et les Croates ne m'intéresent pas ! Je ne connais que les intérêts du peuple slovène et je suis pour celui qui groupera tous les Slovènes dans un état et leur accordera l'autonomie, que ce soit Mussolini ou Otto de Hasbourg, peu importe ». Naturellement, cette dé-

claration a été bien comprise et le prêtre Korochetz s'est vu assigner comme résidence forcée une station thermale parce que, naturellement, il était tombé tout à coup malade. Alors il contesta l'authenticité de sa déclaration. Est-ce là, en vérité, une politique chrétienne et hautement morale qui doit édifier le peuple dans le respect des principes éthiques et du dogme fondamental du Christ « Aime ton prochain comme toi-même... » ?

Tout compte fait, durant la crise économique, la bourgeoisie croate et même toute la bourgeoisie yougoslave a été prise de panique et de lâche désarroi dans lequel elle a appliqué la règle bien connue : « Chacun pour soi et Dieu pour tous ». Elle voyait son salut dans le retour aux séparatismes, aux nationalismes particularistes, serbe, croate, slovène. Du reste, c'est actuellement une tendance générale dans la bourgeoisie de tous les pays : le retranchement dans les nationalismes économiques n'en est-il pas la preuve ?

*
**

Et le paysan yougoslave, plus particulièrement le paysan croate, comment a-t-il réagi devant les calamités de la crise économique et devant les attaques des ennemis extérieurs dirigées contre la Yougoslavie et contre son régime personnel ?

Il était déjà acquis à ce régime au cours de 1929 et 1930. Mais, manquant d'expérience et facilement accessible aux rumeurs calomnieu-

ses que colportaient les agents à la solde de l'étranger et les propagandistes du dualisme politique de Zagreb, le paysan croate commença par croire au bruit fantaisiste que Belgrade et le régime autoritaire étaient responsables de la déplorable situation économique du pays et ne sut plus que penser. Ce qui a contribué à provoquer le mécontentement du paysan croate en 1932, ce furent certaines fautes assez graves du régime autoritaire et certaines contradictions qu'il n'a pas su éviter.

Une faute très grave du régime autoritaire fut d'avoir supprimé l'autonomie communale. Lorsqu'on tend vers une renaissance de la démocratie, il faut la renouveler en commençant par la base, par son point de départ qui est la commune. Par une loi appropriée, le régime autoritaire aurait pu retirer à la compétence des communes les problèmes nationaux politiques et leur laisser le pouvoir de trancher les questions purement locales. De cette manière, il ne se serait pas attiré l'animosité et le mécontentement provoqués par la mauvaise gestion de commissaires et des municipalités qu'il avait nommés.

Une faute plus grande encore a été d'avoir omis d'accorder l'autonomie aux banovines, dès la constitution de ces divisions administratives, c'est pourquoi le paysan croate douta de la sincérité du régime autoritaire quant à ses tendances à la décentralisation. La promulgation de la loi établissant la nouvelle di-

vision de l'état en banovines aurait dû être tout simplement retardée jusqu'au moment où la loi sur l'autonomie des banovines et leurs finances autonomes aurait été mise au point; c'est seulement alors que la nouvelle direction du pays introduisant de vraies autonomies provinciales aurait produit des effets bienfaisants à tous les points de vue.

Une erreur du régime autoritaire fut aussi d'avoir voulu contenter tout le monde, d'embrasser tout, car « qui trop embrasse mal étreint ». Il a voulu concilier les hommes et les choses, qui, d'après leur nature, sont absolument inconciliables. Dans tous les gouvernements successifs de régime autoritaire étaient réunis les francs-maçons et des cléricaux; des réactionnaires et des libéraux; les représentants de la bourgeoisie en faillite et de la bancocratie avec les champions de l'idée de justice sociale et de la protection du paysan économiquement faible et manquant d'instruction; les partisans sincères de l'unitarisme yougoslave avec les serbophobes et les croatophobes masqués. Le commandement suprême dans ce régime est unique, les directives du roi sont claires et logiques, mais la mise en œuvre de ces directives montre un certain désordre car, dans cet ensemble bigarré des exécuteurs des volontés du roi, chacun tire de son côté.

Le régime autoritaire a donc fait peut-être plus d'erreurs que ne le permet le proverbe consolant « il n'y a que celui qui ne travaille pas qui ne commet point de fautes ».

Toutes ces erreurs n'eurent pas une influence décisive sur l'état d'esprit du peuple tant que la grave crise économique ne se fit pas sentir; en pleine crise, elles soulevèrent le mécontentement des masses paysannes, surtout des paysans croates directement soumis au travail de sape, de fascisme et du cléricalisme. Dans la seconde moitié de l'année 1932, l'état des esprits en Yougoslavie était vraiment tel qu'il pouvait inquiéter ses amis, et réjouir ses ennemis. Mais tous ceux qui, à ce moment et après, désiraient et pour cela même prédisaient la dissolution de la Yougoslavie, se sont trompés sur leurs prévisions parce qu'ils ignoraient la psychologie des Yougoslaves : quand tout va bien, dans la prospérité et dans des conditions favorables, les Yougoslaves deviennent arrogants et frivoles à l'extrême, comme le prouve leur proverbe : « pain, couche-toi que je n'aie pas à me lever pour te manger »; plongée dans la misère et les calamités, la mentalité yougoslave se régénère, se trempe; quand les Yougoslaves se frappent la tête contre le mur, ce n'est pas le crâne qui se brise mais c'est la raison qui revient !

La vie individuelle des Yougoslaves fournit bien des exemples de la régénération de leurs forces morales dans l'adversité; dans la vie publique, la collectivité yougoslave fait preuve de cette même qualité à la condition d'être guidée par des chefs qui soient à la hauteur de la situation.

Il en fut ainsi à la fin de 1932 : dans le plus

grave désarroi moral et matériel, la Yougoslavie s'est retrouvée elle-même; au moment des plus grandes épreuves, son régime autoritaire, lui aussi, s'est définitivement engagé dans la voie qui conduit sûrement à un avenir meilleur. Jusqu'à 1928, la démocratie conduisait la politique de l'Etat yougoslave dans le sens des intérêts d'une bourgeoisie peu solide et emportée par la mégalomanie; par cette ligne de conduite on a essayé de résoudre toutes les questions les plus pressantes, sociales et nationales, de la Yougoslavie. Les résultats de cette politique ne pouvaient être que négatifs : la ville seule, et nullement les campagnes, étant l'artisan de la différenciation micronationaliste (serbe, croate et slovène) et de la perturbation sociale et économique, il est évident que la politique de l'Etat, conduite sur la voie purement bourgeoise, ne pouvait que creuser davantage l'abîme entre les égoïsmes maladifs et insatiables de ces trois bourgeoisies. Et quand cette politique fit banqueroute (en 1928), le régime autoritaire devait en tirer les conséquences logiques. Les éléments de l'extrême gauche affirment qu'il ne les a pas tirées, professant l'opinion qu'après l'échec de la politique bourgeoise de l'Etat il aurait fallu faire table rase de la bourgeoisie elle-même. Ces derniers oublient que la tentative d'une telle solution radicale, faite par Stambolisky, a jeté la Bulgarie dans un sanglant cercle vicieux d'où elle ne peut sortir même dix ans après la tragédie de Stambolisky. Contraire aux solutions brutales

par sa nature même, le régime autoritaire yougoslave s'est mis, dès son début, à rétablir, par la voie pacifique de l'évolution, l'*équilibre* entre la ville et les campagnes, à introduire l'harmonie entre les tendances vitales de la bourgeoisie et celles des paysans yougoslaves. S'il n'y a pas réussi, c'est de la faute de la bourgeoisie : la crise économique, à son point culminant (en 1932), montra clairement que la bourgeoisie reste encore la cause principale de la cacophonie nationale, économique et sociale, et que dans un état de paysans, comme c'est le cas de la Yougoslavie, la politique de l'Etat ne peut s'appuyer sur une bourgeoisie décadente, sur cet élément de discorde et de dissolution. Une fois cela démontré, le régime autoritaire mène la politique de l'Etat dans le sens de la véritable et nullement démagogique orientation paysanne. Cela ne veut pas dire qu'il se soit acheminé vers une liquidation brutale de la bourgeoisie, mais qu'il a définitivement mis fin à la pratique d'autrefois (ère 1918-1928) qui sacrifiait les intérêts vitaux de la majorité villageoise du pays aux visées mégalomanes de la minorité bourgeoise.

Le développement de la Yougoslavie depuis l'automne 1932 prouve que le régime personnel a bien agi : l'instinct de conservation s'est manifesté, à la fin de 1932, dans la partie de la nation où il est naturellement le plus sain et le plus fort, au sein de la classe paysanne. Le paysan, aussi bien croate et slovène que serbe, a senti, d'une part, que la crise économique

avait un caractère mondial, qu'elle ne résultait pas des erreurs du régime personnel, et d'autre part, que la garantie d'un avenir meilleur se trouvait dans l'intégrité de la Yougoslavie sérieusement menacée par les ennemis extérieurs. Et lorsque cette idée mûrit dans les campagnes, la Yougoslavie passa « eo ipso » le point culminant de sa crise morale et économique : suivant son dicton : « ne te fie qu'à toi et à ton vieux cheval », la Yougoslavie s'est assainie et a renoncé, dans ses bases nationales, à la course vers la fausse grandeur, elles est retournée à sa pauvreté séculaire et s'est rapprochée de la terre nourricière, renouvelant ainsi, comme l'Antée mythologique, ses forces épuisées. Et lorsque le roi Alexandre, faisant appel aux instincts vitaux sains de la nation paysanne, déclara que la Yougoslavie n'avait pas l'intention de provoquer ni d'assaillir personne, mais qu'elle saurait, en cas de nécessité, défendre, les armes à la main, son existence, cette déclaration trouva un tel écho dans les masses paysannes qu'il fut entendu par tous ceux qui, depuis 1928, travaillaient, de l'extérieur, à saper l'intégrité du pays. On a compris en Italie fasciste et ailleurs qu'on ne pouvait pas détruire la Yougoslavie par une action subversive et par l'introduction des machines infernales, mais en risquant des millions de vies humaines dans une guerre à outrance qui amènerait inévitablement un nouveau conflit mondial, danger suprême pour la civilisation contemporaine. Cela compris, les enne-

mis extérieurs renoncèrent à déclencher l'assaut si soigneusement préparé dès 1929 contre la forteresse yougoslave. Ce n'est pas pour cela cependant qu'ils en ont abandonné le siège... Le pacte à quatre, dans sa conception première, ne se présentait-il pas à l'instar d'une galerie de mines devant aboutir au démembrement de la Yougoslavie ?! S'il est devenu, à ce qu'il semble, un instrument de paix, nous le devons surtout à l'influence de deux grandes démocraties, celles de la France et de l'Angleterre.

Nous faut-il encore ajouter que l'ascension au pouvoir du national-socialisme en Allemagne et sa poussée vers le bassin danubien a déterminé un revirement notable dans la politique italienne ? Réaliste par excellence, M. Mussolini doit certainement comprendre que la dislocation de la Yougoslavie amènerait à l'inévitable renouvellement du «Drang» allemand vers le Sud-Est de l'Europe et les rives de l'Adriatique.

Le jour n'est peut-être pas éloigné où la Yougoslavie deviendra un allié précieux pour l'Italie fasciste, menacée par un autre fascisme, supérieur par le nombre et l'organisation, le fascisme allemand...

En tout état de cause, la Yougoslavie est prête à toute éventualité, aujourd'hui plus qu'hier et demain plus qu'aujourd'hui !

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

A l'étranger, on est convaincu que la question de l'accord entre Serbes et Croates est le problème le plus important et le plus douloureux en Yougoslavie. Cete conviction provient de ce que les étrangers ne se mettent en contact direct qu'avec les bourgeois et les intellectuels yougoslaves et ne peuvent, par conséquent, connaître que leur point de vue. Cependant, la Yougoslavie est un pays de paysans (85 % de sa population sont des paysans). Par leur façon de vivre comme par leur façon de penser, le village et la ville yougoslaves sont deux mondes entre lesquels ne règne pas, surtout aujourd'hui, une harmonie parfaite.

Si un informateur étranger pénétrait réellement la vie du village yougoslave d'aujourd'hui, il constaterait que, dans ce village, le sel ou les allumettes sont des objets de luxe; il verrait que le paysan yougoslave vend dix œufs ou un poulet pour un franc, un agneau ou un cochon de lait pour six à sept francs. Si un publiciste étranger séjournait dans un village d'Herzégovine, par exemple, il constaterait que durant trois mois de l'année au

moins, les paysans y se nourrissent de racines, de différentes plantes et de feuilles. S'il voyait cela, il acquierrait, très probablement, la conviction qu'il existe, dans ce pays, des problèmes qui sont tout de même plus importants que celui du centralisme ou du fédéralisme, que celui de la démocratie ou de l'autocratie et même que la question des rapports serbo-croates.

La vie de l'humanité entière est contenue dans la formule « panem et circenses ». Les arts et les sciences, même la philosophie et la religion, ne sont-elles pas des « circenses » auxquelles s'applique et tend, irrésistiblement et instinctivement, l'esprit humain ? Dante avait raison de dire : « l'animo vince ogni battaglia » ; cela néanmoins, le besoin qui prime tout, c'est le pain, et lorsque le pain manque, le besoin de distractions languit, ou bien les distractions dégénèrent.

La question du pain est de la plus grande actualité en Yougoslavie. Si elle était seule dans le monde à être préoccupée de ce problème, cela irait encore. Mais c'est aujourd'hui le problème le plus actuel de centaines de millions d'hommes, de la plus grande partie de la race humaine. Le mal dont souffre la Yougoslavie a un caractère universel, et c'est cette crise économique mondiale avec tous ses symptômes qui, comme une fièvre, la secoue à l'heure actuelle. Bien que cette crise ait, chez nous, certaines causes particulières, elle n'a tout de même pas un caractère spécifique yougoslave : elle est, avant tout, le re-

flet et la manifestation de la crise économique mondiale, de la perturbation générale des fondements matériels et moraux de toutes la civilisation occidentale.

Aujourd'hui, en Yougoslavie, ce qui est malade, c'est tout ce qui est du domaine de la civilisation occidentale : surtout la bourgeoisie et la démocratie qui tirent leur origine de l'Occident. L'organisme de la civilisation occidentale semble frappé d'apoplexie, et il est tout naturel que toutes les parties de cet organisme en ressentent les conséquences, bien que de façon différentes. Tant que la civilisation occidentale sera malade, la Yougoslavie ne pourra, elle non plus, se bien porter, car elle en fait partie, qu'elle le veuille ou non. Si l'Occident guérit, les conséquences bienfaisantes en doivent être ressenties par la Yougoslavie. Que les démocraties occidentales maîtrisent la crise matérielle et morale et, immanquablement, une vie nouvelle, saine et pleine d'élan, reprendra en Yougoslavie !

Par conséquent, le problème des rapports entre Serbes et Croates et, surtout, des rapports entre orthodoxes et catholiques, est secondaire dans la vie actuelle de la Yougoslavie. Ce sont là les « circenses » et non pas le « panis ». Evidemment, lorsque le pain manque, la sérénité d'esprit disparaît, l'homme devient un loup pour l'homme, les Serbes pour les Croates, les orthodoxes pour les catholiques et inversement. Certes, le problème des rapports serbo-croates est plus ancien en date que le problème de la crise économique

mais cette crise, en se greffant, a donné au problème des rapports serbo-croates l'acuité, la sensibilité maladive qu'il n'avait jamais atteintes auparavant. Seuls les hommes dont les affaires marchent toujours et qui mangent à leur faim, peuvent mettre au premier plan la question serbo-croate. Ces hommes ne sont pas touchés par la crise, mais 99 % de la population yougoslave n'est pas dans leur cas. Donner, en Yougoslavie, la primauté aux questions politiques sur les questions économiques, c'est le fait d'une catégorie d'hommes politiques qui, par leur formation, n'ont aucun sens pour les problèmes économiques et sociaux. Malheureusement, beaucoup d'hommes politiques yougoslaves sont à ranger dans cette catégorie : ce sont des égoïstes qui, en dehors de leur personne, ne voient rien; ou bien des hommes qui sont imbus d'un romantisme politique, encore vivace en Yougoslavie car, en cela aussi, on peut le dire, la Yougoslavie est plus près de la queue que de la tête de l'Occident européen.

Nombreux sont les hommes politiques yougoslaves, surtout ceux de l'opposition au régime personnel, qui croient très sincèrement qu'une solution correcte de la question constitutionnelle est la baguette magique avec laquelle on guérirait immédiatement la Yougoslavie de sa crise économique, sociale et morale. Lorsqu'ils proposent l'établissement du dualisme et du fédéralisme, ils croient, et veulent persuader les autres, que le dualisme et le fédéralisme seraient une panacée pour tou-

tes les difficultés, pour tous les maux dont souffre, aujourd'hui, la Yougoslavie. Y a-t-il une conception plus naïve et plus simpliste ? Les Etats-Unis d'Amérique sont une confédération, mais cela ne les empêche pas d'avoir des difficultés pour écarter d'eux la crise économique qui les étouffe. Au contraire, leur organisation fédérative est, sans aucun doute, un obstacle pour combattre la crise, et c'est un besoin impérieux, chez eux, de donner à leur président de larges pouvoirs afin qu'il puisse diriger plus efficacement l'action pour le redressement économique du pays. La république des Soviets est, aussi, un Etat fédéré, mais en ce qui concerne la vie économique et financière, un centralisme poussé à l'extrême y a été établi. Le Reich allemand qui, hier encore, était un état fédéré, a vu son organisation fédérative sacrifiée à l'inexorable nécessité de remédier à une situation économique malsaine qui exige des directives partant d'un seul centre. L'état actuel de l'économie mondiale exige impérieusement la centralisation des rouages les plus importants de l'Etat moderne. Par conséquent, les tendances fondamentales de la vie des Etats modernes sont en opposition avec les conceptions des fédéralistes yougoslaves. Ils ne s'en aperçoivent même pas car, dans leur tête, règnent une confusion et une ignorance incroyables en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux. L'exemple le plus typique nous est fourni par le chef des cléricaux slovènes, M. Korochtz. Forcé d'apporter

des corrections à sa déclaration du 31 décembre 1932 dans laquelle il avait à peu près dit : « La Yougoslavie ne m'intéresse point »... il demande pour la Slovénie une indépendance économique et financière dans le cadre de l'Etat yougoslave. Il oublie, seulement, que la Slovénie est une contrée essentiellement industrielle qui alimente de ses produits toutes les autres contrées yougoslaves et, au surplus, qu'elle fournit aux autres provinces des dizaines de milliers de fonctionnaires, de commerçants, d'artisans et d'ouvriers. M. Korochetz demande donc une organisation de la Yougoslavie qui, tout en accordant l'indépendance économique et financière à sa province slovène, garantirait les positions économiques et personnelles des Slovènes dans les autres banovines de Yougoslavie. Cela est absurde car, si la Slovénie obtenait son indépendance économique dans le cadre de la Yougoslavie, on ne pourrait pas la refuser, non plus, aux autres provinces yougoslaves et il en résulterait que la Yougoslavie serait divisée en trois ou quatre, peut-être même dix citadelles économiques qui lutteraient entre elles en pratiquant le principe : « Mors tua, vita mea »... C'est dans cet état de choses que nous mèneraient les revendications des séparistes yougoslaves, qu'ils soient dualistes ou fédéralistes. Car M. Korochetz n'est pas le seul à demander l'indépendance économique et financière. Lorsque M. Matchek proclame que « le peuple croate veut être libre au sein de la Yougoslavie... » il ne conçoit pas cette

liberté autrement que sous la forme d'une indépendance économique et financière des provinces au delà des rivières Sava et Drina. Bref, à ces Messieurs les séparatistes yougoslaves, les nombreux nationalismes économiques existant, déjà, en Europe centrale ne suffisent pas : ils voudraient augmenter leur nombre et ne voient pas que ce serait là une mort certaine pour les dites contrées.

*
**

Considérée de la perspective historique, la question serbo-croate est déjà résolue dans ses lignes fondamentales :

En s'installant dans les Balkans, les Slovènes et les Croates, de même que les Serbes et les Bulgares, ont commencé par former des états qui tous ont tendu à incorporer le peuple yougoslave tout entier. Dans ces tentatives, ce sont les Etats croate et slovène qui ont montré le moins de vitalité et de force d'expansion, et que la curie romaine, pour obtenir la suprématie sur l'Eglise de Constantinople, a tout simplement étranglés en se servant de la puissance militaire des Francs d'abord, et des Hongrois ensuite. Pendant ce temps, les Etats serbe et bulgare ayant obtenu de Byzance la reconnaissance de leurs églises nationales ont fait preuve de plus de résistance, et ce sont particulièrement eux qui se sont disputé le rôle dirigeant dans le ralliement de tous les Yougoslaves en un seul Etat. Après des vissicitudes diverses, cette lutte en-

tre Serbes et Bulgares se termine, au moyen âge, par la victoire des Serbes. L'Etat serbe du moyen âge eut, non seulement une vie plus longue que les Etats croate et bulgare mais constitua, incontestablement, le point culminant et la manifestation la plus imposante de la force politique des Yougoslaves au moyen âge; lui seul laissa une trace profonde dans le souvenir des masses populaires yougoslaves, servant de thème à la poésie populaire non seulement chez les Serbes et les Bulgares mais aussi chez les Croates et les Slovènes. Ainsi la première période de la vie historique des Yougoslaves marque une avance en faveur des Serbes.

Lorsque se produisit l'invasion turque, ce furent encore les Serbes qui opposèrent le plus de résistance. Au cours des luttes, pendant quatre siècles, ce furent encore les Serbes qui, les premiers, formèrent un état libre : le Monténégro. Ce furent les Serbes qui donnèrent le type légendaire de révoltés contre l'oppression turque (les Haïdouks et les Ouskoks), ainsi que leur épopée héroïque; ce furent les Serbes qui formèrent le noyau de l'organisation des « Confins militaires » (Krajina) et qui fournirent aux Habsbourg et, aussi, à Napoléon un inépuisable réservoir de vaillantes troupes.

Dans cette seconde période de l'histoire, comme dans la première, toujours sur la brèche, les Serbes jouent encore le rôle prépondérant.

Lorsque commença le reflux de l'invasion

turque, la « Choumadia », cœur de la Serbie, fut la première, à l'époque moderne, à consacrer tous ses efforts pour le groupement de tous les Yougoslaves dans un seul état national. Mais le vieil esprit moyennâgeux de rivalité réapparut. C'est Zagreb qui, d'abord, entreprit une offensive politique et culturelle (« l'illyrisme » de Gay et l'idée « yougoslave » de Strosmayer), pour arracher à la Serbie la direction dans l'œuvre d'unité yougoslave. Mais bientôt cette offensive échoua : pour être une rivale digne de Belgrade, Zagreb aurait dû, tout d'abord, secouer le joug de la domination austro-hongroise. Et comme elle n'a pas su ou pu le faire, elle a été éliminée de la compétition, malgré la colère impuissante du verbalisme nationaliste du « Startchévitchanisme ». A ce moment entra en jeu un adversaire bien plus dangereux pour la Serbie : la Bulgarie. Aussitôt après la paix de San-Stéphano et le Congrès de Berlin qui accordèrent aux Bulgares leur indépendance, l'Etat moderne des Bulgares recommença la lutte contre la Serbie pour la primauté dans l'entreprise du groupement de tous les Yougoslaves. Cette lutte rappelle beaucoup les rivalités de l'Autriche et de la Prusse dans le processus de l'union allemande et s'est terminée de la même manière : de même que la Prusse, située plus au centre de la nation allemande, a vaincu et éliminé du Reich l'Autriche, située à la périphérie, de même la Serbie qui occupait la position centrale parmi les Yougoslaves a, après une lutte qui a duré

quarante ans, vaincu et éliminé de l'Etat yougoslave la Bulgarie périphérique.

Dans la troisième et la plus récente époque, le bilan établi montre également un important actif en faveur des Serbes. Même vis-à-vis des Bulgares, qui représentent une composante yougoslave beaucoup plus forte que ne le sont les Croates, les Serbes se sont finalement, après une dure et sanglante lutte de 1878 à 1918, affirmés comme les réalisateurs de l'action pour l'unité yougoslave. Ce rôle de protagoniste ne s'explique pas seulement par le fait que les Serbes occupent une position géographique centrale parmi les Yougoslaves. Ce facteur géographique est très important mais un autre, le facteur psychologique et moral ne lui cède pas en importance. Dès l'origine, toutes les acquisitions réalisées par les Serbes l'ont été après des efforts surhumains. Elles ont exigé le déploiement de toutes leurs forces physiques et morales, et cet effort continu, guerrier et politique, a formé le fond même du caractère serbe, l'a rendu plein d'élan, idéaliste dans les buts nationaux, extrêmement tenace et réaliste dans leur exécution. Par ces qualités du caractère et de l'esprit, les Serbes ont joué dans la vie yougoslave un rôle beaucoup plus important que les Croates, bien avant que ne fût réalisé l'unité yougoslave. Par ces qualités, les Serbes, qu'on le veuille ou non, forment l'épine dorsale de l'Etat yougoslave. Si la Yougoslavie — « dato sed non concesso » — venait à être démembrée, les Serbes, après cela, se-

raient tout de même, dans la vie de l'Europe Sud-Est, un facteur plus important que les Croates. Supposant même que l'ordre social actuel soit profondément bouleversé et que le bolchevisme vienne à régner, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que, dans la nouvelle société socialiste, les Serbes joueraient un rôle plus important que les Croates. C'est un fait que les Croates doivent regarder en face et qui ne peut être modifié par des chicanes stériles. Même la contestation de ce fait représente, du point de vue croate, comme du point de vue yougoslave, un gaspillage inutile des énergies qu'on pourrait utiliser d'une façon beaucoup plus rationnelle (1).

En tant que processus historique, le problème des rapports serbo-croates a, en somme déjà été résolu en 1918, mais il n'est pas entièrement consommé au point de vue spirituel. Il semble que ce soit un phénomène tout à fait normal : l'unité territoriale de l'Italie et de l'Allemagne a été réalisée de 1848 à 1870 et c'est seulement de nos jours que Mussolini

(1) Ces constatations ne veulent pas dire que je sois partisan d'un hégémonisme serbe. L'unitarisme yougoslave que je professe ne donne à la Serbie qu'une position semblable à celle du Piémont en Italie, tandis que les fédéralistes croates, luttant pour que la Croatie prenne une position correspondant à celle de la Bavière en Allemagne, admettent que la Serbie joue en Yougoslavie le rôle hégémoniste de la Prusse. (Remarque de l,auteur.)

et Hitler, par des dictatures fascistes, construisent des unités spirituelles définitives.

Durant les deux à trois décades qui ont précédé la guerre mondiale, la presse de Vienne et de Budapest, à la solde de l'impérialisme austro-hongrois, représentait la Serbie et Belgrade comme très inférieures au point de vue moral et culturel. Cette presse a eu une grosse influence sur la formation de l'opinion à Zagreb qui, durant des siècles, n'a été qu'une succursale intellectuelle de Vienne et de Budapest. Pourquoi s'étonner alors de l'attitude d'une partie de la caste politique de Zagreb qui demande une organisation de l'Etat telle qu'elle préserverait les provinces ayant jadis appartenu à l'Autriche de la soi-disant « infériorité » des Serbes (1) ? N'est-ce pas une preuve éclatante que le vieux poison injecté par Vienne et Budapest n'a rien perdu de sa virulence de Zagreb ?

Depuis l'établissement du dualisme dans la monarchie des Habsbourg (1867), Budapest était un des plus grands refuges de corruption de toute l'Europe centrale. Et tout en jetant quelques miettes de sa table bien servie à Zagreb, Budapest trouvait son compte en flétris-

(1) Il n'y a pas en Europe centrale et orientale une seule bourgeoisie nationale qui ne se dise « supérieure » aux autres ! Il n'est donc pas étonnant que les Croates, eux aussi, insistent sur la soi-disant supériorité de la culture croate sur la culture serbe. Sans renoncer à être un bon Croate, je dois avouer que je ne vois pas en quoi consiste cette supériorité.

sant « la corruption des tsintsars et des Orientaux » de Belgrade.

Zagreb s'est empressée d'avaler cette calomnie, et l'a répétée à satiété comme une leçon bien apprise. Cependant, durant la guerre et après, cette même Zagreb est passée maîtresse dans l'art de la corruption et aurait pu en remontrer à Belgrade sous ce rapport. Certes, il serait exagéré de dire que Belgrade et Zagreb se soient plongées jusqu'au cou dans la corruption. Les éléments malsains y sont pourtant nombreux et nous pouvons noter une différence entre les corrupteurs de Zagreb et ceux de Belgrade. Les derniers nommés considèrent l'Etat et le peuple comme une vache à lait qu'on peut traire jusqu'à la dernière goutte de lait, mais alors ils laissent la vache se reposer et refaire son lait, tandis que les corrupteurs de Zagreb n'ont pas cette mesure : après avoir retiré tout le lait, ils sont prêts, dans leur insatiabilité, à tuer la vache. La plus grosse affaire de corruption en Yougoslavie est celle du trafic des livrets de dépôt de « La première caisse d'épargne Croate », banque la plus importante de Zagreb et de toute la Yougoslavie. Profitant du moratoire que cette banque immobilisée a obtenu du gouvernement vers la fin de 1931, toute une organisation de parasites de Zagreb achètent des livrets de dépôt à 30 ou 40 % de leur valeur nominale, et les revendent à 60, à 70 et même à 90 %. De cette façon, les petits épargnants des villages et des bourgades croates ont été *frustrés* d'un demi-

milliard de dinars. Naturellement, cela retombe encore sur le dos de Belgrade, car les Croates ont l'habitude héréditaire de chercher la cause de leurs malheurs en dehors d'eux-mêmes et voient la paille dans l'œil de leurs frères, tandis qu'ils ne voient pas la poutre dans leur propres yeux.

Le Dr Matchek, le Dr Troumbitch et toute la « belle compagnie » de Zagreb demandent l'organisation dualiste de la Yougoslavie avec la ligne Kotor-Zemoun pour frontière. On pourrait peut-être croire que c'est une conception originale. Mais non : c'est la copie servile du modèle austro-hongrois. Ce serait donc, s'il en était besoin, une preuve de plus que la contagion austro-hongroise agit toujours dans les esprits et dans les cœurs des politiciens de Zagreb, bien que le dualisme austro-hongrois soit le plus puissant argument contre tous les dualismes en général. D'ailleurs, moins que tout autre pays la Yougoslavie offre un terrain favorable pour l'expérience dualiste: se trouvant à un des carrefours de l'Europe les plus importants et les plus fréquentés au cours de l'histoire, la Yougoslavie serait en danger permanent de se disloquer, par suite de la pression des forces étrangères supérieures (des Allemands et des Italiens surtout), si elle possédait deux centres comme une ellipse.

Tout récemment, les hommes politiques de Zagreb ont de nouveau enfourché leur grand cheval de bataille, l'argument historique, afin de justifier les revendications dualistes et tria-

listes. Ces grands esprits ont inventé des termes comme « l'individualité national-politique » et « l'individualité historico-politique », et ils ont arrangé toute l'histoire yougoslave à l'usage de ces pauvres individualités (1).

Croire que ces libertés prises avec la vérité historique constituent une spécialité croate, serait une erreur. Il s'agit là d'une épidémie dont la Hongrie est la patrie d'origine et qu'on y rencontre à l'état *endémique :* pour justifier la domination de la minorité hongroise sur la majorité des Slaves et des Roumains, sur le territoire allant des Carpathes à l'Adriatique (appelé « les pays de la couronne de St-Stéphane »), les Hongrois se sont toujours servi, et se servent encore, de l'argument historique rappelant l'époque lointaine (du X^e^ au XIII^e^ siècle) où des hordes de cavaliers hongrois, encore barbares, envahissaient et pillaient, sans être inquiétés, la vaste plaine de Panonnie et les contrées avoisinantes. Pendant huit siècles, les Croates ont subi la domination hongroise; par conséquent, il n'est pas étonnant que la politique de la bourgeoisie de Zagreb, et surtout son nationalisme anachronique, se soient laissés pénétrer par l'esprit hongrois et par son argument « du droit historique », et que cette contagion spirituelle n'ait pas encore disparu quinze ans après la

(1) N'ayant pas d'individualité personnelle certains de ces Messieurs espèrent y atteindre en luttant pour les individualités « historico-politiques » et « national-politiques ».

réalisation de l'unité yougoslave ! D'ailleurs, il n'y a rien de plus absurde que la revendication d'organiser la Yougoslavie sur la base des « individualités historico-politiques ». Si on adoptait cette thèse, il faudrait avant tout ressusciter la République de Raguse car elle était durant huit siècles, à tous les égards, la plus parfaite « individualité historico-politique » au Sud slave. Dans ce cas, il faudrait aussi démembrer la Slovénie (l'actuelle Banovine de Drava avec Lioubliana comme chef-lieu) en trois parties (Carniole, Styrie et Carinthie), car la Slovénie, dans le passé, n'a jamais formé « une individualité historico-politique ».

Si on prenait pour base de l'organisation de l'Etat yougoslave « l'individualité national-politique », il faudrait inventer aussi « l'individualité national-politique » des musulmans bosniaques — l'Autriche a, en effet, essayé de créer artificiellement, après l'occupation de la Bosnie Herzégovine en 1878, une « nationalité bosniaque » — car, en majorité, les Musulmans bosniaques, par leurs sentiments et par leur attitude dans le passé, ne sont ni Serbes ni Croates mais, tout simplement, des Yougoslaves qui n'ont pas eu le bonheur (ou le malheur !) d'être atteints par les micronationalismes croate ou serbe.

La Yougoslavie existe depuis quinze ans, mais sa classe dirigeante est composée de la génération bourgeoise qui, par ses idées, appartient à l'époque de 1870 à 1905, l'époque où il semblait que les Serbes et les Croates (et

dans une moindre mesure les Slovènes) pouvaient être des « partes pro toto » et des « individualités national-politiques » parfaites. La vie a démenti cette erreur; douze siècles de l'histoire yougoslave (670-1870) la combattent; le fait même de l'unité yougoslave prouve le contraire, c'est-à-dire que les Serbes, Croates et Slovènes ne sont que « partes totius », les parties composantes de l'individualité nationale yougoslave, de la nation yougoslave. Mais ces idées du passé sont encore vivaces. Elles évoluent beaucoup plus lentement que les conditions matérielles de la vie. Et sur cette psychologie retardataire sont en train de miser aujourd'hui, non seulement la Rome fasciste et papale, mais aussi la bourgeoisie de Zagreb, égoïste et anationale. C'est là le secret de l' « imbroglio » serbo-croate.

*
**

Bien que dans ses lignes fondamentales la question des rapports serbo-croates soit résolue, elle aura, pendant assez longtemps encore, une forte résonnance dans la vie politique de la Yougoslavie, car elle est de ces problèmes que le temps seul peut résoudre : il faut beaucoup de temps pour coordonner les forces qui composent la Yougoslavie et pour faire occuper à chacune d'elles sa juste place; il faudra du temps pour que disparaissent certaines illusions et certains préjugés qui dominent les esprits en Yougoslavie.

Une de ces illusions aggravées par le matérialisme de notre époque est la foi aveugle de tous les peuples jeunes et manquant d'expérience politique en la puissance miraculeuse des institutions. On ne saurait contester l'importance des institutions dans la société humaine. La qualité du vin dépend, dans une large mesure, du récipient dans lequel on le garde; de même, les institutions influent incontestablement sur la formation de la mentalité d'une société. Mais très souvent la société et sa mentalité sont plus fortes que les institutions et parviennent à leur imposer leurs marques.

Durant cinq siècles entiers, la grande majorité des Serbo-Croates ont passé leur vie à faire la guerre et surtout à prendre part à une « guerilla » qui, par la durée et l'intensité, est unique dans l'histoire des peuples. Cette pratique plusieurs fois séculaire de guerres et de guérillas a influé sur la mentalité serbo-croate dans un sens positif, mais dans un sens négatif aussi. Si l'on considère les conditions de la vie moderne, les conséquences négatives sont les plus importantes. Cette façon de vivre n'a pas développé chez les Serbo-Croates le goût du travail intensif car elle a demandé par moment des efforts surhumains qui ont été suivis de longues périodes d'inactivité; cette vie guerrière n'a pas agi favorablement pour développer leur sens de l'économie systématique. Le danger perpétuel, les péripéties de luttes, l'insécurité du lendemain et de la fortune personnelle et familiale, — toutes ces

circonstances ont conduit les Serbo-Croates à ne point tendre vers l'économie de leur force vitale, de leur santé pas plus que vers l'économie de leurs biens matériels. Or, la civilisation se base en premier lieu sur le travail intensif et sur l'économie systématique des biens matériels, moraux ou intellectuels. C'est cela que doivent apprendre les Serbo-Croates contemporains, surtout la classe instruite, puisque les intellectuels sont « le sel » de la terre. C'est dans ce sens que doit être dirigé l'effort pour la transformation de la mentalité serbo-croate, et c'est là le gage du redressement et de guérison complète, non seulement dans le domaine économique et social, mais aussi dans le domaine des rapports politiques entre Serbes et Croates. D'ailleurs l'instinct de conservation incite les Serbes et les Croates à estimer de plus en plus que le travail et l'économie sont les principes fondamentaux sur lesquels doit reposer toute vie individuelle et collective. Ce dont les Serbo-Croates ont besoin, pour accomplir cette évolution d'esprit nécessaire, c'est de la paix et de la paix seulement. Et l'assurance d'une paix réelle dépend de l'Europe, surtout des démocraties occidentales.

Cependant, il y a dans les pays de l'Occident, non seulement des hommes politiques mais des groupements politiques entiers qui croient de leur devoir de troubler la sérénité de la Yougoslavie et de toute l'Europe centrale. Il y a, en Angleterre et en France, des facteurs politiques influents qui regret-

tent la disparition de l'ancienne Autriche-Hongrie et qui travaillent à sa résurrection, en accordant leur sympathie aux efforts qui tendent à détacher de la Yougoslavie les contrées croates et slovènes pour les incorporer dans une nouvelle fédération danubienne sous le sceptre des Habsbourg.

L'Autriche est morte d'une mort naturelle : elle s'est disloquée en octobre 1918, tandis que ses armées se trouvaient encore sur les territoires étrangers. Et la victoire italienne de Vittorio Veneto, au commencement de novembre 1918, n'a été autre chose qu'un coup porté à un corps que l'âme avait déjà quitté. Pas un seul d'entre les peuples qui composaient l'Autriche n'a été affligé de sa mort. Au contraire, tous ces peuples ont été heureux de pouvoir enfin se dire adieu les uns aux autres. La chute de l'Autriche n'a affligé que la classe de ses dirigeants, la famille régnante des Habsbourg et les féodaux autrichiens et hongrois qui, par là, perdirent de riches sources de profit. Pas un seul parmi les peuples qui composaient l'ancienne Autriche ne désire son rétablissement, de sorte que cette tentative ne serait qu'un essai pour ressusciter un cadavre qui, depuis longtemps, est tombé en putréfaction. Cette tentative amènerait, fatalement, une conflagration, une nouvelle guerre européenne : les peuples de l'Autriche qui se sont pacifiquement séparés après sa mort seraient jetés dans une guerre où ils s'extermineraient les uns les autres. Car il est hors de doute que les Tchécoslovaques, les Polonais, les

Roumains et les Serbes s'opposeraient les armes à la main à toute tentative qui aurait pour but de leur imposer de nouveau un joug politique et économique de la gentry hongroise et des hobereaux autrichiens.

Et les Croates ? Est-ce qu'ils courberaient la tête de leur propre gré pour qu'on leur mette à nouveau le joug de la domination de la classe parasitaire des féodaux austro-hongrois ? Celui qui le croit se trompe fort. Tout en ressemblant à une famille dont les membres ont la mauvaise habitude de se quereller à propos de tout et de rien, les Serbocroates forment une famille qui se montrerait unanime et combattrait résolument ceux qui essaieraient, du dehors, de briser sa communauté. Dans les villages yougoslaves, à travers toute la Yougoslavie, dans les villages serbes comme dans les villages croates ou slovènes, on peut voir le spectacle suivant : presque tous les dimanches et jours de fête, les jeunes gens des villages, échauffés par le vin et par la rivalité d'amour, en arrivent aux coups. Mais si quelqu'un d'étranger au village se mêle à leurs règlements de comptes, il s'en repent bien vite : les jeunes paysans oublient immédiatement leurs querelles et tombent sur lui à bras raccourcis, même si les motifs de son intervention sont désintéressés. Cette coutume populaire viendrait en vigueur si un tiers essayait de séparer les Croates des Serbes. L'unité yougoslave est le résultat d'un développement historique naturel et qu'on ne peut pas arrêter. Vouloir briser cette unité,

c'est vouloir imposer à un cours d'eau de remonter à sa source. Contre un semblable attentat à la nature se lèveraient non seulement tous les Serbes et tous les Slovènes mais aussi la Croatie populaire tout entière. Même si les Croates, après une guerre perdue, avaient été replacés de force dans un « condominium » austro-hongrois, dont la nouvelle formule trialiste : Autriche-Hongrie-Croatie n'est qu'un euphémisme, la paix et la tranquillité ne pourraient plus régner en Europe Centrale : l'irrédentisme serbe et croate mènerait une lutte sans merci contre cette nouvelle formation ! Et s'il n'y avait pas d'autre issue, les Croates eux-mêmes inviteraient les Allemands à s'installer sur les bords de l'Adriatique. S'il leur fallait choisir entre les dominations italienne, hongroise ou allemande, les Croates choisiraient cette dernière, consentiraient plutôt à l' « Anschluss » à l'Allemagne, accepteraient plutôt de servir comme un pont pour le « Drang nach Osten » des Allemands, que de devenir les vassaux de l'impérialisme italien et hongrois. De tous leurs anciens maîtres les Croates estiment davantage les Allemands; s'il fallait absolument qu'ils vivent en dehors de la Yougoslavie, ils iraient se souder aux Allemands. Cette prédisposition est profondément ancrée dans l'âme du paysan et du citadin croate, et de cela devraient tenir compte sérieusement tous ceux parmi les Anglais et les Français (et, bien entendu, M. Mussolini) qui croient qu'ils pourraient dormir sur leurs deux oreilles après avoir réalisé la com-

binaison de l'Etat trialiste : Autriche-Hongrie-Croatie. Ce monstrueux « regnum tripartitum » finirait un beau jour de la manière suivante : l'Autriche et la Croatie, sans consulter le troisième partenaire, la Hongrie, ni leur protecteur commun, l'Italie, se placeraient dans le cadre du Reich allemand.

Ce qui précède ne signifie nullement que les Croates, et les Yougoslaves en général, soient hostiles à toute collaboration entre les peuples qui formaient l'ancien empire austro-hongrois. Une collaboration économique entre eux est souhaitable aussi du point de vue yougoslave, mais à la condition du respect total de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des états nationaux successeurs de l'Autriche-Hongrie. Dans une époque lointaine, une collaboration économique des états danubiens évoluerait naturellement vers une coopération politique respectant les intérêts nationaux des parties contractantes.

*
**

La démocratie, de même que son principal artisan : la bourgeoisie, n'ont pas poussé encore des racines profondes dans les pays de l'Europe centrale et orientale. C'est pourquoi, lorsque se produisit la crise de la civilisation occidentale, la bourgeoisie et la démocratie ont commencé, plus vite qu'ailleurs, à perdre du terrain dans les pays de l'Europe centrale et orientale et à retourner vers leur point de départ, vers les pays qui les ont vues éclore.

Ce recul ne doit pas être forcément définitif ni même durable. Personne ne peut encore dire si l'Europe centrale et orientale tombera dans la barbarie, si elle édifiera une civilisation nouvelle, ou bien si elle sera de nouveau reconquise par un reflux de la civilisation occidentale. Il y a dans ces pays de nombreux faits qui fournissent des arguments en faveur de chacune de ces trois hypothèses.

Sur la vaste étendue qui va de l'Oural au Rhin, nous avons la situation suivante : son immense partie Est est sous la dictature bolcheviste; les parties de l'Ouest sont le domaine de la dictature fasciste (fascisme italien et national-socialisme allemand); entre l'Ouest et l'Est se trouve la mosaïque des petits Etats où la démocratie expire plus ou moins lentement et où la lutte est engagée, en réalité, entre le fascisme et le bolchevisme. Comment aurait-il pu en être autrement quand ces Etats se trouvent entre le marteau bolchevique et l'enclume fasciste ?

La lutte entre le bolchevisme et le fascisme a commencé depuis longtemps en Yougoslavie, peu après sa formation. Le sixième de l'Assemblée Constituante, élue à la fin de 1920, était communiste. Leur opposition rendait impossible tout travail positif et leur action dans le peuple avait un caractère purement révolutionnaire et terroriste. Les communistes ont organisé, en pleine ville de Belgrade, en 1921 un attentat contre le roi Alexandre et contre Pachitch, attentat qui n'a pas réussi. Leur second attentat, en 1922, a coûté la vie

au Ministre de l'Intérieur, M. Drachkovitch, assassiné par le communiste Aliagitch. Cela a provoqué la promulgation de la loi sur la protection de l'Etat (« Obznana ») qui ordonna la dissolution du parti communiste et l'invalidation des députés communistes à l'Assemblée Constituante. L'organisation des communistes et son action dans le peuple furent interdites désormais. Mais, en maîtrisant par la force et en écrasant le communisme, la démocratie yougoslave glissa insciemment vers le fascisme. Seulement, ce fascisme yougoslave présentait un caractère particulier : il se mit en accord avec la mentalité politique particulariste et individuelle des Yougoslaves. Et au lieu d'un mouvement fasciste unique, presque tous les partis yougoslaves commencèrent à créer, en 1923 et 1924, leurs organisations de jeunes gens (les déjà citées « Orjuna », « Srnao », « Hanao » etc.) qui étaient, en réalité, leurs troupes de choc pour terroriser leurs adversaires politiques.

Bien que chaotique, le fascisme a donc poussé spontanément en Yougoslavie et a progressé rapidement : la démocratie yougoslave se développait dans le sens d'un fascisme qui différait du fascisme italien et allemand parce qu'il revêtait tous les traits caractéristiques des Balkans.

Ce fut le roi Alexandre qui coupa court à ce processus de dégénérescence de la démocratie yougoslave et son enlisement dans le fascisme. Cependant, comme nous l'avons dit, le roi Alexandre n'a pas agi avec l'intention

d'établir son propre fascisme mais uniquement pour créer, au moyen du régime autoritaire, les conditions de guérison de la démocratie yougoslave, afin de la rendre apte à conduire les affaires du pays, sans tomber dans les excès, soit bolcheviques, soit fascistes.

Depuis 1929, le roi Alexandre, grâce à son autorité personnelle et grâce à l'organisation de toutes les forces nationales, tient en Yougoslavie la tête du mouvement contre le bolchevisme et contre le fascisme. C'est une situation paradoxale, sans doute, mais qui n'a pu être différée plus longtemps puisque la démocratie yougoslave ne s'est pas montrée à la hauteur de sa tâche.

Si le roi Alexandre avait été un despote né, enclin à la violence, il aurait trouvé, dans le fascisme, l'issue de cette situation. Mais, par son éducation et par sa mentalité, par ses idées et ses goûts, il est aux antipodes des méthodes fascistes et bolchevistes. Il croit fermement en la civilisation occidentale et en la démocratie, il pense qu'incessamment un reflux de la démocratie occidentale doit se produire. Le fascisme italien a beau s'acharner contre le régime et l'existence même de la Yougoslavie, le roi Alexandre ne cède pas et garde fermement la position qu'il a prise. D'autre part, c'est le bolchévisme qui ne chôme pas et qui, par son action souterraine, s'efforce de détruire le régime autoritaire et l'intégrité de la Yougoslavie. Mais, contre lui aussi, le régime autoritaire défend la Yougoslavie avec tenacité et succès.

Toute la vie historique des Yougoslaves s'est écoulée aux confins de l'Occident et de l'Orient européens, sur un terrain où se rencontraient et luttaient, d'abord, l'église orthodoxe et le catholicisme romain et, plus tard, l'Islam et la Chrétienté. Tout le territoire yougoslave (et non pas uniquement la ligne Kotor-Zemoun de M. Matchek) a été le champ où se livra la bataille gigantesque entre Occident et Orient, bataille dans laquelle les Yougoslaves ont payé un lourd tribut de sang. Un cruel destin a voulu que le peuple yougoslave, même après la réalisation de son unité nationale, soit de nouveau *crucifié* sur ce carrefour : d'un côté il est envahi par la vague océanique du bolchevisme et, de l'autre, il est battu par la vague méditerranéenne du fascisme. Sous ces coups, venant des deux côtés, la démocratie yougoslave s'est affaisée et c'est le roi Alexandre lui-même qui a pris en main son drapeau et mène le combat pour elle. C'est un combat des plus durs car les adversaires sont très forts, et il faut de grandes qualités d'abnégation, d'énergie et d'héroïsme pour tenir jusqu'au bout. Le roi Alexandre défend avec tenacité cette place investie de tous côtés qu'est aujourd'hui la Yougoslavie; il espère que l'Occident démocratique lui apportera son aide pour repousser également le bolchevisme et le fascisme, pour établir en Yougoslavie une véritable démocratie constructive.

Personne ne peut évidemment demander aux démocraties occidentales d'avoir des sen-

timents de sympathie débordante pour le régime autoritaire. Il serait absurde aux républicains français de s'enthousiasmer pour une monarchie et même pour le régime autoritaire qu'elle a introduit. Ce serait également un non-sens que d'exiger des Anglais, qui ne peuvent concevoir la vie politique sans parlementarisme, qu'ils se pâment d'admiration devant un régime autoritaire dans les Balkans. Il n'est que trop naturel que les démocraties française et anglaise ne portent pas aux nues le régime yougoslave. Sans demander de tels sentiments, le roi et le peuple yougoslaves attendaient que les démocraties française et anglaise ne se refusent pas à faire l'effort intellectuel nécessaire pour comprendre la véritable situation de la Yougoslavie, surtout lorsque cet effort est dans l'intérêt de la démocratie, de l'existence de la Yougoslavie et même de la paix de l'Europe. Mais nous attendons vainement cet effort de compréhension. L'état actuel de la Yougoslavie est jugé dans les pays de l'Occident selon des méthodes désuètes, par un certain doctrinarisme et par une inertie intellectuelle qui sont, tout autant que la crise économique et morale, les fléaux de notre époque. On oublie, en Occident, que la Yougoslavie se trouve dans les Balkans, qu'elle est un Etat né d'hier à sa vie nouvelle et qu'elle ne se trouve pas dans la situation géographique et historico-politique d'un Danemark, d'une Hollande, d'une Suède ou d'une Norvège, que les Yougoslaves sont un peuple jeune, impulsif comme tout

peuple méridional, nullement comparable aux Anglais ni aux Français qui, eux, sont mûris par une longue expérience politique et ont acquis le sens de la mesure.

Vers la fin de 1932 et dans les premiers mois de l'année 1933, la situation intérieure et extérieure de la Yougoslavie était vraiment très grave. C'est alors que la Yougoslavie avait le plus grand besoin de l'aide et du soutien moral des amis ! Mais c'est précisément alors que la majeure partie des démocraties anglaise et française montra une attitude d'entière incompréhension qui menaçait fortement les intérêts vitaux de la Yougoslavie et le maintien de la paix européenne :

Lorsque M. Mussolini et le fascisme ont porté les derniers coups à la démocratie italienne, l'opinion publique anglo-saxonne a commencé à traiter la dictature de Mussolini, non seulement avec égard, mais avec une sympathie visible. Les Anglo-Saxons se disaient : « Pour nos pays, le fascisme est un système politique inacceptable; mais, correspondant aux besoins du peuple italien, il lui est même nécessaire, il a donné incontestablement des résultats positifs, et c'est pourquoi nous devons compter avec lui et entretenir des rapports normaux. D'ailleurs, l'organisation intérieure que peut se donner un Etat ne nous regarde point ». En 1932, le représentant le plus en vue de la démocratie française, M. Herriot, a fait sien ce point de vue anglo-saxon (voir le discours prononcé au Congrès du parti radical-socialiste à Toulouse), et pres-

que toute la France bourgeoise et républicaine s'est déclarée d'accord avec cette façon de voir qui est, au fond, parfaitement juste. On aurait pu s'attendre à ce que ce point de vue fût appliqué aussi au régime autoritaire yougoslave, d'autant plus que ce régime ne tend pas à abattre à jamais la démocratie yougoslave : sans ménager ses efforts pour défaire le nœud gordien que la démocratie a embrouillé en 1928, il a l'intention bien arrêtée de lui céder la place après avoir déblayé le terrain et opéré le redressement. Mais, juste au moment où le régime autoritaire yougoslave a procédé à sa liquidation sans heurts, en rétablissant le parlementarisme, mitigé il est vrai, en ramenant graduellement le pays vers la vie démocratique, c'est alors précisément qu'une partie de l'opinion publique anglaise et française attaqua, avec plus d'acharnement, le régime et le roi Alexandre lui-même. Ainsi, d'un côté, une extrême tolérance, de la condescendance, même de la sympathie pour le fascisme, alors qu'il a enterré la démocratie en Italie, et de l'autre côté, une agressivité véhémente envers le régime autoritaire yougoslave, au moment même où ce dernier s'acheminait vers le rétablissement progressif des institutions démocratiques ! Où est la logique et l'esprit de suite?

MM. Wickham Steed et Seaton Watson, deux vrais amis de la Yougoslavie, attiraient, vers la fin de 1932, l'attention sur la conspiration fasciste contre l'exitence même de la Yougoslavie, mais en même temps repré-

sentaient le régime autoritaire yougoslave comme une menace pour la paix de l'Europe et comme l'instrument de l'hégémonie brutale panserbe. Comment expliquer cette attitude paradoxale ? Ne se rendraient-ils pas compte qu'ils envenimaient le différend serbo-croate en encourageant l'extrémisme de Zagreb, et qu'ils apportaient, en fait, une aide précieuse au fascisme italien dans son œuvre anti-yougoslave ? MM. Steed et Watson, comme beaucoup d'autres amis yougoslaves, « à cause de Pierre tuaient Saint-Pierre » ; ils attaquaient, jusqu'à ces derniers temps, le régime autoritaire yougoslave sans s'apercevoir qu'ils minaient les fondements mêmes de la Yougoslavie ! Ne voyaient-ils pas que la Yougoslavie était de nouveau crucifiée au carrefour, que son âme et son corps étaient écartelés par le fascisme d'un côté et par le bolchevisme de l'autre ?!

*
**

Les socialistes occidentaux vivent dans l'illusion que la Yougoslavie deviendrait tout d'un coup un pays de Cocagne si le régime autoritaire et la monarchie venaient à s'écrouler et si la démocratie républicaine intégrale y prenait le pouvoir.

Ce qui est arrivé aux socialistes de tous les pays de l'Europe après la guerre est-il une ironie du destin ? Ils combattent sincèrement toutes les dictatures et, en réalité, par leurs erreurs et leurs fautes, ils font, dans tous les

pays, le lit des dictateurs. Ce rôle néfaste, le socialisme l'a joué en Russie en 1917, en Italie en 1919-1922 et en Allemagne de 1918 à 1933. Serait-ce, peut-être, parce que les socialistes interprètent de telle sorte le matérialisme historique qu'il leur faut vivre politiquement au jour le jour, sans voir plus loin que leur nez, et faire de la politique en éliminant au préalable tout souci de prévision? Quoi qu'il en soit, dans l'intérêt de la justice sociale, dans l'intérêt de l'humanité qui a assez souffert, il est grand temps que les socialistes se débarrassent de la tactique basée sur ce que « le désir est le père de la pensée », et il est grand temps pour eux de regarder une bonne fois la réalité en face. Et la réalité, la voici :

Dans tous les pays où, pendant la guerre ou après, la monarchie a été abattue, qu'elle fût constitutionnelle ou autocratique, il en est résulté une situation intérieure désespérée dont la seule issue possible était la dictature. (La Tchécoslovaquie est, encore, la seule exception, mais jusqu'à quand ?). Le déroulement des événements en Russie, Allemagne, Pologne, Hongrie, Autriche et Turquie parle avec éloquence en faveur de cette constatation. Et la Grèce ? Et l'Espagne ? Seuls leurs ennemis peuvent souhaiter aux peuples grec et espagnol le paradis républicain dont ils jouissent en ce moment. Depuis l'établissement du régime républicain, la Grèce a déjà eu cinq ou six coups d'Etat, et en Espagne il y en a eu aussi un. Au-dessus des luttes des

partis, en Grèce et en Espagne, est constamment suspendue l'épée de Damoclès de la dictature militaire. Ces deux pays s'enfoncent de plus en plus dans le désarroi et dans la désagrégation économique et sociale. Et si la « Sainte Alliance » des trois démocraties occidentales ne met pas une fin à la crise économique mondiale, il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que dans un an, au plus tard, la Grèce et l'Espagne tomberont dans la révolution sociale et dans une dictature de fer, qu'elle soit de gauche ou de droite.

Qu'est-ce qui arriverait à la Yougoslavie qui, située au carrefour le plus fréquenté de l'Europe, se trouve dans une situation géo-politique bien moins favorable que la Grèce et l'Espagne, si son régime autoritaire et la monarchie venaient à s'écrouler ? La fameuse « âme slave » et la « nature douce » des Yougoslaves déchaînées donneraient pleine satisfaction à la myopie des socialistes des pays occidentaux : Après la chute du tsarisme, Kerinsky a régné pendant huit mois ; en Yougoslavie, après la débâcle du régime autoritaire, ce qui équivaudrait à la chute de la monarchie, le régime démocratique ne pourrait pas se maintenir pendant seulement huit semaines. En Yougoslavie, tous ceux qui ne sont pas pour les extrémistes bolcheviste ou fasciste sont pour le roi Alexandre, même lorsqu'ils n'approuvent pas tous les actes du régime autoritaire. Si ce régime personnel venait à tomber, il entraînerait dans sa chute, avec la monarchie et le roi Alexandre, toutes

les forces politiques qui, à l'heure actuelle, luttent contre le bolchevisme et le fascisme. Le régime autoritaire une fois battu, le terrain serait déblayé en Yougoslavie pour l'expérience bolcheviste ou fasciste ou pour toutes les deux simultanément. Evidemment, les chefs de l'opposition actuelle sont fermement convaincus que leur prestige personnel suffirait à sauver le pays de la dictature bolcheviste ou fasciste et à le conduire dans une Arcadie démocratique. Bienheureux ceux qui croient ! Est-ce qu'en Russie, les hommes comme Goutchkov, Milioukov, Kerensky, Tchernov, Tsérételli, Tchéïdzé, Pléchanov et Savinkov ne se berçaient pas des mêmes illusions ? Ils se sont trompés lourdement, bien que ces chefs de la démocratie russe fussent, aux points de vue intellectuel et moral, incomparablement supérieurs aux Stanojévitch, Davidovitch, Matchek, Troumbitch, Korochetz, Spacho et Pribitchévitch. Les chefs de l'opposition bourgeoise en Yougoslavie vivent dans la conviction qu'ils ont avec eux tous les mécontents du régime autoritaire et que tous ces mécontents sont prêts à les suivre docilement. C'est là une erreur énorme. Le mécontentement actuel en Yougoslavie est un volcan qui couve; l'activité de ce volcan ne dépend pas des éléments bourgeois. Ce qui lui donne son dynamisme, c'est un assez fort pourcentage de déclassés, du « Lumpenprolétariat » et de prolétaires intellectuels, surtout parmi les jeunes. En Yougoslavie, comme dans tous les pays de l'Europe

centrale et orientale, tout régime, fût-il bolcheviste, aura pendant longtemps encore à résoudre le problème qui a été posé par la formation d'une lie de la société composée d'individus ruinés moralement et matériellement pendant la guerre et pendant la crise économique qui l'a suivie, d'une lie qui remonte à la surface et jette le trouble dans la vie sociale et politique. Il est illusoire de croire que la question sociale posée en Yougoslavie par ces éléments déclassés et moralement corrompus pourra être résolue par l'établissement du fédéralisme. C'est sur un volcan en sommeil que sont assis les chefs de l'opposition bourgeoise. Mais, ils sont tellement grisés par les vapeurs qui sortent du cratère, qu'ils ne sentent pas la terre qui tremble sous leurs pieds. Et ils ne pensent pas une minute que leur prestige personnel fondrait comme neige au soleil dès qu'ils arriveraient au pouvoir, surtout dans la situation créée par la débâcle du régime autoritaire et de la monarchie. Peut-être certains d'entre eux pourraient se maintenir mais seulement au prix d'une dictature tellement brutale qu'auprès d'elle le régime actuel ne serait que douceur. Naturellement, ils ne manqueraient pas à ce moment critique de proclamer : « Nous établissons la dictature pour sauver la démocratie » ! Mais est-ce que le roi Alexandre n'a pas instauré le régime autoritaire pour sauver la démocratie ? Pourquoi alors le peuple yougoslave préférerait la dictature sanguinaire d'un Pribitchévitch, par exemple, au régime

autoritaire, modéré et raisonnable, du roi Alexandre ? Est-ce parce qu'il devrait croire davantage un Svétozar Pribitchévitch lorsqu'il parle du salut de la démocratie qu'en Alexandre Karageorgévitch ?!

Tant que dans le monde entier règne la crise économique et morale, le régime de la démocratie intégrale serait fatal à la Yougoslavie. Et si le régime actuel et la monarchie venaient à s'écrouler, la Yougoslavie aurait dans un bref délai le destin de la Chine actuelle, avec cette seule différence qu'elle ne serait pas envahie d'un seul côté, mais bien de cinq côtés. Les Italiens, les Allemands et les Hongrois se posent déjà comme les défenseurs et même les sauveurs de la civilisation européenne, bien qu'ils aient rejeté, d'une façon plus complète que la Yougoslavie, un des instruments importants de cette civilisation, la démocratie. Que se passerait-il si cette civilisation était réellement mise en péril en Yougoslavie par la chute du régime autoritaire et de la monarchie, c'est-à-dire si la Yougoslavie tombait dans l'inévitable chaos où les bolchevistes pêcheraient, sans aucun doute, en eau trouble ?

Seuls, les ennemis jurés des Serbes, Croates et Slovènes peuvent souhaiter la chute du régime autoritaire yougoslave, car il est évident que ce serait un grand malheur, une véritable catastrophe pour le peuple yougoslave tout entier. Par là, nous ne voulons pas traiter d'ennemis de la Yougoslavie les socialistes occidentaux; nous ne pouvons que leur ap-

pliquer la parole du Christ : « Seigneur, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font ».

*
**

Pour la Yougoslavie, il n'y a qu'une issue possible dans l'état actuel des choses : le régime autoritaire doit procéder lui-même à sa propre liquidation, sans heurt et sans péripéties tragiques, après avoir sorti la Yougoslavie de l'actuelle crise morale et économique. Le roi Alexandre a pris en main une situation que la démocratie déchaînée avait acculée à la catastrophe; c'est le roi Alexandre lui-même qui doit remettre la situation assainie aux mains de la démocratie. C'est le seul chemin qui puisse conduire la Yougoslavie vers le salut. Toute autre solution ne peut être que fatale pour la Yougoslavie et en même temps pour la paix de l'Europe.

Si la Yougoslavie a de véritables amis parmi les démocrates des pays occidentaux, ceux-ci ont une obligation morale envers la Yougoslavie, envers la démocratie elle-même et envers la paix : aider le roi Alexandre qui n'est pas un despote mais un véritable martyr — et quel souverain yougoslave ne l'a pas été ? — à porter la croix que le destin lui a imposée. Et s'ils ne sont pas disposés à l'aider, que du moins ils ne rendent pas sa tâche plus ardue, afin que nous autres, Yougoslaves, qui aimons notre pays qui a tant souffert, nous n'ayons pas à dire : « Que Dieu nous

garde de nos amis et nous nous protègerons nous-mêmes de nos ennemis ! »

D'ailleurs, rien ne doit porter au pessimisme en ce qui concerne l'avenir de la Yougoslavie et de son régime autoritaire. Les lignes qui précèdent n'ont pas été inspirées par l'inquiétude : leur unique intention a été de montrer qu'une partie des démocraties occidentales pousse la Yougoslavie vers un gouffre dont elles ne s'efforcent pas d'examiner le fond. Cependant, la Yougoslavie ne veut pas, pour faire plaisir à qui que ce soit, se jeter dans cet abîme. Avec ses forces neuves, ou si l'on préfère avec sa vitalité barbare, elle lutte contre ses faiblesses momentanées, pour une guérison complète et une vie forte. Dans ce but, elle s'est rangée volontairement autour de son roi qui, à l'heure actuelle, est aussi nécessaire à la Yougoslavie que le pain quotidien. Car il n'est pas seulement le chef de l'Etat. Il est en même temps l'homme d'Etat yougoslave le plus clairvoyant, le guide spirituel de son peuple, un guide qui s'élève moralement et intellectuellement bien au-dessus du milieu yougoslave, surtout au-dessus de ses pauvres médiocrités qui s'imaginent augmenter leur influence politique en l'insultant grossièrement.

Il n'y a rien de plus positif qui pourrait, dans les conditions présentes, remplacer le régime autoritaire en Yougoslavie. C'est pourquoi il doit rester jusqu'à ce qu'il ait accompli entièrement sa mission historique, et les démocraties ne devraient pas lui créer des dif-

ficultés qui ne peuvent que retarder l'accomplissement de sa tâche. L'attitude des démocrates occidentaux et yougoslaves décidera si le régime actuel en Yougoslavie sera ou ne sera pas forcé de devenir un véritable fascisme. Car il est absolument certain que le régime autoritaire ne capitulera pas, pas plus d'ailleurs que la Yougoslavie ne se rendra à ses ennemis extérieurs.

A l'heure actuelle, parler d'un péril qui menacerait particulièrement la Yougoslavie semble absurde : Après la grave crise de la fin de 1932, à laquelle le gouvernement de M. Serchkitch tint tête avec un sang-froid remarquable et une activité inlassable, la Yougoslavie se trouve actuellement dans une situation extérieure et intérieure presque enviable. S'il y a aujourd'hui un péril, c'est un péril commun, celui qui menace, croyons-nous, la civilisation contemporaine.

FIN

Table des Matières

AVERTISSEMENT.

PRELIMINAIRES 3
I. — Une ou Deux Têtes ?..... 5
II. — La Nouvelle Politique 20
III. — Vouloir récolter sans avoir semé 27

L'ŒUVRE DE LA DEMOCRATIE YOUGOSLAVE 35
I. — Vae Victis 37
II. — Les Deux Croatie 45
III. — L'Attentat contre l'Etat et la Démocratie 56
IV. — Le Fond de la Crise Politique. 70
V. — Le Danger des Janissaires modernes 79

LE REGIME AUTORITAIRE EN YOUGOSLAVIE 87
I. — Nécessité historique 89
II. — La Pseudo-démocratie 93
III. — Ibis Redibis 105
IV. — L'Œuvre du Régime autoritaire 115
V. — La Force majeure 129
VI. — Le Travail de sape du fascisme et du cléricalisme 137

VII. — Le Péril écarté 155
CONCLUSIONS 179

ERRATA

Page 6, en note, ligne 2, LIRE : hongrois.
Page 66, ligne 11, AU LIEU DE adverse, LIRE : adversaire.
Page 71, ligne 25, LIRE : deux Russie.
Page 80, ligne 16 et Page 84, ligne 21, LIRE : balilla.
Page 107, ligne 24, LIRE : et cela aurait été un jeu.
Page 108, ligne 17, LIRE : de cette doctrine.
Page 108, ligne 18, LIRE : à son application.
Page 114, ligne 2, LIRE : inventé.
Page 114, ligne 3, LIRE : Guépéou.
Page 121, ligne 3, LIRE : anarcho-individualistes.
Page 135, ligne 15, LIRE : la réforme agraire.
Page 138, ligne 5, LIRE : unité qui est.
Page 146, ligne 17, LIRE : toujours présentés.
Page 173, ligne 7, LIRE : de sape du fascisme.
Page 181, ligne 2, LIRE : des rapports.
Page 183, ligne 3, LIRE : de toute la.
Page 210, ligne 33, LIRE : contre l'existence.

Imprimerie des Editions
-:- PIERRE BOSSUET -:-
8, rue N.-D. des Champs - Paris (6e)